

92781

5. et 6. cahs

Cahiers
du
Cercle Proudhon

paraissant six fois par an



Cahiers du Cercle Proudhon

« SATELLITES DE LA PLOUTOCRATIE »

« Une Société qui repousse, définitivement et par *instinct*, la guerre et l'esprit de conquête est en décadence : elle est mûre pour la démocratie et le régime des épiciers. »

NITZSCHE, *Volonté de puissance*, t. II, p. 122.

Deux grands faits dominant notre histoire toute contemporaine : l'audace de l'Italie entreprenant sa guerre de Tripoli, au nez et à la barbe de l'Europe et nonobstant les mines scandalisées de cette vieille hypocrite ; et, plus audacieuse encore, si possible, parce que venant de *petites* puissances, l'initiative guerrière des peuples balkaniques, qui, las de se laisser berner par de vaines promesses et pleins d'une volonté héroïque, ont décidé de rejeter le Turc en Asie — tout simplement. Un spectacle d'un haut comique, ce fut l'attitude de l'Europe ploutocratisée en face de ces deux initiatives guerrières — une attitude de vieille catin à la retraite, toute confite en pacifisme comme l'autre en dévotion, et qui, devant l'irruption du *fait guerrier*, pousse des cris d'orfraie, comme une personne dont la pudeur, sur un tard, est devenue extrêmement chatouilleuse et pincée.

On se rappelle encore quel tombereau d'injures la presse allemande déversa sur cette pauvre Italie pour avoir eu l'incroyable audace de déclarer la guerre à ces excellents Turcs, de si bons élèves et clients germaniques, comme chacun sait ; quant à ces petits peuples balkaniques, qui viennent de se lancer, malgré les avis de la prudente et vieille Europe, dans une guerre folle, où ils ont, par-dessus le marché, le toupot d'être

vainqueurs, la ploutocratie n'a pas encore eu le temps de digérer un tel affront à sa Toute-Puissance. Mais un spectacle lamentable, c'est de voir avec quelle ardeur touchante le socialisme international, et il faut ajouter, hélas ! le syndicalisme, a embotté le pas à la ploutocratie et fait chorus avec elle pour hurler d'ineptes injures aux chausses de ces Italiens et de ces Bulgares trouble-fête.

Un écrivain nationaliste italien, M. Corradini, a trouvé le mot de la situation, le mot juste, et qui marquera d'une éternelle flétrissure tout le socialisme moderne : « Satellites de la ploutocratie », a-t-il prononcé en parlant des socialistes à la Jaurès, dans le sillage desquels, hélas ! je le répète, marchent nos syndicalistes de la C. G. T. N'a-t-on pas vu, en effet, dans la *Bataille syndicaliste*, à quel point l'on s'intéressait aux vicissitudes de la rente et aux déboires de ces malheureux petits rentiers dont l'initiative guerrière des peuples balkaniques venait troubler la quiétude, et comment l'on morigénait ces non moins malheureux prolétaires grecs, assez dépourvus du sens de leurs intérêts de classe, pour applaudir à la guerre contre le Turc ? — Ainsi, du moins, en jugeait, de Paris, le camarade Jouhaux, qui, habitué à gouverner la C. G. T., trouvait sans doute l'hérésie des camarades athéniens par trop attentatoire à la dignité de ses fonctions directoriales.

« Nous savons, écrit Corradini, que beaucoup de ces courants pacifistes qui traversent l'atmosphère européenne, sont de source ploutocratique. C'est ainsi que sont pacifiques les trois nations : la France, l'Allemagne et l'Angleterre, parce qu'elles sont ploutocratiques... En s'opposant à la guerre de Libye comme à la guerre balkanique, le pacifisme bourgeois, comme le

pacifisme socialiste, aide la ploutocratie à maintenir, par la main du Turc, en Europe, la tyrannie de l'injustice et en Afrique la tyrannie de la stérilité, qui est la suprême injustice contre l'éternelle nature. » Oui, et ces trois nations pacifiques, parce que ploutocratiques, voyez la triste figure qu'elles font à côté de l'Autriche, et quelle place — la première — celle-ci a prise dans le fameux concert européen ! La guerre de Tripoli a certainement grandi l'Italie, et l'aurait plus grandie encore, si elle avait réussi, par des succès militaires éclatants, à se laver complètement de ses défaites d'Abysinie, tant la guerre est le facteur suprême qui fait et défait les nations ! Quant à la France, la plus ploutocratique des nations modernes, et qui, tranquillement, a réussi à vivre quarante-deux ans sans laver la honte de Sedan, on peut voir également quelle *petite* place elle tient dans le monde, et certes ce ne sont pas les ridicules tentatives de médiation de notre *avocat-ministre* national, plaidant les intérêts de la finance internationale, qui l'élargiront. La France est si ploutocratisée, et, par suite, si avancée sur le chemin de la décomposition et de la décadence, que les mouvements, dont on pouvait espérer précisément une réaction contre le régime de l'Or, ne tardent pas à s'enliser dans l'ornière ploutocratique : tel ce mouvement syndicaliste, qui, au lieu d'opérer avec la bourgeoisie une scission réparatrice et régénératrice, s'est empressé d'emprunter à la décadence bourgeoise toutes ses idéologies les plus corruptrices, jusque et y compris le pacifisme humanitaire le plus plat et le plus inepte.

Ce pacifisme moderne — il n'y a cependant aucun doute possible sur l'interprétation qu'il faut lui donner, et il y a belle lurette qu'on a remarqué : 1° que la démocratie est le pays de cocagne des financiers ; 2° que

le socialisme d'État, aboutissant naturel, logique et fatal de la démocratie, est un socialisme pour lequel les financiers se sont toujours senti, se sentent et se sentiront éternellement une tendresse extrême : collusion de Jaurès et d'Israël à l'*Humanité*; présence, dans tous les mouvements socialistes politiques, et, à leur tête, de riches banquiers, par exemple, le fameux Singer, en Allemagne, l'Institut Solvay, en Belgique. « La puissance de la moyenne, écrit Nietzsche (*Volonté de puissance*, t. II, p. 198), est encore maintenue par le commerce, avant tout par le commerce d'argent : l'instinct des grands financiers se dirige contre tout ce qui est extrême ; c'est pourquoi les Juifs sont, pour le moment, la puissance la plus conservatrice dans notre Europe si menacée et si incertaine. Il ne leur faut ni révolutions, ni socialisme, ni militarisme. S'ils veulent avoir de la puissance, s'ils ont besoin de puissance sur le parti révolutionnaire, c'est seulement une conséquence de ce que je viens d'indiquer, ce n'est pas une contradiction. » *La puissance de la moyenne*, c'est-à-dire de la médiocrité démocratique, bourgeoise et libérale (le mot pour qualifier dignement ce qui est médiocre est, comme on sait et comme l'a dit le même Nietzsche, le mot « *libéral* ») : on comprend l'influence énorme d'Israël, tant dans le monde conservateur que dans le monde révolutionnaire (voir le *Gaulois* du Juif converti Arthur Meyer et l'*Humanité* de Jean Jaurès), quand on a bien saisi ces tendances du monde moderne, livré tout entier à la stupidité judéo-conservatrice d'une bourgeoisie qui, assise bien confortablement à la table de l'État, sue de peur et claque des dents à la seule vision du spectre de la Guerre ou de la Révolution, tel Macbeth à l'apparition du spectre de Banco. Mais ce pacifisme moderne a été merveilleusement analysé et

ramené à sa cause essentielle par Proudhon, dans la *Guerre et la Paix* : « La guerre... tend à esquiver le *libéralisme* qui la poursuit en se réfugiant dans le *gouvernementalisme*, autrement dit système d'exploitation, d'administration, de commerce, de fabrication, d'enseignement, etc., par l'État. Donc, on ne pillera plus, c'est ignoble ; on ne frappera plus de contributions de guerre, on ne confisquera plus les propriétés, on renoncera à la course, on laissera à chaque ville ses monuments et ses chefs-d'œuvre, on distribuera même des secours, on fournira des capitaux, on accordera des subventions aux provinces annexées. Mais on gouvernera, on exploitera, on administrera, etc., militairement, tout le secret est là. Un État peut se comparer à une Compagnie en nom collectif ou anonyme dans laquelle il y a d'immenses capitaux à manier, de grandes affaires à traiter, de gros profits à faire : par conséquent, pour les fondateurs, directeurs, administrateurs, inspecteurs et tous autres fonctionnaires, des gratifications à espérer, plus de magnifiques traitements... Plus l'État prend d'extension, plus le pouvoir a de fonds en maniement ; mais plus il manie d'argent, plus, naturellement, il en reste à son personnel et à toutes ses créatures.

« La cause première de la guerre, à savoir, le paupérisme, continuant d'agir, agissant même par en haut avec plus d'intensité encore que par en bas, il y a donc toujours militarisme au dedans et tendance à la conquête au dehors ; seulement, la guerre, au lieu de piller et de pressurer le peuple conquis, réalise ses bénéfices sous une autre forme. De même qu'aux siècles d'Alexandre et de César, le pillage héroïque s'était transformé en conquête, *de même la conquête tend à se transformer à son tour en gouvernementalisme.*

« Préfectures, commissariats, dotations, pots de vin, sinécures, traitements, pensions, remplacent les exactions proconsulaires, les dépossessions, les *latifundia*, les ventes d'esclaves, les confiscations, toutes les fournitures de grains, de fourrages, de bois, etc. C'est surtout au moment de la prise de possession que se font les bons coups. Que de services à créer, d'emplois à distribuer ! que de promotions ! quelle bureaucratie ! et, pour les gens d'affaires, que de spéculations ! Voilà la guerre dans sa phase la plus élevée, la guerre avec isonomie, sans expropriation et sans pillage.

« Un effet de ce système est de faire croître les dépenses de l'État qu'on devrait appeler de leur véritable nom *frais de guerre*, à mesure que la hiérarchie se renforce et s'élève, à mesure, par conséquent, que l'État s'étend ou, ce qui revient au même, que le gouvernementalisme se développe. Sous l'empire de Napoléon I^{er}, qui faisait encore la guerre à l'ancienne mode, l'extension du pouvoir central, son ingérence, étaient loin, malgré la sévérité de l'administration, de ce qu'elles sont devenues depuis. Le budget n'atteignait pas un milliard. Sous la Restauration, la Monarchie de Juillet, la République de 1848 et le second Empire, la hiérarchie politique s'est développée, l'administration centrale s'est fortifiée de tout ce qu'a perdu la vie locale, et le budget de 1860 est porté à un milliard neuf cent vingt-neuf millions. »

Le budget actuel dépasse *quatre milliards*; le mouvement dessiné par Proudhon s'est développé sur une formidable échelle; l'État démocratique moderne est devenu le monstre dévorant que nous connaissons; le gouvernementalisme bourgeois, sous la troisième République, s'est enflé et travaillé à l'égal de la grenouille de la fable, et nos socialistes d'État ne rêvent que de le porter

à son apogée, en lui faisant embrasser tout le domaine de l'économie. Mais comme à la lumière de ces quelques lignes de Proudhon tout s'éclaire, et comme l'on comprend l'affinité, qui pourrait paraître étrange à des yeux superficiels, du socialisme d'État, de la démocratie bourgeoise et de la ploutocratie ! Corradini fait remarquer la collusion Jaurès-Poincaré dans les circonstances actuelles ; mais Jaurès est précisément l'homme qui incarne le mieux, dans le socialisme, les tendances étatistes ; Jaurès, dont l'âme est essentiellement bourgeoise et gouvernementale ; Jaurès, dont le « pacifisme » est si notoire qu'il se fait, sans broncher, traiter journellement de lâche par Léon Daudet : Jaurès, comme socialiste, ne s'est jamais rattaché ni à Marx, ni à Proudhon ; son vrai maître a toujours été Saint-Simon. Or, on sait que le système saint-simonien est un système de forte centralisation bureaucratique, destiné à mettre en valeur les hautes capacités bourgeoises et qui convient admirablement à une bourgeoisie devenue entièrement pacifiste et préférant les douceurs d'une grasse paix administrative aux luttes, aux risques et aux aventures de la libre concurrence. Et l'on sait, d'autre part, comment, sous le second Empire, ont fini tous les saint-simoniens : en bancocrates.

La chose est donc bien claire, et le pacifisme bourgeois moderne, auquel fait chorus le pacifisme socialiste, dans la mesure précisément où le socialisme reste tout pénétré d'esprit bourgeois et gouvernemental, bien élucidé. Mais comment expliquer, par contre, l'attitude des syndicalistes révolutionnaires, qui prétendent réagir précisément contre l'étatisme en général et l'étatisme socialiste en particulier, incarnés dans Jaurès et le socialisme parlementaire ? Comment, eux aussi, emboltent-ils le pas à la ploutocratie derrière Jaurès ?

C'est que le mouvement ouvrier est soumis, comme les États eux-mêmes, à cette loi qui veut que plus la centralisation augmente, plus le gouvernementalisme se développe et plus l'on passe de ce qu'on appelle dans le système saint-simonien le « régime militaire » au « régime industriel », disons plus exactement ploutocratique ou pacifiste. La constitution de la C. G. T., c'est-à-dire d'une sorte d'*État ouvrier postiche*, ne devait pas tarder à produire ses effets naturels ; car, d'une part, il est infiniment plus facile à un gouvernement de traiter avec un gouvernement unitaire et de le manœuvrer dans la coulisse, de l'amener à composition ; et, d'autre part, au sein même de l'organisation centraliste, en raison de son extension et de sa grandeur même, l'esprit guerrier et juridique, fatalement, le cède de plus en plus à l'esprit pacifiste et administratif. Les réformistes ont toujours préconisé, dans le mouvement ouvrier, les grandes organisations unitaires et fortement centralisées, et l'on sait que les réformistes sont très pacifistes ; Pelloutier, au contraire, qui avait un sens révolutionnaire si aigu, préconisa toujours la prépondérance des Bourses du Travail, permettant de conserver au mouvement ouvrier un caractère de localisme, de fédéralisme, de décentralisation, de liberté, beaucoup plus grand. Les classes suivent donc la même loi que les États : à mesure qu'elles se centralisent, elles tombent dans un *césarisme administratif* favorable à la domination des puissances d'argent et craintif devant la grève comme devant la guerre. Et le syndicalisme qui, initialement, devait faire brèche à l'État et à la Ploutocratie, se transforme peu à peu en un simple agent manœuvré dans la coulisse par l'État et la Ploutocratie.

Y a-t-il à cet égard rien de plus significatif que la

soi-disant évolution d'Hervé? Je sais bien qu'Hervé n'a jamais été syndicaliste; il n'a même jamais été socialiste; on l'a très bien dit : c'est le *dernier républicain*, un Bleu de Bretagne; et son néo-patriotisme révolutionnaire n'est encore qu'une façon de « défense républicaine ». Hervé, ancien professeur d'histoire, de formation toute laïque et quatre-vingt-neuvième, auteur d'un *Manuel d'histoire* tout à fait selon le cœur de l'État dreyfusien issu de la Révolution dreyfusienne, Hervé qui commença sa carrière politique par une polémique où il défendait une sorte de christianisme à la Tolstoï, c'est-à-dire pacifiste, contre la soi-disant déformation catholique, Hervé est un enfant perdu de la Révolution bourgeoise égaré sur les confins de la Révolution ouvrière, qu'il n'a jamais comprise que sous l'aspect d'une sorte de blanquisme romantique fort suranné. Il a toujours déclaré préférer à la bourgeoisie cléricale et bien pensante la bourgeoisie franc-maçonne et libre-penseuse. Il fut d'ailleurs lui-même franc-maçon. Il vient de rentrer dans le giron de l'Église unifiée. Quand il cria un jour « A bas la République ! » croyez bien que ce ne fut là que l'expression un peu vive d'un très violent « dépit amoureux »; car Hervé ne s'est jamais brouillé à fond avec la République, et il n'a fait que la boudier cinq minutes, comme un amoureux à qui sa belle fait des misères et qui ne demande qu'à rentrer en grâce au plus vite. Il n'en est pas moins vrai qu'Hervé est l'homme qui, à un moment donné, prit, dans le syndicalisme, par le lancement de l'antipatriotisme, une place que les vrais syndicalistes purent estimer fort exagérée et même dangereuse, mais qui n'en fut pas moins considérable. Par sa sincérité, par la crânerie de ses attitudes, ses nombreuses *prisons*, Hervé avait pu entraîner derrière lui des

troupes assez ardentes et jouer un rôle tout à fait disproportionné tant à sa valeur intellectuelle qu'à sa valeur syndicaliste intrinsèque. Mais que signifie son dernier « avatar » ? On a parlé de « conversion ». Il n'y a pas d'expression plus fausse pour qualifier le passage d'Hervé de l'antipatriotisme à l'espèce de militarisme révolutionnaire qu'il professe aujourd'hui. La vérité, c'est que son antipatriotisme d'alors fut un antipatriotisme de défense républicaine, l'expression violente d'un loyalisme républicain dépité, un antipatriotisme qui n'était qu'un tolstoïsme ouvrier, un pacifisme prolétarien, une sorte de *sangniérisme* moins tartufe et tout à fait laïcisé et plus encore « vieille » que « jeune » République. Aujourd'hui, son « militarisme révolutionnaire » est encore une manière de défense républicaine, et l'expression changée, mais en apparence seulement, de son loyalisme républicain. L'attitude d'Hervé vis-à-vis de l'armée ressemble trait pour trait à l'attitude des socialistes vis-à-vis du Parlement : au début, hostilité violente, antiparlementarisme forcené, dénonciation brutale et péremptoire du « crétinisme parlementaire »¹ ; puis, cela s'atténue, on s'aperçoit un beau jour que le Parlement pourrait être un précieux instrument de propagande, une tribune retentissante du haut de laquelle on peut parler au Pays tout entier ; on y entre, on s'y installe, et le tour est joué. Le régime bourgeois a trouvé de nouveaux « paratonnerres » ; la ploutocratie s'est assurée de nouveaux séides, et l'État démocratique moderne de nouveaux et ardents soldats.

¹ Nous avons vu depuis des syndicalistes notoires, intellectuels il est vrai, après avoir, eux aussi, débâté plus que personne contre le parlementarisme et le règne des partis qu'il implique, se présenter à la députation et rentrer dans le sein de ces partis tant honnis. Nous voyons d'ailleurs, à l'heure actuelle, nombre de syndicalistes ex-anarchistes rejoindre les unités — sans doute pour « défendre la République », comme Hervé.

Or, on le sait bien, l'antipatriotisme vraiment syndicaliste était surtout une forme exaspérée, crue, aiguë, de l'antiétatisme ouvrier, une manière carrée et brutale de rompre en visière au loyalisme gouvernemental, à ce gouvernementalisme bourgeois qui, comme l'a si bien dit Proudhon, est la transformation de la guerre-pillage, et qui, sous la forme monstrueuse, absurde et ruineuse de la *paix armée*, est le meilleur système d'exploitation que la Ploutocratie ait découvert pour saigner les peuples à blanc. Il faut lire à ce propos les tout à fait sagaces et pénétrantes réflexions de M. Pareto dans l'*Indépendance* du 1^{er} mai 1911, dans son article *Rentiers et Spéculateurs* : « Un des phénomènes les plus singuliers de notre temps, écrit-il, est celui des armements toujours croissants auxquels se livrent les peuples civilisés, sans jamais se faire la guerre. Ils la préparent toujours, mais n'y arrivent jamais. *L'intérêt des spéculateurs et entrepreneurs est qu'on dépense le plus possible pour les armements, parce que ces dépenses se font par leur entremise ; mais ils redoutent la guerre, parce qu'elle peut déplacer le centre du pouvoir politique.* Un général victorieux, s'appuyant sur son armée, pourrait bien être tenté de leur rogner les ongles... Il est aussi remarquable que les mêmes personnes, qui votent des sommes toujours croissantes pour les armements, cherchent d'autre part à détruire l'esprit militaire. *On dirait que leur but est d'avoir le plus de canons et de cuirassés possibles et le moins de marins et de soldats* ». En effet, et cet admirable système s'est surtout développé dans notre France ploutocratique : l'Etat dreyfusien a, délibérément, depuis dix ans, fait tout ce qu'il a pu pour détruire l'esprit militaire et transformer l'armée en une bonne à tout faire, en une *armée pacifiste* ; et l'on n'a jamais, d'autre part, tant dépensé pour l'armée et la

marine. Si, depuis quelques années, on semble vouloir *remilitariser* l'armée; si, en présence du réveil nationaliste, nos gouvernants dreyfusiens semblent vouloir redonner à l'armée son caractère véritable, croyez bien que ce n'est là qu'une apparence; le but réel est, non pas de reprendre l'Alsace et la Lorraine, non pas de redonner à l'État français, appuyé sur une armée solide, le droit de parler haut et clair en Europe au lieu d'être réduit à cette sorte de demi-vassalité honteuse où il végète aujourd'hui : non, la France ploutocratique, avec son avocat, M. Poincaré, est toujours aussi pacifiste et n'a aucune visée guerrière; le but réel, c'est, utilisant, exploitant le réveil du sentiment national que la propagande de l'*Action Française* et la situation internationale tendue ont suscité, de créer un état d'esprit favorable aux desseins secrets de Sa Majesté la Ploutocratie : car, remarquez-le bien, à la faveur de cette situation, on ferait coup triple : 1° on écraserait le mouvement ouvrier; 2° on escamoterait le réveil nationaliste suscité par l'*Action Française* et l'*Action Française* elle-même, et 3° on accroîtrait encore les armements, source trois fois bénie de profits pour nos seigneurs et maîtres les gouvernants et les spéculateurs. Système, je le répète, trois fois admirable, et qui ne présente presque aucun risque, car il est manifeste que la Finance internationale ne veut pas la guerre, susceptible, comme le dit fort bien Pareto, de déplacer le centre du pouvoir politique : dans la crise actuelle, créée par l'offensive des peuples balkaniques, il est clair, en effet, que l'Angleterre, l'Allemagne et la France, c'est-à-dire les trois grandes nations ploutocratiques, font tous leurs efforts pour écarter les possibilités guerrières; on entend partout un bruit et un remuement d'armes; l'Europe semble être à la veille d'une conflagration générale; mais, cette

fois encore, conformément aux desseins secrets de la Finance, on ne passera pas à l'acte.

Cela est si vrai qu'on ne comprendrait pas la tolérance singulière du Gouvernement vis-à-vis d'un Congrès comme celui qu'a organisé la C. G. T. contre la guerre et où elle semble avoir pris des résolutions d'un caractère extrêmement grave, *si la situation était vraiment critique*; cette tolérance singulière et l'espèce de demi-silence fait par la presse bourgeoise autour de ce Congrès — on se serait attendu à de furieux aboiements — s'expliquent très bien, au contraire, s'il ne s'agit que d'utiliser, en vue de la paix réelle et du renforcement du système bourgeois de la paix armée, la protestation même de la classe ouvrière contre la guerre. Ce Congrès se trouverait ainsi, selon toute apparence, avoir servi les intérêts de la Ploutocratie. « Satellites de la Ploutocratie », écrit Corradini en parlant des socialistes; il est triste d'avoir à étendre cette infamante qualification aux syndicalistes eux-mêmes.

C'est que, malheureusement, les syndicalistes semblent, dans leur protestation *a priori* contre la guerre, n'être animés que de sentiments d'un caractère beaucoup plus bourgeois que vraiment ouvrier. Ils semblent oublier, eux, révolutionnaires soi-disant à tous crins, que la guerre peut, dans certains cas, être un événement révolutionnaire de premier ordre. Ils se placent pour la condamner à un point de vue purement sentimental¹, tolstoïen, pacifiste bourgeois, ou même, ce qui est pis encore, on croirait parfois ne percevoir,

1. La *Bataille Syndicaliste*, comme si ses lecteurs étaient de simples femmelettes aux nerfs sensibles, insiste avec complaisance sur les « horreurs de la guerre ». Mais les bourgeois pacifistes ne se font pas faute d'insister, eux aussi, sur les « horreurs de la Révolution », et l'on sait qu'à chaque grève les journaux bourgeois regorgent de statistiques où le bilan des pertes subies par les ouvriers est établi en grand appareil scientifique. Alors ?

dans leurs cris d'effroi à la perspective de la guerre, que le cri de la simple peur physique et que cet amour sénile de la vie pour la vie, caractéristique des peuples en décadence et qu'une décomposition morale déjà très avancée a gangrenés. Oh! ne pas être la proie des balles, vivre, vivre!... pouvait-on lire dernièrement dans la *Bataille syndicaliste*. Ce cri est vraiment un cri du cœur; mais on se demande si celui qui l'a poussé irait plus volontiers à la barricade qu'à la frontière et l'on trouvera bien singuliers et bien étranges ces révolutionnaires, si affamés de vivre, qu'ils semblent ne devoir sacrifier leur précieuse peau sur aucun autel, pas plus celui de la Révolution que celui de la Patrie.

Mais surtout il y a une distinction capitale que les syndicalistes semblent méconnaître; et le passage suivant, extrait de l'*Ère nouvelle* (1894) va mettre cette distinction en pleine lumière. Dans un compte rendu du livre de Tolstoï sur l'*Esprit chrétien et le patriotisme*, Sorel écrivait ceci : « Le patriotisme est, suivant Tolstoï, une illusion sentimentale entretenue en vue d'opprimer le peuple. A mesure que l'instruction se répand, plus d'individus viennent prendre part au festin gouvernemental et il y a aussi un bien plus grand nombre d'hommes occupés à répandre et à fortifier cette étonnante superstition. D'ailleurs, tout enfant de la plèbe, au sortir du collège, doit choisir entre les menaces du Gouvernement et les bénéfices de la piraterie gouvernementale. En dernière analyse, le patriotisme est une forme de loyalisme approprié aux conditions de la vie politique contemporaine. Il y a lieu de faire une distinction qui échappe à Tolstoï : au commencement de ce siècle, on appelait patriotes¹ les gens qui combattaient pour la

1. Dans les *Mélanges de Proudhon*, on peut lire plusieurs articles où notre grand révolutionnaire fait appel aux « Patriotes » (1^{er} vol. p. 22).

liberté et qui défendaient les intérêts de la collectivité contre la rapacité des privilégiés; plus tard seulement, on désigna sous ce nom les serviles admirateurs des gouvernements établis. En France, le patriotisme révolutionnaire n'est pas mort aussi complètement que s'imaginent nos maîtres; il ne faudrait pas une propagande fort active pour le réveiller dans les masses. Il appartient aux socialistes de diriger ce sentiment populaire; ils commettraient une grande faute s'ils laissaient leurs adversaires continuer leur propagande réactionnaire et loyaliste. En terminant son *Histoire d'Israël*, Renan jette un coup d'œil sur l'avenir: « Les questions sociales ne seront plus supprimées, dit-il, elles prendront de plus en plus le pas sur les questions politiques et nationales. » A l'heure actuelle, le patriotisme révolutionnaire est une question sociale de premier ordre. La civilisation, la science et le socialisme qui les résume sont menacés par la sainte Russie; c'est ce qui explique pourquoi les fêtes franco-russes ont été accompagnées d'un réveil religieux qui charme tant Tolstoï; l'Église de France a salué le protectorat du Tsar avec autant d'enthousiasme qu'elle avait salué le coup d'État du 2 décembre¹. Les idées chrétiennes de Tolstoï présentent un sérieux danger; elles n'agiront pas en Russie et ne réduiront pas la force du despotisme; si elles agissaient dans l'Occident de manière à réduire la puissance défensive des pays ayant une culture scientifique, la civilisation serait dans le plus grand péril. »

1. On sait bien que la pensée qui a présidé à l'alliance franco-russe fut une pensée toute réactionnaire, que cette alliance ne comportait aucune visée de revanche et ne plut tant à la bourgeoisie qu'en raison de son caractère conservateur. Les catholiques français en général croient très habile de souder ensemble religion et patrie: ils n'arrivent qu'à compromettre l'une et l'autre.

Le patriotisme peut donc se présenter sous deux aspects radicalement différents : il peut signifier surtout *loyalisme gouvernemental* ; c'est dans ce sens évidemment que la bourgeoisie le comprend et veut le faire entendre, et contre ce loyalisme, l'antipatriotisme est une révolte tout à fait nécessaire et légitime. Mais il peut avoir aussi un sens révolutionnaire, — non que le patriotisme puisse rentrer dans la catégorie des « sentiments conditionnels » : je pense au contraire, avec Proudhon, que le « sentiment de la patrie est comme celui de la famille, de la possession territoriale, de la corporation industrielle, un élément indestructible de la conscience des peuples. » Seulement, plus un sentiment est naturel, et plus son exploitation est odieuse. La responsabilité de la bourgeoisie française, devant l'Histoire et la Civilisation, sera lourde. Sa tactique a toujours été si déplorable, qu'elle est arrivée à compromettre aux yeux du peuple des sentiments aussi anciens, aussi vénérables, aussi naturels que le sentiment de la patrie, de la famille, et j'ajouterai de la religion et de la propriété, éléments indestructibles non seulement de la conscience des peuples, mais aussi de toute civilisation. La bourgeoisie a prostitué au pouvoir et par là gravement compromis *ces forces essentiellement libres et sociales* que sont la patrie, la famille, la religion et la propriété. Elle a acculé le peuple à cette tactique désespérée de l'antipatriotisme, de l'anticléricalisme, du malthusianisme et du communisme.

Il résulte de cette situation créée au prolétariat par une bourgeoisie cupide, veule et lâche, que nous, écrivains syndicalistes, tout ensemble passionnément attachés au maintien de l'indépendance nationale française et au développement autonome du syndicalisme

ouvrier, nous devons, à l'heure actuelle, présenter une justification révolutionnaire du patriotisme. Arturo Labriola, dans son livre sur Marx, écrit ces lignes, qui me paraissent d'une justesse admirable : « Là où il y a différenciation naissent la haine et la lutte. Cela se voit dans le cas d'un peuple qui opprime un autre peuple, et cela explique l'invincible répugnance qu'inspire l'antipatriotisme, lequel fait abstraction du besoin d'indépendance que tout peuple éprouve en face d'un autre peuple, besoin qui est au fond de l'âme humaine et qui explique les manifestations les plus incroyables du sacrifice. Il est complètement inutile de raisonner un tel sentiment. *Du reste, si l'antipatriotisme veut raisonner et rester conséquent avec lui-même, il conduit tout droit à la négation de la lutte de classe, tout en voulant l'affirmer plus énergiquement.* Le besoin de l'indépendance de classe repose lui-même sur un fait sentimental. Qui trouve illogique le sentiment de l'indépendance nationale doit trouver tout aussi illogique le sentiment de l'indépendance de classe. *Si la patrie est là où l'on est bien, la classe est celle qui nous fait vivre le mieux* »¹. On ne saurait mieux dire. Lorsqu'un Griffuelhes vient nous déclarer que « la patrie, pour l'ouvrier, est là où il touche le meilleur salaire, » j'avoue que ce raisonnement, dans sa bouche, me peine ; car, tout d'abord, c'est là un raisonnement d'essence ultra-bourgeoise, symétrique à celui-ci : « La patrie est là où je touche le plus fort dividende ; » et ensuite, tenu par un de nos meilleurs militants syndicalistes, il me semble particulièrement affligeant. Arturo Labriola a raison : si la patrie est là où l'on est bien, *ubi bene ibi patria*, la classe est celle qui nous fait vivre le

1. A. Labriola, *Karl Marx, l'Économiste, le Socialiste* (p. 211). Rivière, éditeur, Paris, 1900.

mieux, et alors, adieu toute solidarité de classe, comme adieu toute solidarité nationale! L'ouvrier devient une manière de « bourgeois cosmopolite », qui vend son travail au plus offrant, comme l'autre ses capitaux; le monde est ramené à cette conception atomistique et purement mécanique, où l'homme n'est plus qu'un simple porteur de marchandises, que cette marchandise soit de la force de travail ou de l'or, peu importe; c'est le triomphe du matérialisme bourgeois, c'est le règne assuré du seul Mammon! « Les ouvriers n'ont pas de patrie, » dit le *Manifeste communiste* : au contraire, dirai-je, les ouvriers ont une patrie plus encore que les bourgeois, qu'on pourrait considérer, eux, comme étant les vrais « sans-patrie »; car le riche est le vrai « déraciné », qui, partout dans le monde, où qu'il se trouve, se trouve bien, précisément grâce à sa richesse; tandis que l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. En fait, dans l'histoire, ce sont les classes riches qui, le plus souvent, pour un ignoble intérêt de classe, ont vendu la patrie à prix d'or, *semper auro vendiderunt patriam*, alors que les classes populaires la défendaient avec l'acharnement le plus magnifique. L'homme du peuple est immergé dans sa patrie bien plus profondément que l'homme des classes riches, dont l'existence abstraite et transcendantale fait presque naturellement un habitant de « Cosmopolis ». La langue, les coutumes locales et professionnelles, les traditions nationales, tout cela constitue pour l'homme du peuple non déraciné par une culture encyclopédique et une existence d'oisif promenant son spleen à travers le monde, une atmosphère spirituelle plus nécessaire encore à sa vie morale que

l'air à ses poumons. A toutes les époques de l'histoire, on a vu ces aristocraties oisives, absentéistes, courtisanesques, avec leur « domestique intellectuel », les gens de lettres et autres histrions de plume, chargés de chatouiller agréablement leurs sens et leur esprit, donner dans cet humanitarisme abstrait et ce cosmopolitisme pratique qui mènent rapidement un peuple à la mort. Mais une aristocratie véritable, une aristocratie fortement enracinée au sol et toute pénétrée de traditions guerrières, une aristocratie qui n'est pas seulement « un troupeau de gens riches », — et un peuple ayant conservé entières ses vertus ouvrières et ce profond attachement au métier qui est pour lui ce que la terre est pour une aristocratie véritable, voilà les forteresses du patriotisme et les défenseurs-nés de l'indépendance nationale. Une telle aristocratie et un tel peuple — par leur immersion même au plus profond de l'âme nationale et la vivacité fervente de leur sentiment du Droit, sentiment qu'on a toujours vu dans l'histoire lié étroitement au respect de la tradition et au culte de la propriété et de la famille — constituent la seule digue possible au régime de l'or, régime essentiellement niveleur, matérialiste et cosmopolite.

Ce qui rend la situation actuelle particulièrement grave et terrible, c'est que, malheureusement, la bourgeoisie semble avoir réussi à entraîner tant l'aristocratie que le peuple dans l'orbite de son ignoble positivisme : l'aristocratie française est profondément enjuivée et livrée à ce qui constitue l'essence et la quintessence du matérialisme bourgeois, au Juif agio-teur et bancocrate ; et le peuple français ne l'est pas moins, puisque l'on a pu voir successivement le socialisme et le syndicalisme passer à Israël et se faire les défenseurs de cette idéologie nauséabonde et pes-

tilentielle, dont le malthusianisme, l'anticatholicisme et l'antinationalisme forment toute la substance. « Bien-être et liberté, » cette devise, qui est la devise de la C. G. T., a un accent bourgeois, où rien d'héroïque ne sonne ; et il semble, en vérité, que le peuple n'aspire plus qu'à ce bien-être du rentier retiré des affaires, qui se désintéresse complètement de tout ce qui n'est pas le mouvement de la rente, qui vit dans la terreur de toute perturbation sociale ou internationale et ne demande plus qu'une chose : la paix, une paix stupide et béate, faite des plus médiocres satisfactions matérielles. Le spectacle de ce peuple, pacifiste à tout prix, et qui ne semble plus capable ni de faire cette Révolution dont il parle toujours, ni de risquer encore une guerre nationale, a quelque chose de sinistre. Il semble que vont se réaliser ces paroles de Proudhon dans la *Guerre et la Paix* : « La nationalité, écrit-il, est un sentiment si débile dans les multitudes, si prompt à se confondre avec l'intérêt de clocher, que la plèbe des villes et des campagnes, enrichie par la ruine politique de la nation, prendrait rondement la chose, et, comme la bourgeoisie de 1814, voterait des remerciements à l'étranger. A toutes les époques de crise, il surgit par bandes, comme une génération spontanée, des figures hétéroclites qui traduisent en charge le sentiment public, soulèvent l'épouvante, la pitié ou le dégoût, et disparaissent ensuite sans laisser de vestige. 1789 a eu ses *brigands*, 1793 ses *sans-culottes*, 1796 sa *Jeunesse dorée*, 1815 ses *verdets*. Nous aurions les fanatiques du démembrement, criant et faisant crier : *A bas la France !* Nombre de militaires, de savants, d'artistes, tout ce qui aurait le sentiment de la vie et de la dignité française, en voyant la patrie guillotinée, se brûleraient la cervelle ou deviendraient

fous : au bout de trois ans, il n'y paraîtrait plus. Un grand État, une grande nation, aurait disparu. Mais la vigne continuant de fleurir, les campagnes de se couvrir de moissons, le vin coulerait, l'argent circulerait; on boirait, on chanterait, on rirait, on ferait l'amour, comme au lendemain du déluge : *nubebant et bibebant et plantabant et ædificabant.* » Et Proudhon ajoute : « Que tous les hommes qui aiment leur pays, que ceux pour lesquels les États sont autre chose que de vaines abstractions et qui ne croient pas que, la vie et même le bien-être des individus sauvés, tout soit sauvé, que ceux-là y réfléchissent » ¹.

Je demande aux syndicalistes : voulez-vous donc être de ces *fanatiques du démembrement* dont parle Proudhon et croyez-vous, vraiment, que la disparition de la France, comme État et grande nation politique, soit nécessaire au triomphe de la Révolution? Jamais, pour la France, la situation n'a été plus critique, et c'est vraiment, pour elle, une question *de vie ou de mort* qui est posée. La France qui, littéralement, se dépeuple; la France qui, politiquement, est, à l'intérieur, la proie d'une bande de politicailleurs et de sous-Homais, et, à l'extérieur, la demi-vassale de l'Angleterre et de Guillaume II; la France, envahie en pleine paix par l'Allemagne surpeuplée et soumise au système le plus savant et le plus raffiné de *pénétration pacifique*; la France qui, économiquement, est en retard sur tous ses voisins, banquièrisme du monde, et passant ainsi, ce qui est toujours le signe le plus grave de décadence, du rang de peuple producteur au rang de peuple prêteur et consommateur, — dites-moi, syndicalistes, croyez-vous que cette France-là soit un terrain bien favorable à

1. Proudhon, *La Guerre et la Paix* (T. II, pp. 272-273).

l'essor d'un mouvement ouvrier de grande allure et qui ne soit pas une simple variante de ces mouvements démagogiques, de ces luttes stériles entre *riches* et *pauvres*, entre *gras* et *maigres*, qui ont signalé toutes les époques de décadence et précipité la ruine des États où elles se livraient ? Vous prêchez le malthusianisme à des malheureux qui n'imitent déjà que trop l'ignoble *prudence* bourgeoise ; le sabotage, à un peuple à qui il faut réapprendre, parce que l'esprit démocratique lui en a fait perdre le sens, la grandeur, la beauté et la noblesse des *idées de métier* ; l'antipatriotisme, à des masses qu'un pacifisme tout bourgeois ne prédispose déjà que trop à l'abdication nationale et qui ne comprend la chose que sous la forme lâche et simple de la désertion et de l'insoumission ; vous vous faites, au sein des classes ouvrière et paysanne, les propagateurs des pires idées de la décadence bourgeoise, et, comme disait ce grand corrupteur de Jaurès en un jour de sincérité, vous inoculez au peuple naissant la corruption de la bourgeoisie finissante ! Est-ce là, croyez-vous, travailler au triomphe de la Révolution ? Et celle-ci doit-elle s'installer sur les ruines de la France, c'est-à-dire sur le désert et le néant ?

Vous vous dites antimilitaristes. Fort bien, et si votre antimilitarisme signifie que vous protestez contre l'emploi que fait un *État de classe* d'une armée transformée en bonne à tout faire, j'applaudis. Il n'y a rien d'ailleurs de plus opposé au véritable esprit militaire que cet esprit d'obéissance passive et de loyalisme servile que la démocratie a développé dans l'armée. Je n'en veux pour témoin que la brochure du général Donop, *Obéissance et Commandement*. La bourgeoisie pense évidemment, en conservant l'armée, beaucoup plus à l'ennemi de l'intérieur qu'aux ennemis du dehors,

et quand vous vous efforcez de rappeler au jeune ouvrier qui entre à la caserne que, pour endosser l'uniforme, il ne doit pas devenir le docile serviteur de l'arbitraire bourgeois et gouvernemental, c'est votre droit et c'est votre devoir. Les catholiques, eux aussi, pourraient à l'occasion se rappeler que l'armée n'a pas pour office national de prendre les églises d'assaut. Mais pousser l'antimilitarisme jusqu'à vouloir, la guerre éclatant, saboter la mobilisation, — halte-là ! Ce n'est plus de jeu, et j'aimerais autant vous entendre crier tout de suite : *A bas la France !*

Vous vous dites internationalistes. Mais tout l'internationalisme du monde ne fera pas qu'il n'y ait des peuples et des races différents et situés à des niveaux plus ou moins élevés de culture et de civilisation, et, pour ne pas être *patriotes français*, allez-vous donner dans le patriotisme marocain ou turc ? Comme le dit Sorel, le tort des idées de Tolstoï, c'est que, sans entamer la force du despotisme russe, elles ne peuvent que diminuer la puissance défensive des pays ayant une culture scientifique. Il faut se placer au point de vue de ce que j'appellerai la dialectique historique révolutionnaire. Etes-vous bien sûrs, de ce point de vue, que dans l'Europe actuelle la disparition de la France comme grande puissance — et c'est ce qui est en question — serve vraiment les intérêts de la Révolution ? Vous faites dans l'Internationale *cavalier seul* ; vos idées y sont l'objet d'une sorte d'ostracisme ; or, si vous êtes convaincus de leur excellence, comment, la France perdue, pourra se produire leur rayonnement ? La Social-démocratie allemande a, depuis 1870, étouffé le socialisme international sous son hégémonie ; Marx (et quel Marx : un Marx lasallisé, prussianisé, engelsifié) l'a emporté sur Proudhon. Allez, croyez-

moi, c'est derrière les armées victorieuses que se fait le rayonnement des cultures, et votre internationalisme n'est que duperie pure. Les sujets de Rebel, ce kaiser socialiste allemand, marcheront derrière Guillaume II et vous écraseront ; et vous, candides victimes, n'aurez pour vous consoler que les éloges du juif Naquet, glorifiant dans la France le « Christ des nations ». Le désarmement universel ? Mais si l'initiative pouvait jamais en être prise, elle ne pourrait l'être que par une France victorieuse, imposant au monde sa paix, comme Rome naguère, et délivrant l'Europe de l'odieux militarisme prussien. Au demeurant, ne dites donc pas tant de mal de la guerre. Relisez plutôt la *Guerre et la Paix* de notre grand Proudhon, et vous comprendrez la grandeur historique et la portée civilisatrice du fait guerrier. A vous entendre bêler : paix, paix, paix, on pourrait finalement vous prendre pour de simples bourgeois, de simples Frédéric Passy. Il n'y a jamais eu de grand mouvement historique qui ne se soit accompagné de grandes guerres, et la Révolution française, qui devait clore l'ère des guerres, a déclenché sur le monde la plus prodigieuse épopée guerrière que l'histoire ait connue. Croyez-vous donc que la Révolution syndicaliste puisse s'accomplir sans provoquer également une formidable éruption guerrière ? La bourgeoisie a eu contre elle toute l'Europe féodale ; vous auriez contre vous toute l'Europe bourgeoise. Mais, j'en ai peur, ce pacifisme à outrance ne traduit chez vous, comme chez vos maîtres, qu'un affaiblissement inquiétant de la vitalité. La France, hélas ! semble avoir déjà donné, sinon en fait, du moins en esprit, sa démission de grande puissance initiatrice et révolutionnaire ; bourgeois et ouvriers n'aspirent plus qu'à vivre dans leur coin, paisiblement, sauf à se

manger le nez autour du râtelier d'un État démocratique toujours trop peu garni ; et nous continuerons à décliner lentement, en proie à d'obscures et misérables luttes de partis faméliques, sans grandeur ni noblesse, jusqu'au moment où la botte de quelque Guillaume II viendra mettre entre nous la plus honteuse des paix, celle de la servitude étrangère.

Décadence bourgeoise, décadence ouvrière, décadence nationale, tout se tient. Vous-même l'avez dit souvent, cependant, nous l'avons tous dit, socialistes d'origine marxiste ou purs syndicalistes proudhoniens : l'activité ouvrière est liée à l'activité patronale ; le socialisme ne peut se développer ni se réaliser dans un pays en décadence économique, où la grande industrie est peu développée et où continue à végéter une petite bourgeoisie timorée et rétrograde ; un prolétariat hardi et vraiment révolutionnaire ne peut exister que s'il a en face de lui une bourgeoisie également hardie et révolutionnaire. C'était là la conclusion de ce livre magistral : *les Réflexions sur la violence*, qui restera le plus bel effort pour constituer au mouvement ouvrier une idéologie supérieure et digne de lui. Eh bien ! toutes ces conditions sont-elles réunies ? Avons-nous cette bourgeoisie entreprenante et audacieuse, prenant la tête du progrès technique et économique ? Avons-nous une grande industrie prospère et largement développée ? Avons-nous une vie syndicale et ouvrière d'un essor correspondant ? Non, vous le savez bien, nous n'avons rien de tout cela ; nous avons une bourgeoisie banquière qui prête à l'univers entier, sauf à la France même et qui laisse notre outillage économique dans le plus déplorable état de stagnation ; nous avons un État hypertrophié, produit d'une démocratie rurale et urbaine, quémandeuse et famélique, ne demandant que

protection, faveurs, primes et places ; nous avons une classe ouvrière donnant dans son ensemble une pénible impression d'anarchie et d'impuissance, et je le répète, empruntant à la bourgeoisie décadente, ses pires idées. Et tous, nous n'avons plus, dans l'ensemble, que des sentiments de vaincus ; Sedan pèse sur nous : le pessimisme, l'utilitarisme et le matérialisme nous rongent tous, nobles, bourgeois et prolétaires ; sont-ce là, dites-moi, des conditions bien propices pour faire une Révolution féconde et victorieuse ?

Vous parlez, à la suite des F. Passy et autres bourgeois pacifistes, des « arts féconds de la paix ». Mais il y a deux sortes de paix : la paix des vainqueurs et la paix des vaincus. Depuis 1870, les Allemands ont la première, nous avons la seconde : à constater la différence de l'essor économique des deux peuples, on peut voir si la guerre est indifférente aux « arts de la paix », et si elle n'est pas un puissant facteur de progrès économique. La guerre n'est pas toujours cette « œuvre de mort » qu'un vain peuple de femmelettes et de femmelina imagine. A la base de tout puissant essor industriel et commercial, il y a un fait de force, un fait de guerre. Au reste, pacifistes sociaux et pacifistes internationaux peuvent aller de compagnie : leur but étant d'atténuer partout les conflits, ils ne réussissent qu'à procurer la stagnation universelle.

La guerre, dites-vous enfin, ne peut plus être, pour la bourgeoisie, qu'une diversion à la lutte des classes : trop avilie, trop jouisseuse et trop pacifiste pour risquer encore une guerre nationale, elle a perdu toute notion de l'État guerrier et conquérant ; elle ne garde une armée qu'à titre de *gendarmerie intérieure* et comme source de profits, et ne se décidera évidemment à la guerre étrangère que pour échapper à la guerre sociale, ren-

forcer l'autorité et écraser le mouvement ouvrier. Soit, et je suis loin de contester la vérité d'une telle argumentation ; mais la question est précisément de savoir si, la bourgeoisie ayant laissé tomber la notion romaine de l'Etat guerrier et conquérant, pour ne garder que celle de l'Etat économique, pacifiste et chinois — c'est l'évolution décrite plus haut par Proudhon — la classe ouvrière, et avec elle la civilisation, trouvent vraiment leur compte à cette transformation. Avec la guerre, c'est la question de l'Etat qui est posée : *l'Etat, c'est la guerre*. « Qu'est-ce que la société sans l'Etat, demande Proudhon, et qu'est-ce que l'Etat lui-même sans ce que Rousseau nomme *le Prince*, monarque ou magistrat héréditaire ou élu, c'est-à-dire *sans la guerre faite homme et portant l'épée* ? » Je sais bien que, précisément, le syndicalisme ouvrier a mis sur ses bannières : résorption de l'Etat par les syndicats, c'est-à-dire résorption du politique par l'économique, disparition de l'Etat au sein de la société civile ; et que, par suite, *la guerre à l'Etat et la guerre à la guerre* ne sont que les deux aspects de la même révolte essentielle, le syndicalisme menant ainsi logiquement à l'antimilitarisme et à l'antipatriotisme. Mais, ici, je demanderai : cette résorption de l'Etat dans la société civile est-elle concevable ? Et si la résistance de la société civile aux empiétements de l'Etat est une résistance très légitime et très nécessaire ; s'il est, en d'autres termes, très utile de *cantonner* l'Etat dans ses attributions essentielles, est-il imaginable que ce mouvement puisse *passer à la limite* et conduire à l'élimination complète de l'Etat ? N'est-ce pas supposer possibles : 1° la disparition au sein de l'univers de tout antagonisme, par l'égalisation de toutes les races et de toutes les cultures, et 2° la fusion même de toutes les patries au sein d'une Humanité une,

amorphe et globale — éventualités qui me semblent, non seulement littéralement inconcevables et, par suite, utopiques, mais encore nullement *désirables* pour le bien de la civilisation, car ce ne serait rien moins que l'arrêt de tout mouvement et de tout progrès dans le monde.

On a dit que la planète était un atelier; c'est un économiste bourgeois et libéral qui l'a dit, d'ailleurs; mais, sans compter que, dans cet atelier unique, il faudrait supposer une parfaite égalisation de tous les travailleurs¹, un nivellement absolu de tous les producteurs, chose absolument impossible, il est très contestable que le monde puisse être considéré uniquement sous l'aspect d'un atelier et l'homme uniquement comme producteur : il y a autre chose dans le monde que la production, et l'homme n'est pas seulement un travailleur; c'est aussi, comme l'a dit Aristote, un *animal politique*, constructeur de cités, et c'est encore un *animal religieux et métaphysicien*; au-dessus de la société civile, ou système des besoins, il y a l'État et l'Église, il y a la Patrie et il y a la Religion, c'est-à-dire des puissances qui prennent l'homme par ce qu'il a de plus profond, de plus mystérieux et de plus intime, et c'est pourquoi, comme le dit fort bien Labriola, le sentiment de l'indépendance nationale, tout comme le sentiment religieux, mène aux manifestations les plus incroyables du sacrifice.

L'homme est attaché à sa tradition nationale, comme à sa tradition religieuse, par les liens les plus forts, les

1. Si les syndicalistes, au lieu de sacrifier à je ne sais quel fade humanitarisme, restaient fidèles au *réalisme syndical*, ils n'oublieraient pas les énormes différences qui séparent les travailleurs des différents pays et qui font qu'un ouvrier français ne peut être comparé à un quelconque ouvrier : si les ouvriers allemands ou belges consentent souvent à travailler à des salaires de famine et à faire de la camelote, on sait qu'il n'en est pas de même de l'ouvrier français.

plus tenaces et les plus cachés; en elles s'exprime, en effet, son âme même, dans sa nuance à la fois la plus déterminée, la plus subtile et la plus délicate : le sublime, la gloire, l'héroïsme, l'idéal et la poésie, si vous enlevez *tout ce divin* de l'âme humaine, pour n'y laisser que le prosaïsme de la vie économique, ne voyez-vous pas que vous la mutiliez au point de la ramener à l'état simplement animal? Or, tout ce divin a sa source dans la guerre, ainsi que Proudhon l'a magnifiquement établi dans le premier volume de *la Guerre et la Paix* : « Pour nous, écrit-il, il est manifeste que la guerre tient par des racines profondes, à peine encore entrevues, au sentiment religieux, juridique, esthétique et moral des peuples. On pourrait même dire qu'elle a sa formule abstraite dans la dialectique. La guerre, c'est notre histoire, notre vie, notre âme tout entière; c'est la législation, la politique, l'État, la patrie, la hiérarchie sociale, le droit des gens, la poésie, la théologie; encore une fois, c'est tout. On nous parle d'abolir la guerre, comme s'il s'agissait des octrois et des douanes. Et l'on ne voit pas que si l'on fait abstraction de la guerre et des idées qui s'y associent, *il ne reste rien, absolument rien du passé de l'humanité et pas un atome pour la construction de son avenir*. Oh ! je puis le dire à ces pacificateurs ineptes, comme on me l'a dit un jour à moi-même, à propos de la propriété : la guerre abolie, comment concevez-vous la société? Quelles idées, quelles croyances lui donnez-vous? Quelle littérature, quel art, quelle poésie? Que faites-vous de l'homme, être intelligent, religieux, justicier, libre, personnel, et, pour toutes ces raisons, guerrier? Que faites-vous de la nation, force de collectivité indépendante, expansive et autonome? Que devient, dans sa sieste éternelle, le genre humain? » (pp. 103-104, 1^{er} vol.)

Oui, que devient dans sa sieste éternelle le genre humain ? Proudhon le demande, avec l'énergie sobre et toute classique de sa langue admirable, et, je vous le demande après lui, à vous, syndicalistes, que j'ai le regret de trouver parmi ces « pacificateurs ineptes » dont parle Proudhon. Nous savions que l'esprit bourgeois avait pénétré tout le socialisme international, mais nous espérions que le syndicalisme français avait échappé à l'embourgeoisement universel. Or, il est triste de constater que, lui aussi, il n'envisage l'avenir humain que sous la forme d'une « sieste éternelle » et qu'on ne voit plus ce que l'humanité peut devenir si la classe ouvrière, après la bourgeoisie, la laisse s'amollir et croupir au sein de la platitude d'une paix éternelle.

Il y a, en tout cas, un fait certain et qui domine tout : c'est que l'Europe actuelle, régentée par la Finance, recule devant la guerre, comme devant un inconnu formidable susceptible de déplacer le centre du pouvoir politique et de dégager des facteurs révolutionnaires imprévus. La Ploutocratie internationale est pacifiste par instinct et par intérêt : elle sent bien qu'un réveil des sentiments guerriers et révolutionnaires et qu'une remontée des valeurs héroïques ne pourrait que nuire à sa domination toute matérialiste. M. Pareto, dans l'article que j'ai déjà cité, écrit ces lignes remarquables : « La seconde catégorie (spéculateurs et financiers), si on laisse de côté de nombreuses exceptions individuelles, est lâche, comme l'étaient au Moyen Age les Juifs et les usuriers. Elle a pour arme l'or et non le fer ; elle sait ruser, elle ne sait pas combattre ; chassée d'un côté, elle revient de l'autre, sans jamais faire face au danger ; sa richesse augmente tandis que son énergie décroît ; *épuisée par le matérialisme économique, elle en vient à ignorer de plus en plus l'idéalisme*

ses sentiments. » Et il ajoutait, à la fin de son article : « Il est probable que tant qu'il ne s'agira que de lutter par l'habileté et la ruse, le pouvoir des gens de la deuxième catégorie ne pourra pas être ébranlé, mais il est un écueil sur lequel il pourra venir se briser : celui de la force brutale. Ce fut ce qui arriva à Rome. Dans les comices, les politiciens étaient et demouraient les maîtres; ils furent vaincus d'abord par les légions de César, ensuite par celles d'Auguste. Bien des signes font voir que, actuellement, des gens supérieurs à leurs maîtres par l'énergie et le caractère, mais inférieurs par la ruse, commencent à prendre conscience de leur force. On discute si « un coup de force est possible ». Des syndicalistes refusent de se laisser duper par les élections et préconisent « l'action directe ». Des essais partiels de l'usage de la force, tels que l'émeute des vignerons du Midi, en France, et celle de l'Aube ont eu lieu... Des jeunes gens insultent les politiciens. » Contre ce règne des spéculateurs et des financiers, caractérisés par une lâcheté essentielle, et qui ne peut se maintenir que par l'habileté et la ruse, il n'y a donc, selon M. Pareto, qu'un recours : celui de la force brutale. Contre l'or, il n'y a que le fer qui puisse prévaloir, et c'est pourquoi dans tout ce monde moderne, ploutocratisé jusque dans les moelles, il y a un préjugé si universel contre la violence, et, dans toutes les classes, un si grand esprit de conciliation. La transaction est, naturellement, la loi essentielle d'un monde marchand : sur un marché, tout peut et doit se marchander. La Finance, comme le disait Nietzsche dans le passage que je citais plus haut, favorise la puissance de la moyenne, c'est-à-dire de la médiocrité qui, en l'absence de toute conviction forte, est toujours pour la « tolérance », pour la « liberté », pour la « transaction ». Elle

attaquera, elle minera sourdement tous les mouvements d'idées qui pourraient faire prévaloir une valeur supérieure à la valeur marchande. Elle corrodera le catholicisme par le modernisme, qui est essentiellement une transaction entre la Foi chrétienne et le monde moderne; la Philosophie par le pragmatisme, qui est un modernisme philosophique; le socialisme et le nationalisme par le parlementarisme : partout enfin où elle flaire un esprit d'intransigeance guerrière susceptible de dresser et de maintenir *contre elle* quelque *Absolu* et quelque *Surnaturel* au sein de cet universel relativisme naturaliste du monde moderne si favorable à son règne, elle essaie immédiatement de l'ontamer, de l'envelopper, de le « pacifier » : c'est ainsi qu'elle a miné le syndicalisme lui-même; on connaît le travail sourd accompli par elle lors des dernières grandes grèves, et il suffit de lire attentivement la *Bataille syndicaliste* pour y apercevoir de perpétuelles infiltrations juives et bourgeoises, c'est-à-dire ploutocratiques. Elle essaiera évidemment, elle a déjà essayé d'escamoter le mouvement nationaliste créé par l'*Action française*. Le fameux « ministère national », avec Poincaré, Millerand et Delcassé, faisant semblant de travailler à la restauration nationale, n'a pas d'autre raison que cette tentative d'escamotage. Ce qu'on prépare, en réalité, c'est, je le répète, à la faveur du réveil nationaliste, un quelconque *empire juif*, c'est-à-dire le règne absolu et incontesté de la Ploutocratie, sous les espèces d'un *césarisme démocratique*, régime où la centralisation, la bancocratie et la pornocratie s'installeront sur la ruine définitive de tout Droit et où Jacobins nantis et socialistes saint-simoniens à la Jaurès pourront une fois de plus se donner pleine licence et libre carrière. Et l'Église de Rome sera appelée une fois encore à bénir

ce monstrueux concubinage de Révolution et de Contre-Révolution qu'on appelle l'Ordre Bourgeois ou Juste-Milieu napoléonien. On lui offrira de sauver ses églises de la ruine¹, au nom de l'Art et de la Beauté (il est curieux comme les régimes démocratiques invoquent facilement l'Art : c'est, sans doute, selon une remarque de Proudhon, que l'Art n'est le plus souvent qu'un *agent pornocratique* et qu'il n'y a rien au monde de plus vénal et de plus corrompu que les *gens de lettres* et autres *artistes*, comparés par le même Proudhon à des *filles perdues*); on lui offrira des satisfactions d'ordre apparent et matériel qui combleront d'aise notre bourgeoisie cléricale, dont la lâcheté, la vanité et la niaiserie sont incommensurables. On lui demandera en échange de *se rallier* un peu plus, et nous aurons le *Troisième Empire*. Ce jour-là, a déclaré solennellement Léon Daudet, royalistes et syndicalistes se trouveront du même côté de la barricade.

Il faut, en effet, que le double mouvement nationaliste et syndicaliste, parallèle et synchronique, aboutisse à l'éviction complète du régime de l'or et au triomphe des valeurs héroïques, sur cet ignoble matérialisme bourgeois où l'Europe actuelle étouffe. Il faut, en d'autres termes, que ce réveil de la Force et du Sang contre l'Or, dont Pareto a signalé les premiers symptômes, et dont Sorel, par ses *Réflexions sur la Violence* et Maurras, par son *Si le coup de force est possible*, ont donné le signal, s'achève par la déroute définitive de la Ploutocratie. L'obstacle à l'heureux épanouis-

1. A l'interpellation de Barrès sur les églises, M. Stoeg a répondu que « tout désarmement doit être simultané ». Ce qui voulait dire : Catholiques, commencez par désarmer, acceptez la laïque, acceptez les cultuelles. faites condamner l'Action française par Rome, et alors nous verrons : donnant, donnant, nous vous garderons peut-être vos églises au nom de l'Art, ce dieu à qui la Démocratie toujours athénienne ne saurait rien refuser.

sement de cette double révolte essentielle, c'est, du côté des syndicalistes, une philosophie anarchiste, qui n'est que le dernier mot de la décadence bourgeoise étendue au monde ouvrier, et, du côté des nationalistes, un idéal trop *paix sociale*, trop *rationaliste*, trop *lettrés* (et les lettrés, disait Renan, font peu de chose). N'est-il pas singulier, par exemple, que les uns et les autres soient férus d'Anatole France, cet Alexandrin sceptique, ce libertin, ce rationaliste, dont l'œuvre est essentiellement dissolvante ?

Le *Cercle Proudhon* a été fondé pour essayer de persuader aux uns que l'idéal syndical n'implique pas forcément l'abdication nationale et aux autres que l'idéal nationaliste ne comporte pas non plus nécessairement un programme de paix sociale. Car le jour où il y aura un réveil sérieux des sentiments guerriers et révolutionnaires et une remontée victorieuse des valeurs héroïques, nationales et ouvrières, ce jour-là, le règne de l'Or sera ébranlé, et nous cesserons d'être réduits au rôle infamant de « satellites de la Ploutocratie ».

Décembre 1912.

JEAN DARVILLE.

P. S. — J'ajouterai quelques mots à cet article, écrit il y a six mois. Depuis six mois, en effet, les choses se sont à la fois précisées et, si j'ose dire aussi, précipitées : nous avons eu l'élection de M. Poincaré à la présidence, le dépôt de la loi de trois ans et l'agitation autour de cette loi. Nous voici, à bien des égards, dans la même situation qu'en 1898 : mêmes hommes au pouvoir ; mêmes hommes dans l'opposition ; Clemenceau et Reinach se trouvent bien cette fois séparés de Jaurès, mais Clemenceau, s'il se déclare partisan des trois ans, a bien soin d'accentuer son anticléricalisme, et Rome est, de plus en plus, « l'unique objet de son ressentiment ». Quant à Reinach, il faut avouer que le voir patronner la loi de trois ans, à côté de Barthou et d'Étienne, cela suffirait, s'il n'y avait décidément pas un intérêt national majeur à sauvegarder, pour vous jeter dans l'opposition. Cette loi a des parrains inquiétants ! Il est vrai qu'elle a des

adversaires plus inquiétants encore; je ne parle pas du reliquat d'intellectuels et du *parti sorbonique*, où essaie de balbutier encore ce qui peut rester de pensée à la démocratie; je parle du sinistre Jean Jaurès, qui, à la tête de sa troupe d'unifiés, pourrait bien se tailler, au point de vue des élections de 1914, une situation hors pair et revenir l'année prochaine, à la Chambre, l'arbitre — hélas ! — des destinées de ce pays. Le gaillard travaille sur le velours : tout le crédit qu'il avait perdu auprès de la classe ouvrière est par lui regagné; on a déjà vu la *Bataille syndicaliste* le désigner comme le « représentant le plus pur du génie classique français » (!). De sorte que le résultat pourrait être celui-ci, comme le prédisait l'unifié Claussat, l'autre jour, à la Chambre : nouveau « Triomphe de la République » ; nouvelle ère combiste ; la troisième *vague* nationaliste amenant une troisième poussée démocratique, une troisième lame de fond démocratique, qui, cette fois, emporterait tout ce qui peut subsister de liberté religieuse en France, l'Église, comme toujours, étant appelée naturellement à faire les frais de la guerre. Pour éviter cette nouvelle domination combo-jaouressiste, il n'y a plus une faute à commettre ; malheureusement, la maladresse de nos grands nationalistes et conservateurs à la manqué risque encore cette fois de compromettre tout ; l'hallali contre la C. G. T. est sonné ; les projets Chéron sont déposés ; on ordonne d'absurdes perquisitions chez les militants ouvriers ; on fabrique un complot avec des documents archi-connus, sauf naturellement de nos députés dont l'ignorance en matière sociale est toujours insondable : en un mot, on dresse l'*épousantail révolutionnaire* pour obtenir d'une Chambre apeurée le vote de la loi de trois ans. Cette déplorable tactique aboutira peut-être en effet à enlever le vote, nos radicaux rêvant tous, plus ou moins, d'un régime qui, soit qu'il ait une couleur *laïque, nationale et sociale*, comme le veut l'illustre Henry Bérenger, ex-néochrétien et idéaliste aristocrate passé à la Démocratie, soit qu'il singe l'empire juif (M. Chassaing-Goyon, bonapartiste, vient d'être élu président du Conseil municipal de Paris, ce qui n'a pas empêché celui-ci, d'ailleurs, de voter à l'instituteur Donat une souscription) ne peut être qu'un régime de *conservation* au sens le plus *matériel* du mot, où les intérêts vraiment conservateurs, comme les intérêts vraiment révolutionnaires, seront impitoyablement sacrifiés à ceux d'une Ploutocratie avide et vivant au jour le jour, sans plus d'amour pour le passé que de souci pour l'avenir : il est remarquable, par exemple, que dans le rapport Hennion il est rappelé astucieusement que ce sont les catholiques qui ont commencé l'œuvre de *séduction* des sol-

data; il faut évidemment sauver la République, une fois de plus, aux dépens des catholiques et des révolutionnaires. Je regrette à ce propos que l'*Action Française* n'ait pas, comme elle fit au lendemain de Villeneuve-Saint-Georges, dénoncé plus vigoureusement et plus nettement la déplorable tactique gouvernementale. La nécessité de soutenir la loi de trois ans ne l'obligeait nullement à couvrir en l'espèce le gouvernement; et le danger est, maintenant, que l'*Action Française*, si la troisième vague démocratique l'emporte, ne soit la première compromise : on a déjà vu, à Tourcoing, le local de l'*Action Française* être attaqué par les révolutionnaires. Il fallait distinguer avec le plus grand soin les intérêts du patriotisme vrai des calculs machiavéliques d'un nationalisme que les syndicalistes dénoncent avec raison comme étant un simple patriotisme d'affaires. Les syndicalistes font valoir, en la circonstance, et ils sont dans leur rôle, les intérêts de la production tant agricole qu'ouvrière que peut compromettre la loi de trois ans; ils défendent la société civile contre l'État, dont nous avons reconnu le caractère essentiellement militaire; il y a en effet un antagonisme naturel entre l'État et la société civile, entre l'Armée et la Production : pour faire accepter à la société civile un sacrifice aussi lourd que celui que veut lui imposer l'État, il faut évidemment qu'un intérêt national, majeur et évident, soit en jeu; si la loi de trois ans ne semble, purement et simplement, qu'une loi de réaction; si l'on peut soupçonner que, derrière l'intérêt national se dissimulent des intérêts purement bourgeois et réactionnaires, alors tout est compromis, le sacrifice apparaît une duperie pure, et l'appel au patriotisme un simple bluff. La crise vient donc de ce que nous n'avons ni un État vraiment digne de ce nom, un État vraiment militaire, qui puisse, sans soupçon aucun de partialité ou d'hypocrisie, parler au nom de l'intérêt national (nous n'avons qu'un État plouto-démocratique dévoué à des intérêts privés), ni une société civile bien organisée (nous n'avons qu'une poussière d'intérêts individuels qui, même lorsqu'ils se groupent, sont incapables d'un véritable esprit public, par l'effet d'un indéfectible individualisme anarchico-démocratique). Dans ces conditions, tout est livré aux soubresauts aveugles d'une anarchie invincible et désastreuse. L'antagonisme naturel de l'État et la société civile, au lieu d'engendrer un équilibre sain et fécond (comme la raison qui, chez Hegel, sort de l'opposition des moi) n'engendre que le gâchis; il n'y a plus ni État ni société civile, ni Autorité ni Liberté; il n'y a plus que le chaos démocratique, où tous les intérêts individuels tirent à eux la couverture, sans que rien de vraiment social puisse se faire entendre.

ni se dégager. Il importe donc au premier chef et de restaurer un *Etat véritable* et d'instaurer une *société civile véritable*. L'*Action Française* travaille à la première tâche, le syndicalisme à la seconde, et c'est pourquoi le *Cercle Proudhon* a pu réunir dans son sein des royalistes et des syndicalistes... Mais ce double travail parallèle sera irrémédiablement compromis si la Ploutocratie réussit à rester maîtresse de l'État et l'Anarchie maîtresse du mouvement ouvrier. Je disais dans mon article que la Ploutocratie essaierait, à la faveur du réveil national, de faire coup triple : 1° escamoter l'A. F.; 2° écraser le mouvement ouvrier; 3° augmenter encore les armements sans réelles visées guerrières. Rien n'est venu — au contraire — infirmer ces pronostics et tout indique que la situation est plus critique que jamais. A la faveur des circonstances actuelles, nous allons assister d'une part à un essai d'empire *jus* (sous la forme Briand, plus hypocrite et plus apparemment conservatrice, ou sous la forme Clemenceau, plus franche et plus apparemment radicale) et à une reprise, sur le mouvement ouvrier, de l'influence soit socialiste à la Jaurès, soit anarchiste à la vieille mode. J'admire même l'imprévoyance de militants comme Griffuelhes et Merrheim, qui semblent avoir déjà oublié les leçons de l'affaire Dreyfus, et qui, sous prétexte que l'agitation contre les trois ans est un excellent moyen de réveiller la classe ouvrière de sa torpeur, risquent de la remettre sous le joug des politiciens de l'Église unifiée. Déjà, maints syndicalistes ont rejoint Jaurès; Hervé donne à celui-ci du grand homme, et l'on revoit d'autre part les Sébastien Faure et autres anarchistes de gouvernement et *ejusdem farinae*, reparaitre sur l'eau et recommencer leur propagande antireligieuse. S. Faure a fait dans le Nord, en mai, des conférences où il prétendait fournir *douze* preuves de l'inexistence de Dieu! Et tout cela, comme dit Hervé (il a parfois des éclairs de bon sens)... pour le roi de Prusse!

Juin 1913.

J. D.

LA BOURGEOISIE CAPITALISTE

J'entreprends ici une tâche fort ingrate : il s'agit de louer et de critiquer à la fois une classe qui, pendant plus d'un siècle, a perdu la faveur du monde de l'intelligence, qui a concentré sur elle le mépris et la haine sincères du peuple, le dédain un peu artificiel de la noblesse, la colère officielle de certains politiciens, et qui, dans le même temps, a nourri, il faut bien le dire, les uns et les autres. Il y a plus d'un demi-siècle que Flaubert a rendu infamante la condition de bourgeois en proclamant que le bourgeois est tout homme qui pense basement. Ceci est de la littérature. Mais il est vrai qu'il circule dans la nation française, depuis le milieu du siècle dernier, contre la bourgeoisie, des sentiments et des idées qui ne sont pas nés dans les cénacles littéraires, qui sortent de la vie quotidienne et de la vie publique, qui se sont formés dans l'économie, et qui tendent à donner une représentation assez basse du rôle que la bourgeoisie a tenu dans la production et dans la politique. Il y a dans cette circulation un nombre énorme de sottises et des sentiments fort peu intéressants, que l'envie a constitués en grande partie. Il est temps de débayer le terrain français de ces alluvions stériles et de reconnaître la vraie nature de la bourgeoisie, de rappeler l'importance de sa fonction et de comprendre, en examinant sa situation actuelle, que la malfaisance de certaines de ses actions et sa décadence intellectuelle, au cours du *xix^e* siècle, sont dues uniquement aux conditions politiques où elle vit, qu'elle a désiré réaliser dans une certaine mesure, mais qui, en somme, lui ont été imposées par des

hommes qui étaient des déclassés de toute origine. Par surcroît, je rechercherai les conditions du salut de la bourgeoisie, c'est-à-dire quels sont les phénomènes sociaux et politiques qui, au commencement du *ix^e* siècle, indiquent la direction des forces qui rendront à la bourgeoisie ses vertus propres et la replaceront dans sa fonction nationale.

•

Il convient de dire tout d'abord qu'il n'y a plus de bourgeoisie française. Il y a eu en France *une* bourgeoisie, c'est-à-dire un *corps* bourgeois, une classe ayant une conscience propre de sa vie particulière, de sa position dans la nation, et des mœurs et traditions qui convenaient à sa fonction. Sa fonction essentielle, c'était, en somme, d'assurer la production industrielle, l'échange commercial, et l'économie, la conservation des capitaux. En outre, elle assumait un certain nombre de charges d'administration publique, où ses vertus privées, ses talents formés dans le travail, étaient appelés à rendre plus de services que les talents et les vertus d'hommes appartenant à toute autre classe. Enfin, après avoir acquis, dans les charges municipales ou judiciaires, le sens du commandement public et le désintéressement, elle était appelée à renouveler la noblesse, à combler les vides que la guerre ou l'épuisement des races produisaient dans les rangs nobles, et ses membres, transportant leurs réserves financières bourgeoises dans la classe noble, assuraient la continuité de celle-ci, lui fournissaient les moyens matériels de continuer ses services publics, et particulièrement ses services militaires. C'était un ordre admirable, dont la valeur nationale était considérable, mais qui ne pouvait

exister sans une armature politique et sociale à la fois solide et souple, et qui engendrait les sentiments d'orgueil et d'honneur de classe nécessaires à sa propre conservation. Il y avait un *corps* bourgeois, une classe bourgeoise, très forte, fière d'elle-même, et qui nourrissait et développait, à l'intérieur de ses cadres, dans ses *maisons* (car elle créait des maisons, comme la noblesse) un sens de l'honneur propre à sa situation, et dont les éléments lui étaient fournis surtout par l'exercice de ses métiers et de ses fonctions. L'excitation sentimentale que constituait à côté d'elle la vie noble ne détruisait pas cet honneur, mais l'empêchait de se limiter, de se rétrécir, en l'invitant, au contraire, à se dépasser par l'élévation de quelques individus ou de quelques familles.

L'armature politique et sociale, les cadres ayant été brisés par la Révolution, le *corps* bourgeois disparaît. Idées, sentiments et mœurs sont détruits. Cinquante ans après, il n'y a plus de bourgeoisie. C'est, dit Proudhon, une cohue. Il y a toujours des bourgeois; mais c'en est fini de la classe. Aujourd'hui, l'observation de Proudhon peut être généralisée. Il existe un nombre de bourgeois infiniment plus grand que sous l'ancien régime; leur richesse est beaucoup plus importante. Mais ils ne forment plus de *corps*; ils ne connaissent pas leur fonction; ils n'ont plus d'idées ni de mœurs particulières et propres à leur conservation, sinon sur un point qui intéresse d'ailleurs le seul caractère qui leur soit commun : ils ne se connaissent que comme possesseurs de capitaux. L'orgueil et l'honneur de classe ont disparu; le sentiment de la dignité professionnelle n'existe plus. Il reste exclusivement des appétits. Une vie bourgeoise paraît réglée uniquement par les règles qui dominant ce problème : par quels moyens

industriels, commerciaux ou financiers gagner rapidement le plus gros capital possible ; par quels moyens politiques s'assurer la conservation et la jouissance de ce capital ; par quels moyens sociaux en tirer le maximum de plaisir.

La possession et l'usage des capitaux est donc le seul caractère commun aux différentes classes bourgeoises que l'on reconnaît dans le monde moderne, et c'est ce qui nous permet de désigner l'ensemble de ces groupes bourgeois sous le nom de bourgeoisie capitaliste. Nous pouvons ajouter que les caractères sociaux et nationaux propres à cette bourgeoisie capitaliste s'expriment uniquement par des négations : c'est l'absence de sentiments patriotiques, de sentiments religieux, de sentiments de charité. On a pu croire, il y a quelque vingt ans, en France, que la bourgeoisie était, dans son ensemble, catholique et patriote. Les événements politiques des vingt dernières années, qui ont montré la bourgeoisie soutenant passionnément les hommes politiques ennemis déclarés de l'Église et de la Patrie, ont révélé que le catholicisme et le patriotisme n'avaient été regardés par le gros de la bourgeoisie que comme des moyens de défense capitaliste. Quelques dispositions sentimentales traditionnelles portaient la bourgeoisie à accorder une préférence aux hommes politiques qui appartenaient aux formations traditionnelles françaises. Mais ce n'était en somme chez elle qu'une survivance. Elle avait eu de l'amitié pour Ribot et pour Méline, dont la politique générale s'exerçait dans un sens favorable à la Patrie et ne menaçant pas l'Église. Elle accorda plus que de l'amitié à Rouvier, à Clemenceau et à Briand, notoirement connus pour leur hostilité irréductible à l'Église, mais qui apparaissaient comme parfaitement capables de défendre l'ordre et la propriété, et de mater

les syndicalistes révolutionnaires. Il y a sur ce point deux documents de première importance : l'un, fourni par le *Correspondant*, organe de la bourgeoisie catholique; l'autre, par la *Revue Bleue*, organe de la bourgeoisie opportuniste et libérale. En 1905, au moment où Rouvier remplaça Combes à la présidence du Conseil, le *Correspondant* publia un article extrêmement favorable au nouveau président du Conseil et par lequel il le faisait accepter du monde catholique. Un peu plus tard, lorsque Briand arriva au pouvoir, la *Revue Bleue*, après avoir rappelé sans atténuation, et très allégrement, la singulière carrière de l'ancien socialiste, après l'avoir montré dans toutes les attitudes de la trahison sociale ou nationale, se demandait, avec une parfaite sérénité, si ce n'était pas enfin là l'homme d'État nécessaire à la Troisième République. Ces deux témoignages de chiennerie politique démontrent péremptoirement que les classes bourgeoises capitalistes font passer la défense capitaliste avant la défense de leurs intérêts spirituels ou nationaux. Il n'est donc nullement exagéré d'affirmer que la bourgeoisie moderne constitue une classe qui ne se connaît aucun intérêt supérieur à l'intérêt capitaliste, et, en maintes circonstances, à l'intérêt capitaliste purement usuraire.

On ne songerait pas à critiquer ces conceptions bourgeoises si elles ne produisaient dans l'économie et dans la politique des résultats très dangereux pour la civilisation : elles ont vidé la bourgeoisie française d'une grande partie de ses ressources spirituelles; elles ont créé une sorte de catholicisme capitaliste qui a fortement contribué (plus peut-être que la vulgarisation scientifique) à développer l'anticléricalisme populaire; — elles ont déterminé l'abaissement de la valeur de la production dans laquelle on cherchait le rendement

financier, et non la haute qualité des produits industriels; — elles ont désorganisé la famille ouvrière, à laquelle on a pris tous ses membres, chef de famille, femme et enfants, pour posséder dans l'usine la main-d'œuvre à bon marché; — elles ont compromis l'équilibre des organismes nationaux, d'une part en appelant la main-d'œuvre étrangère pour faire baisser les salaires ouvriers, d'autre part en favorisant l'établissement des pouvoirs ploutocratiques qui, par position, sont internationaux et tendent à détruire les formations nationales. Enfin, elles ont diminué la valeur productive et la valeur civique de la bourgeoisie traditionnelle qui a été amenée à soutenir la corruption politique pour favoriser ses établissements industriels et commerciaux, et a été entraînée, hors de son propre domaine, dans les luttes politiques, à tel point que la politique parlementaire est devenue une industrie bourgeoise et capitaliste¹. En toutes choses, la bourgeoisie est sortie de sa fonction d'organisatrice de la production et de l'échange, et cessant d'exercer son vrai métier, elle a participé à l'exploitation et à la surexploitation des classes ouvrières et au gaspillage des richesses nationales.

Cette dégradation est-elle le produit d'un vice interne de la bourgeoisie? Ces effets du capitalisme, qui sont dus à la passion de l'or, ont-ils été voulus par la bourgeoisie? Cette passion de l'or et la passion du plaisir, qui lui est jointe, sont-elles des passions normales dans la bourgeoisie? Non. Il serait profondément injuste de

1. Les grands industriels tirent de l'action politique des sur-bénéfices industriels considérables, par les modifications de tarifs douaniers, les fournitures d'État, les concessions, etc. Les jeunes bourgeois qui entrent au Parlement deviennent avocats d'affaires, conseils des grandes compagnies, et terminent leur carrière dans l'administration des sociétés financières, tel Reuvoir, président de la Banque française pour le Commerce et l'Industrie.

mettre ces tares à la charge des bourgeois français. Le vrai, c'est que le mal est entièrement politique. Il est engendré par la vie démocratique, qui donne à l'instinct de puissance des directions antisociales. La démocratie historique, qui a détruit les corps professionnels et régionaux des nations, a fait du bourgeois, organisateur de la production, de l'échange et de l'épargne, un marchand d'or et un jouisseur dénationalisé.

°

Représentez-vous l'ancienne société française. C'est, je l'écrivais tout à l'heure, un monde parfaitement organisé, très librement d'ailleurs, et où, étant reconnu que, *à l'intérieur* d'une société, le travail est la plus précieuse activité de l'homme, il est appliqué inconsciemment au reste, cette loi excellente qui impose aux hommes (faisant partie d'une société spirituelle où ils ne diffèrent que par leurs vertus; d'une société politique où leurs droits sont équivalents dans la durée, on dirait mieux : dans l'histoire) de remplir des fonctions particulières dans la nation, de s'y spécialiser, et de rechercher leur élévation temporelle dans le sens même qui leur est donné par leur spécialisation, c'est-à-dire dans leur fonction, dans leur métier. Et cette loi sert à la fois leurs intérêts propres, l'intérêt de la nation et l'intérêt de la civilisation, tant matérielle que morale. Cette loi est profondément organique; elle se manifeste par des institutions, qui encadrent et soutiennent l'homme dès sa naissance, lui indiquent par des signes visibles, matériels, sa direction héréditaire, lui épargnent ainsi l'hésitation dans le choix d'une carrière, limitent fortement les risques que feraient courir à la

nation les écarts d'imaginaires désordonnées qui bouleverseraient les conditions de l'existence (et dans ce sens c'est une loi qui correspond admirablement au classicisme dans l'ordre intellectuel) — et qui, enfin, laisse passer, mais après les avoir éprouvées et trempées, les fortes individualités auxquelles la spécialisation héréditaire ne suffit pas.

Dans ce régime, l'homme appartient à une famille, à une corporation, à une classe. Et c'est là ce qui constitue sa vie profonde et fortement particularisée. Il est sans cesse en rapports avec ses concitoyens des autres classes, des autres corporations, des autres familles, mais il n'a avec eux que des rapports généraux, qui n'intéressent pas vivement sa sensibilité, car tous ses sentiments, toutes ses idées, en ce qui concerne le temporel, sont appelés avec une force extrême par les institutions auxquelles il appartient. Une vie familiale, et surtout une vie corporative très développée, font qu'il ne se passionne que pour cette vie qui alimente son intelligence, sa sensibilité, et remarquons-le bien, c'est de première importance, son instinct de puissance, sa volonté d'élévation.

Car c'est là le merveilleux secret de l'ordre social dans les nations de la chrétienté. Cependant qu'une puissante vie spirituelle règle les pulsations du grand corps social, les passions temporelles, dont on pourrait craindre les dérèglements, sont utilisées pour le maintien de la paix chrétienne et de la paix civique. En premier lieu, c'est l'instinct de puissance, qui, dans une société non organisée, entraîne l'homme à la guerre perpétuelle, et qui, dans notre monde classique, l'entraîne au travail et devient un merveilleux instrument de progrès social. Je tiens pour acquis, et pour indiscutable, que l'homme cherche toujours à dépasser son

semblable, à posséder sur son prochain une supériorité quelconque. C'est l'instinct de puissance. Cet instinct est parfaitement anarchique. Dans la France classique, on dirait plus justement : dans tout le monde chrétien, mais, tout bien observé, surtout dans la France classique, cet instinct est utilisé au profit de la société, et au lieu de mettre en mouvement la force brutale et les passions, il surexcite l'énergie laborieuse et l'intelligence.

En effet, la vie de l'homme étant reliée étroitement, par le jeu des institutions, à la vie professionnelle, c'est dans le sens de cette vie que s'exercera l'instinct de puissance. Et cet instinct connaîtra surtout une supériorité : la supériorité que procure l'exercice du métier et ses résultats. Premier bénéfice social : l'homme se trouve entraîné à rechercher son élévation par un perfectionnement technique. A condition, toutefois, que les supériorités soient reconnues, et que, par conséquent, quiconque n'a pas atteint la supériorité dans son art soit incité à dépasser son concurrent, et que quiconque l'atteint soit salué par les applaudissements de ses semblables. Or, c'est là une condition à laquelle l'orgueil humain ne consent pas aisément, et son refus pourrait briser l'ordre. Mais qui ne voit que, dans cette société professionnelle, tout fonctionne, socialement, pour qu'elle soit réalisée ? Les supériorités professionnelles sont celles qui se font admettre le plus aisément, tant par le bruit que font autour d'elles les amateurs, qui n'en sont point jaloux, que par la reconnaissance des hommes de la profession eux-mêmes se contraignant les uns les autres à la publier. Chaque avènement d'une supériorité professionnelle n'intéresse vivement que la sensibilité d'un petit nombre de rivaux. Or, s'il est vrai que les rivaux ne sont nullement disposés à la

reconnaître, il est non moins vrai que tous les autres membres de la profession, qui n'ont pas pris part à la lutte, sont très disposés à nommer le vainqueur, et les rivaux eux-mêmes, vivant en contact perpétuel avec les hommes de leur corps, se trouvent ainsi obligés de consacrer la victoire de leur rival, afin de ne pas s'entendre reprocher les seuls sentiments qu'un homme n'avoue pas : la jalousie et le dépit. C'est par là, c'est par l'utilisation de ces moyens psychologiques (qui indiquent une profonde connaissance traditionnelle du cœur humain) que, dans la France classique, l'instinct de puissance est mis au service de l'intérêt social.

C'est un phénomène capital de l'ordre social français. Ce premier résultat acquis, l'ordre admirable que je rappelais tout à l'heure se construit spontanément. Les hommes se soudent au corps et à la classe auquel ils appartiennent. Leurs passions fondamentales sont prises par leur métier, et c'est autant l'exercice de leur métier qui constitue leur plaisir que la possession de l'or qu'ils en retirent. Leur esprit de lutte vit au bénéfice de leur profession. Ils ont une âme professionnelle et leurs mœurs sont colorées par la vie qu'exige l'acquisition de la supériorité. Ainsi, une forte bourgeoisie, ardente au travail, et travaillant joyeusement, a-t-elle pu exister en France et assurer au pays son incontestable supériorité industrielle et commerciale, et former une classe probe qui a fourni à la nation des administrateurs éclairés.

•

Observez maintenant cette bourgeoisie dans les conditions politiques que lui a faites la démocratie : tous les cadres sont brisés, les corps sont détruits, il

n'y a plus de vie professionnelle, car le dogme veut qu'il n'y ait point d'État dans l'État, partant plus de corporations, plus de républiques bourgeoises. Les bourgeois sont appelés à prendre part à la vie publique, non plus dans leurs cercles professionnels, dans leurs chambres corporatives, mais dans les comices, dans les assemblées électorales, dans les comités, sur l'agora en un mot. C'est là que désormais sont appelées leurs passions. Ils vont s'y trouver confondus avec tous leurs concitoyens, nobles ou ouvriers. Voilà une merveilleuse raison d'anarchie générale. Il est dit que tous y seront égaux. Mais nous savons bien que l'homme ne va pas renoncer à son furieux désir d'inégalité. Les bourgeois essaieront de se reconnaître entre bourgeois et ils y parviendront aisément. Ils vont essayer instinctivement de reformer une classe. Mais quel changement dans leurs rapports ces tentatives déterminent ! quelle modification essentielle dans la vie bourgeoise !

L'instinct de puissance continue de vivre. Et premièrement, il amène le bourgeois à trouver que les nobles constituent un monde parfaitement inutile. Les bourgeois avaient fort bien vécu à côté de la noblesse qui accomplissait sa fonction cependant qu'ils remplissaient la leur. Les nobles conservaient la terre, faisaient la guerre au service du Roi, empruntaient de temps à autre quelques membres à la bourgeoisie afin de refaire matériellement leurs maisons ruinées (en principe dans les grands services d'État). Mais après la Révolution, la loi de la noblesse étant détruite, bourgeois et nobles se trouvant confondus, la grande industrie et le grand commerce naissant, il ne reste en présence, pour la noblesse, que l'orgueil des services rendus, pour la bourgeoisie, l'orgueil des services nou-

veaux. De glorieux services étant desservis par une situation matérielle médiocre, les bourgeois sont entraînés à affirmer la supériorité de leurs grosses fortunes en formation. L'orgueil du possesseur d'or se révèle sans réserves, et c'est la première affirmation collective dans la nation de la puissance de l'or.

A l'intérieur même de la bourgeoisie, quel entraînement dans le même mouvement ! Les bourgeois sont confondus entre eux. Au milieu d'eux règnent toujours l'instinct de puissance, la volonté de la supériorité. Mais l'instinct de puissance ne s'exerce plus dans le sens de la profession. Dans la vie publique où la vie bourgeoise est désormais attirée, il n'y a plus que des individus, qui appartiennent à toutes les professions, qui se mesurent les uns les autres, qui se veulent tous dépasser, mais qui n'ont plus de commune mesure, qui ne possèdent plus de règles professionnelles pour s'estimer. Quelle commune mesure entre un fondeur et un marchand de soieries, entre un métallurgiste et un marchand d'épices, entre l'homme d'affaires et le représentant d'une profession libérale ? Quel metre déterminera la supériorité bourgeoise ? S'il demeure encore quelques éléments d'appréciation, chez quelques survivants des vieux conseils de métiers, combien d'éléments interviendront pour interdire tout jugement ? Ces représentants de professions diverses, s'ils veulent utiliser leurs caractères professionnels pour se mesurer, n'auront-ils pas tout d'abord à déterminer la valeur sociale respective de leurs professions particulières ? Et qui donc en pourra juger ? Le problème est insoluble. Qui pourra dire que la fabrication du drap est supérieure à l'imprimerie ? Ainsi toutes les valeurs professionnelles doivent être écartées, et c'est ce qui se produit. Mais ne reste-t-il aux bourgeois aucune commune

mesure pour estimer leurs supériorités ? Il ne leur en reste qu'une : c'est celle de l'or, celle que tout le monde connaît, la seule qui ait la vertu d'être partout reconnue dans le monde moderne.

Et dès lors, le bourgeois ne se connaît plus que comme possesseur d'or. Il perd son orgueil, son honneur professionnel ; il perd l'amour de son métier, de sa fonction. Il n'exerce un métier que pour acquérir l'or, qui lui assurera la supériorité sociale qu'il recherche. Il devient le bourgeois capitaliste. Et l'un de ses plus notoires représentants lance dans le monde la nouvelle devise : « Enrichissez-vous ! » La déchéance de la bourgeoisie française historique date de ce jour. Le régime capitaliste, la souveraineté politique et économique de l'or, était instauré. La bourgeoisie française, devenue bourgeoisie capitaliste, a vu alors se tourner contre elle la fièvre révolutionnaire que la grande industrie, la finance et l'industrie politique alliées faisaient naître dans le peuple français. Elle y a gagné beaucoup d'or. Mais elle n'est pas devenue la plus riche, ni la plus puissante des classes bourgeoises. Et elle a perdu son honneur. Il n'est guère probable que dans le sentiment où elle est aujourd'hui, elle regrette beaucoup sa situation ancienne, et il peut paraître vain que l'on écrive cette étude pour la rappeler à sa fonction, en l'invitant à rejeter les idées démocratiques, qu'elle a propagées elle-même au cours du XIX^e siècle. Mais je me propose de lui parler le langage de l'intérêt. Bourgeois français, vous êtes devenus très riches, mais vous avez perdu, avec votre honneur de classe, vos qualités guerrières. Et dans la France ploutocratique, vous n'êtes qu'une partie de la bourgeoisie capitaliste, sans pouvoir politique. A côté de vous, au-dessus de vous, est une bourgeoisie puissante, qui possède le pouvoir politique, et qui, grâce à sa position politique, grâce aux intelligences qu'elle entretient dans le monde révolutionnaire, se met en mesure de vous exproprier. Cette bourgeoisie, qui est au reste la véritable ploutocratie, dont vous êtes exclus, se maintient à la faveur de la circulation des idées démocratiques. Pensez-y. Cela vous enlèvera peut-être le goût que vous avez pour la démocratie. Considérez également qu'il serait intéressant de ne pas lier votre destin à celui des ploutocrates : des Français, dont le nombre s'accroît chaque jour, préparent une révolution nationale contre la ploutocratie. Ne les obligez pas à vous assurer le même traitement qu'aux rois de l'or.

car il y a, dans cette bourgeoisie capitaliste, que les socialistes présentent naïvement parfois et plus souvent habilement, comme un bloc, des classes très distinctes. Elles ont un caractère commun, celui qui tient à la possession de l'or; elles sont parfois confondues dans la vie publique, car si elles ont des représentants différents au Parlement, elles soutiennent ensemble les mêmes ministères, lorsqu'il s'agit de défense sociale. Mais elles sont profondément séparées dans l'économie. Et l'on distingue trois grandes classes d'importance inégale, qui emploient des méthodes très différentes dans l'art de gagner de l'argent et dans l'art de le dépenser. Je les nomme : la bourgeoisie juive; la bourgeoisie cléricale¹; la bourgeoisie judaïsante, et je prie le lecteur de les voir ici avec leurs caractères les plus généraux.

La bourgeoisie juive est très puissante dans l'Europe moderne. Sa richesse est énorme. Sa fortune privée, et les moyens par lesquels elle l'a acquise, sont liés à sa fortune politique. Le régime politique et social qui est nommé démocratique lui a ouvert toutes les avenues de la richesse française. Représentant les appétits d'un peuple; constituée par des hommes unis par les liens du sang, par une histoire et des traditions religieuses communes; formant, en tout, un État dans une société politiquement et socialement dissoute par la révolution de 1789; représentant en outre, en politique, les idées libérales qui obtinrent l'empire des esprits au XIX^e siècle; possédant enfin une âpreté particulière au gain, elle a ac-

1. L'épithète « cléricale », qualifiant ici une bourgeoisie de formation catholique, doit être employée pour désigner un groupe de Français qui, au cours du XIX^e siècle, ont été entraînés, par la vie démocratique et parlementaire, à se forger une conception extrêmement dangereuse de leur rôle politique, social et religieux. Ils ont en quelque sorte cessé d'être de simples laïcs catholiques, et ont usurpé une partie des fonctions des clercs. C'est ainsi qu'ils sont devenus « cléricaux ». Républicains, bonapartistes ou royalistes, dans tous les cas constitutionnels, et par conséquent se regardant comme seuls possesseurs ou co-possesseurs de l'État, ils ont regardé l'Église comme étant à la fois leur protectrice et leur cliente. Ils considéraient qu'ils étaient ou devaient être les vrais gouvernants du pays, et que l'Église était là pour les aider à maintenir un ordre qui était en somme avant tout l'ordre bourgeois. En échange de ce service, ils pratiquaient une politique dite catholique. Mais cette politique catholique sortant des assemblées, les bourgeois se trouvaient amenés à dépasser leur rôle de fidèles pour se conduire comme des gens d'Église. On les a vus devenir théologiens (ce sont eux qui, avant la Séparation, ont fourni les cardinaux verts, laïcs qui avaient la prétention de diriger l'Église de France); au moment des débats parlementaires sur la Séparation, on les a vus accepter la discussion, ce qui équivalait en somme à prendre la place du Saint-Siège

quis une position éminente dans l'économie française. Il faut bien considérer que ses talents commerciaux et financiers, qui ont paru l'emporter sur les qualités françaises, ne sont pas la cause déterminante de sa puissance, mais leur valeur relative a été décuplée par la situation psychologique que la vie politique a faite aux Juifs en France. Vaincus politiquement, les bourgeois conservateurs français ont été amenés à subir tant dans leur vie politique que dans leur vie commerciale et industrielle un sentiment général qui accordait la supériorité à toutes les méthodes, politiques ou économiques, des triomphateurs. L'opinion publique, fortement démocratisée (et avec elle quelques représentants de la culture), reconnut aux Juifs une supériorité générale, incontestable, disait-on, dans le commerce et la finance. C'était faux, ou au moins tout à fait excessif. Le vrai est que les Juifs, dans leurs entreprises privées, bénéficièrent de l'opinion que l'on se forgeait de leurs ressources, et qu'ils apportaient dans leur action économique d'autant plus d'audace que leurs victoires politiques, ou celles de leurs alliés, étaient plus grandes. C'est ce que l'on a observé après l'affaire Dreyfus, dans les corporations françaises où l'envahissement juif a été considérable, en France, à Paris surtout, et où le triomphe politique du parti juif a été regardé par un grand nombre de bourgeois français comme un triomphe général, vue qui a déterminé un affaissement de l'ardeur commerciale française.

Quoi qu'il en soit des mérites ou des démérites essentiels et relatifs de la bourgeoisie juive, on constate qu'actuellement elle est aux premiers rangs de la bourgeoisie capitaliste, plus encore par l'esprit qu'elle apporte dans les luttes économiques que par sa richesse matérielle.

et des princes de l'Eglise. La bourgeoisie cléricale est donc cette partie de la bourgeoisie catholique qui, au XIX^e siècle, a essayé de faire passer aux laïcs une partie des pouvoirs spirituels des clercs pour des réalisations politiques et sociales qui intéressaient surtout le temporel, et, si l'on peut dire, un temporel propre à une classe.

Elle réunit les caractères les plus nets du régime social capitaliste, ce régime étant conçu comme un régime entretenu, soutenu, développé par un seul mobile : la conquête de l'or. Observez les établissements de la bourgeoisie juive. Ce sont ceux qui s'imposent le mieux à l'attention du public auquel il s'agit de faire accepter, souvent en l'éblouissant, en le stupéfiant presque, les productions de l'industrie moderne. La bourgeoisie juive recherche les grandes voies; elle y construit des magasins luxueux; elle y utilise toutes les ressources de l'éclairage le plus perfectionné, on pourrait dire de l'illumination. Elle réunit dans une installation commerciale, industrielle ou financière, tous les moyens matériels par lesquels on peut donner à l'acheteur, au souscripteur, à l'actionnaire le sentiment de la puissance, de la sécurité, de la victoire. Voici pour son caractère commercial moral.

La bourgeoisie juive nie économiquement l'existence des nations. Elle utilise indifféremment les hommes, les matières, les produits, l'or de tous les peuples, non seulement dans les cas de nécessité, mais dans les cas où cette utilisation menace les intérêts nationaux. Elle réalise une sorte d'internationalisme économique, par l'enchevêtrement des intérêts particuliers français qu'elle lie à des intérêts particuliers étrangers, qui aboutit à un état d'esprit excluant la conception traditionnelle de la nation, et dans lequel l'armée nationale n'est plus conçue comme un instrument de défense nationale, mais comme une forte garnison assurant l'ordre social dans une province de la planète. La bourgeoisie juive est d'ailleurs rigoureusement pacifiste. Ayant pénétré en France à la faveur d'un mouvement libéral, se maintenant et s'accroissant grâce à la puissance que son or lui assure dans la vie politique, elle est

opposée à toute guerre européenne qui restaurerait dans les esprits le respect de l'Épée, diminuerait par conséquent le pouvoir politique de l'or, et pourrait rendre l'État au Sang, à une dynastie dont le règne serait nécessairement appuyé sur l'armée et le peuple et qui rendrait l'Or à sa fonction financière. Au surplus, l'économie et la politique juives, basées entièrement (au sein des nations, mais non au sein du monde juif) sur les principes capitalistes, n'admettent point les conflits internationaux qui arrêtent les échanges entre deux ou plusieurs nations et interdisent, au nom des lois de la guerre, certaines grosses opérations financières. En toutes choses, la bourgeoisie juive, strictement juive, tend à détruire, et en fait a la volonté de détruire les institutions qui conservent la nation. C'est pourquoi on l'a vue soutenir ou provoquer tous les mouvements révolutionnaires dirigés contre les forces traditionnelles de l'État (affaire Dreyfus, affaire Ferrer, etc.), même lorsque ces mouvements étaient effectués par des troupes voulant la révolution sociale; au moment où ses intérêts sociaux étaient directement menacés, la bourgeoisie juive arrêtait les mouvements par l'intermédiaire des grands directeurs de conscience du monde révolutionnaire, qui sont ses alliés ou ses serviteurs¹. Voici ce qui concerne la bourgeoisie juive au point de vue national. On conçoit aisément que ces dispositions facilitent considérablement, dans un pays démocratique, son accroissement économique.

1. On sait que la bourgeoisie juive est en mesure de contrôler tous les mouvements révolutionnaires par les hommes qu'elle y entretient : le socialisme unifié, par Jaurès, à qui elle a donné son journal; l'anarchisme, par Sébastien Faure et Alfred Naquet (celui-ci est le patron intellectuel et le soutien financier d'un certain nombre d'anarchistes qui manœuvrent leurs groupes selon ses indications); le syndicalisme, par l'intermédiaire de la Franc-Maçonnerie, qui a enrôlé un grand nombre de militants syndicalistes dans les loges.

La bourgeoisie juive jouit ainsi d'une liberté d'allures qui lui assure l'avantage dans toutes les grandes affaires.

Considérons maintenant ses caractères sociaux. Ceux-ci également lui assurent, dans une nation désorganisée, l'avantage économique. Ils doivent réussir parce qu'ils demandent à l'homme le moindre effort relatif et lui promettent, ou lui laissent obtenir, le plus grand plaisir. La bourgeoisie juive ne veut connaître de l'homme qu'elle emploie que sa valeur au point de vue capitaliste, sa capacité de rendement. Elle se désintéresse complètement de sa valeur nationale, de sa valeur sociale, de sa valeur morale. Elle enlève à ceux qui travaillent pour elle le poids des contraintes morales, sociales et nationales. Un patron juif appelant des Français à travailler dans son entreprise ne recherche pas chez eux les garanties morales dont les Français ont coutume de s'entourer. Il donne ainsi à ses employés le sentiment d'une libération. — Ensuite, il paie bien. Disons plus, il paie trop bien. Chez lui les salaires, les appointements, les avantages matériels sont supérieurs, pour les employés et un certain nombre d'ouvriers, à ceux que donne le bourgeois français. La bourgeoisie juive multiplie dans les villes qu'elle occupe les établissements de plaisir¹, qui

1. Invoquons sur ce point le témoignage d'un écrivain demi-juif, M. Daniel Halévy, qui nourrit, croyons-nous, beaucoup de passions juives, mais dont la loyauté intellectuelle nous paraît incontestable. En donnant une prolongation imaginaire à l'action sociale de la bourgeoisie juive en France, M. Daniel Halévy, qui connaît bien le monde juif, a donné une représentation très significative des réalisations juives. Ayant imaginé, dans sa très curieuse *Histoire de quatre ans* (1997-2001), une société française complètement démocratisée, il y découvre une humanité prodigieusement abaissée, qu'essaient de relever de faibles élites de savants autoritaires, de socialistes libertaires et de catholiques sérieux. Mais l'action de ces élites est arrêtée par les vrais maîtres de la démocratie. Ici, M. Daniel Halévy écrit :

« Si les propagandistes n'avaient eu que l'opinion à convertir, peut-être

valent à leurs commanditaires des revenus capitalistes élevés, et qui lui permettent de faire rentrer dans ses coffres une bonne partie des salaires et des appointements qu'elle paie à son personnel. Bref, avec elle, la vie est douce et facile. C'est une vie amollissante, mais sans contrainte, et lorsque, comme c'est le cas en France, les pouvoirs publics empêchent l'Eglise de déterminer la règle, au moins publique des mœurs, c'est une vie qui est nécessairement acceptée, et même recherchée par les hommes qui, laissés à leurs règles individuelles, ne recherchent plus que leur plaisir. Enfin, une basse littérature, souvent fabriquée par des Juifs, toujours soutenue par la bourgeoisie juive, apporte une sorte de consécration intellectuelle à cet amollissement des mœurs ¹. La bourgeoisie juive

auraient-ils réussi, car l'opinion était faible. Mais ils se heurtaient aux dix ou vingt financiers qui exploitaient l'avilissement des toulous. La fabrication, le commerce de l'alcool et de la morphine étaient entièrement monopolisés par le trust Rodrigue Kolinson et Lefort. Kolinson était, par ailleurs, maître absolu des cafés-concerts, des théâtres et des huit principaux journaux. Dirigée par quelques familles juives tempérantes et de bonnes mœurs, cette administration était l'instrument de la déchéance européenne. Ce fut un jeu d'amortir l'agitation des hygiénistes. Blagues au cabot-concert, blâmes au Parlement, insultes par la presse, ils furent vite discrédités. » (*Histoire de quatre ans, Cahiers de la Quinzaine*, décembre 1903).

Il est aisé de voir que M. Daniel Halévy a décrit là un mécanisme politique et social qu'il a vu fonctionner dans le monde juif.

1. On imagine le lecteur assez averti des faits caractéristiques de la vie publique en France au ^{xx}e siècle pour joindre les preuves de tant aux affirmations ici données. Est-il nécessaire de lui rappeler que les Juifs ont à Paris la haute main sur la plupart des théâtres, des cafés-concerts et des établissements de plaisir? que le plus important des organes de dissolution par la littérature, la *Revue Blanche*, par quoi furent corrompues, de 1895 à 1900, la jeunesse bourgeoise et la jeunesse anarchiste, fut fondée par des financiers juifs, les Natanson? que ce sont des Juifs chiens de lettres, Léon Blum, Julien Benda, Charles-Henry Hirsch, qui ont propagé en France les plus basses propositions sur la vie sociale : Hirsch a fait l'apologie de la prostituée et du marlou, Benda celle du père qui considère le sentiment paternel comme une faiblesse, et Blum, qui est auditeur au Conseil d'Etat, a écrit un livre pour recommander le mariage temporaire, le mariage à l'essai.

est donc, par tous ses caractères, un corps opposé à l'intérêt national français.

•

La bourgeoisie cléricale sert-elle l'intérêt national? Passivement, oui, et encore dans une mesure restreinte. Activement, non. La bourgeoisie cléricale a perdu dans la démocratie les qualités actives de ses ancêtres; elle a perdu son organisation et, en même temps, son esprit. Il serait fort injuste de lui adresser aujourd'hui des reproches qui, historiquement, s'appliquent à des collectivités politiques qui ne sont point spécifiquement bourgeoises. Mais il est bon, il est utile de faire de sa situation un tableau sincère, qui lui donnera peut-être le goût de sortir de l'état d'humiliation où elle est à l'entrée du xx^e siècle. Il faut dire que la bourgeoisie cléricale, qui a pourtant conservé les traditions (mais inorganisées) de la bourgeoisie classique française, n'est pas en mesure actuellement de les imposer à l'économie française, et par conséquent est hors d'état d'accomplir sa fonction nationale et de lutter, dans la production et les échanges, contre la bourgeoisie juive.

Dans le commerce, dans l'industrie, dans la finance, surtout dans la finance, elle est inférieure à la bourgeoisie juive. Dans l'industrie, elle occupe une haute situation dans un grand nombre de régions françaises, mais elle n'en tire point la prépondérance financière qu'elle devrait posséder. Dans le commerce, ses positions sont encore fortes, mais elle est gagnée chaque jour de vitesse par la bourgeoisie juive et la bourgeoisie judaïsante. Il est vrai que les forces de l'Etat fonctionnent contre elle. Mais il faut voir en même temps qu'elle est incapable d'une réaction vigoureuse et

concertée contre l'oppression de l'État judéo-démocratique. Dans toute son activité, la bourgeoisie cléricale apparaît comme déprimée par l'abaissement qu'elle a subi dans sa situation politique. Il semble que cet abaissement lui ait donné le sentiment qu'elle est devenue impuissante, qu'elle a perdu son esprit d'entreprise, qu'elle est une classe finissante, et qu'elle ne peut que défendre ses positions, en se préoccupant surtout, très étroitement au reste, de son salut spirituel. En somme, elle s'est un peu retranchée du monde.

A l'audace commerciale et industrielle de la bourgeoisie juive, elle oppose une excessive prudence. Il est vrai que la fortune française a été constituée par des procédés économiques qui tenaient plus de l'accroissement régulier et lent que de l'a-coup américain et juif. Mais ce n'est même pas cette méthode traditionnelle (qui portait autrefois sur la marche extérieure de l'entreprise) qu'observe le bourgeois cléricale, car aujourd'hui c'est à l'intérieur de ses entreprises qu'il tend à rechercher l'accroissement de sa fortune.

Premièrement, la bourgeoisie cléricale est timide dans ses manifestations ; elle serait presque disposée à cacher ses établissements. Ses maisons de commerce sont situées hors des voies fréquentées ; elles sont ternes, mal éclairées ; on y cherche, pour la décoration, les teintes sombres, qui paraissent correspondre à une conception de la vie propre aux entrepreneurs de pompes funebres ; on y parle bas. Ses installations industrielles présentent souvent les mêmes caractères de vieillesse, de décrépitude, de tristesse. On y utilise en laideur « les apprêts de la mort ».

Le bourgeois cléricale manque en général d'audace dans les affaires ; il craint le risque ; il ne sait plus s'imposer sur le marché. Les rapports d'affaires sont

avec lui souvent difficiles. Ne recherchant pas son développement extérieur, vivant sur sa clientèle acquise, il ruse pour maintenir des bénéfices excessifs sur sa production, dont la qualité est inférieure; il ruse pour gagner sur les matières premières.

Dans ses mœurs, le bourgeois clérical est dur. Il est dur pour lui-même et pour autrui. Sa discipline familiale est rigoureuse. Il ne tolère pas les écarts de conduite. Il convient de l'en louer. Mais il convient également de lui reprocher d'avoir rendu la bonne conduite peu aimable, et d'avoir employé, pour l'imposer autour de lui, des moyens parfois déplaisants. Il maintient énergiquement les contraintes sociales que détruit le bourgeois juif. Mais il les maintient en provoquant souvent soit la révolte, soit l'hypocrisie. Premièrement, il rend difficile l'acceptation des contraintes parce qu'il paie mal ses employés et ses ouvriers. Ensuite, sa contrainte apparaît parfois comme déterminée par son souci de maintenir les salaires à leur taux le plus bas. Il refuse d'employer des ouvriers et des employés irréligieux ou débauchés; il veille à la moralité des garçons et des filles qu'il emploie. Nous sommes certain qu'il entre dans ce souci des bonnes mœurs une vraie et profonde horreur du péché. Mais l'on doit dire qu'il s'y mêle souvent des préoccupations purement économiques ¹.

Fait plus grave : se tenant toujours sur la défensive, il est devenu retors, il a perdu le sens de la parfaite

1. « Mon ami, disait un grand bourgeois clérical à un de ses employés, je comprends fort bien que vous désiriez une augmentation de traitement. Mais réfléchissez bien à ceci : en acceptant un traitement peu élevé, vous augmentez vos chances de salut. Si j'augmente votre traitement, j'augmente pour vous les tentations. » Et il énumérait les tentations. Le raisonnement est juste. Mais il vient d'un homme qui manque par position de désintéressement dans la question. Selon que l'on sera bienveillant ou malveillant, on dira de cette réponse qu'elle est sublime ou odieuse.

loyauté. Il vit au-dessous du droit. Il lui arrive souvent de remplacer les considérations juridiques par des intentions. Ces dispositions rendent les relations d'affaires pénibles avec lui et contribuent à son élimination, parfois au profit du bourgeois judaïsant, qui vit sur le domaine du droit, souvent au profit du juif, qui vit en marge du droit.

Enfin, la bourgeoisie cléricale est médiocrement patriote. Ici encore ses qualités sont plus passives qu'actives. Elle est cléricale, *je ne dis pas catholique*, avant d'être patriote. Dans son ensemble, elle est fortement portée à considérer que l'Eglise est une institution qui doit à la fois assurer le salut spirituel et temporel de la bourgeoisie cléricale qui subventionne les bonnes œuvres, et destinée à former de bons ouvriers et de bons employés qui ne formuleront jamais aucune réclamation, pratiqueront l'obéissance la plus stricte, et seront toujours satisfaits de leur sort, quel qu'il soit. Les prêtres sont regardés comme des missionnaires dans l'économie, dont la mission est de maintenir non un salaire minimum, mais le salaire à son minimum. La nation est regardée comme une organisation destinée à assurer à l'Eglise l'appui séculier nécessaire à l'accomplissement de sa fonction sociale ainsi entendue. Le patriotisme apparaît donc comme singulièrement rétréci et subordonné à des considérations de classe dans la bourgeoisie cléricale.

•

Je nomme bourgeoisie judaïsante cette forte partie de la bourgeoisie française contemporaine, issue de bonnes familles françaises, de bourgeoisie assez récente, qui, cherchant son enrichissement, l'a trouvé en appli-

quant les méthodes juives et américaines. La bourgeoisie juive paraissant triompher politiquement et économiquement, et paraissant devoir sa fortune à son esprit particulier, à sa conception des affaires et de la vie, les bourgeois de formation récente, en route vers la richesse, se sont sentis appelés par ce qui paraissait être le succès. Et ils ont tout accepté de la bourgeoisie juive : méthodes commerciales, idées politiques et mœurs. Leurs traditions étaient légères. N'appartenant pas aux classes cultivées, étant presque toujours d'origine paysanne, ils ont considéré que leur héritage d'idées traditionnelles, dont ils ne connaissaient que les formes simples, était indigne d'hommes entrant dans la grande vie commerciale et industrielle. Ils ont laissé à leurs femmes et à leurs filles le soin d'entretenir une vie religieuse médiocre, réduite à des manifestations presque puériles et fortement imprégnée de soucis secondaires ; ils ont conservé pour eux-mêmes une très incertaine dénomination catholique et une dénomination nationale non moins indécise et ont complètement séparé leur activité économique des idées et des sentiments nationaux et religieux que leurs pères avaient entretenus. Ils se sont alors regardés comme de très libres esprits, dégagés des superstitions et capables de faire bonne figure dans le monde moderne et surtout d'y réussir dans les affaires. Ils constituent la bourgeoisie libérale et surtout la bourgeoisie radicale du pays. Ils constituent en même temps la classe la plus sotte, la plus dégradée et la moins cultivée des classes bourgeoises françaises. C'est d'ailleurs leur faire grand honneur que de les regarder comme une classe, car ils sont profondément ignorants des liens de classe qui les peuvent unir. Ils se connaissent comme « richards » et là se borne en général la conception

qu'ils atteignent de leur fonction. Ils forment un groupe incapable de renouvellement, car les mœurs qu'ils ont adoptées détruisent leurs familles en une ou deux générations. Ils ne sont donc pas renouvelés ; ils sont remplacés continuellement par une cohue, issue de toutes les classes, qui comme eux cherche la fortune rapide.

Il est vrai qu'ils ont gagné beaucoup d'argent, et qu'ils ont donné au pays une grande activité économique. Mais ç'a été et c'est encore au détriment de l'avenir économique du pays et de la prospérité des classes ouvrières. Étant donné que leur seul principe était de faire fortune par les moyens les plus rapides, ils sont entrés dans les professions industrielles et commerciales en dehors de toutes les règles traditionnelles, qu'ils ont bouleversées et détruites ; un bourgeois judaïsant cherche sa place dans l'économie industrielle non selon l'indication que lui donneront ses talents et ses dispositions, mais selon la possibilité que lui donnent ses capitaux et selon les directions que lui suggèrent ses appétits. Son but est : produire et vendre beaucoup, dans l'ordre où la forte production rapporte les plus hauts profits. S'il s'écarte d'une profession lucrative, ce n'est pas parce qu'il s'y juge incompetent, c'est parce qu'il la reconnaît trop encombrée. En somme, c'est un barbare qui s'agite dans une société dont les organes sont ceux de l'extrême civilisation. Alors que le salut de cette société exige que ses membres soient dominés, dans leurs déterminations, dans leur action, par une idée générale qui les soude au bien commun, le bourgeois judaïsant ne se détermine et n'agit qu'en vue de son profit rigoureusement personnel, et conçu comme devant être limité à sa seule personne et non à la famille dont il devrait assurer la conservation.

Avec les principes qu'il applique, ayant conscience d'être un homme très moderne, il a causé une perturbation profonde dans la production française. Voulant produire et surproduire, il a fabriqué et mis en circulation des produits de qualité inférieure; il a avili le goût de l'artisan et du consommateur; voulant écouler sa production et sa surproduction, il a forcé les marchés par un développement artificiel des besoins, surexcités par la publicité, par l'agent commercial qui « roule » la clientèle; il a entraîné la clientèle aisée à épuiser ses ressources, et la clientèle ouvrière à les dépasser. Aucun organe social, aucun organe d'État n'est venu l'arrêter dans cette activité désorganisatrice. Ayant rempli ses coffres, il a cherché les moyens de jouir de sa richesse. Il a encombré les banlieues des grandes villes de ses villas prétentieuses ou insolentes. Il a déshonoré les châteaux historiques qu'il a acquis. Il a fait construire dans sa ville natale d'absurdes hôtels qui proclament sa richesse. Et partout, il a fait la fête. C'est là sa plus répugnante particularité. C'est un jouisseur, un très bas jouisseur, qui a fait de la jouissance la récompense glorieuse de toute activité. Son semblable des siècles classiques a fait la fête comme lui, mais en quelque sorte sainement. Il donnait satisfaction à quelques instincts qui sont en chacun de nous et qu'il plaçait assez bas dans la hiérarchie des instincts. Le bourgeois judaïsant du monde moderne fait de la noce le couronnement de son existence personnelle et familiale. Le noceur d'autrefois courait les cabarets de nuit avec des filles. Celui-ci court les restaurants de filles avec sa femme, et parfois il y conduit ses filles. Car en fait, il a émancipé sa femme. Ce qui reste de vie religieuse dans sa famille est de simple apparence; ce n'est guère qu'une habitude non sociale, mais mondaine. Au

fond, il n'y a plus une véritable préoccupation religieuse dans la famille du bourgeois judaisant. La femme a été élevée dans une de ces pensions pour petits bourgeois qui ont été si nombreuses en France à la fin du *xx^e* siècle. Elle n'y a reçu aucune culture religieuse. Elle n'y a appris à connaître que quelques gestes qui lui étaient enseignés sur le même plan que les gestes du rituel mondain appartenant à la classe que les parents voulaient singer ; mais à aucun moment ses instincts, ses sentiments n'ont été intéressés par ses disciplines religieuses. Elle s'est trouvée sans résistance à l'entraînement du plaisir. Le bourgeois judaïsant a complété son « émancipation » sans difficulté. Ainsi cette famille bourgeoise est-elle dissoute par l'action de son chef. Le père et la mère font la fête, y entraînent leurs enfants lorsqu'ils en ont, et plus communément repoussent délibérément toute charge de famille. Ce peuple est naturellement étranger à toutes les préoccupations sociales et nationales. Il est en toutes circonstances gouvernemental, et les gouvernements les plus corrompus lui conviennent plus que les gouvernements honnêtes, parce qu'il sait que l'on pourra faire des affaires très profitables avec eux et s'amuser allégrement sous leur protection ; il est foncièrement antireligieux ; il est pacifiste. Bref, c'est une non-valeur sociale, dont la multiplication déterminerait rapidement la ruine totale d'une nation.

Phénomène étrange, un certain nombre de bourgeois judaïsants se sont transformés d'une tout autre manière que le type que je viens de décrire. Ce sont ceux qui ont comme celui-ci subi l'attrait politique social et économique de la judéo-démocratie, mais qui de formation bourgeoise plus ancienne, de culture religieuse

plus profonde, ont exclu de leurs nouvelles conceptions de la vie la rouerie dans les affaires et la moralité dans la vie privée. Pleins de scrupules moraux hérités de leurs pères bons catholiques, ils n'ont pas osé se « libérer » complètement. En politique, ils sont devenus libéraux, mais sont demeurés attachés à un patriotisme auquel ils ont ajouté d'ailleurs quelques conditions qui le rendent inefficace; en religion, ils se sont « libérés » de la connaissance traditionnelle des dogmes et sont devenus modernistes; en morale pratique, ils sont devenus d'autant plus moralistes qu'ils se détachaient plus des commandements dogmatiques; en économie industrielle et commerciale, ils admirent surtout les étrangers, particulièrement les Américains dont l'activité leur paraît la forme la plus haute de la vie humaine; en économie sociale, ils ont inventé une espèce de philanthropie à forme chrétienne qui les entraîne à « aller au peuple ». Ils se regardent comme des révolutionnaires et ils tirent de cette vue une grande fierté. En fait, ce sont des conservateurs impuissants qui essayent de faire accepter par leurs ennemis, en prenant leurs couleurs politiques et sociales, une vie chrétienne et française réduite à des vagissements. Ouvriers et employés, ce sont d'honnêtes garçons incapables d'exercer une résistance sérieuse au capitalisme; patrons, ce sont de braves gens qui aiment à s'entendre dire qu'ils ont de beaux sentiments, mais qui ne dépassent guère, dans leur philanthropie, l'expression de ces beaux sentiments et qui montrent peu d'empressement à augmenter les salaires de leurs employés ou de leurs ouvriers. Il y a chez eux un gaspillage énorme de salive, d'encre et de flux sentimentaux, quelquefois même de vraies forces intellectuelles, vitales. Inconsciemment, ils participent à la désorgani-

ation du pays : par leur mauvaise et maladroite philanthropie chrétienne, ils réveillent l'anticléricalisme ouvrier, ou font passer des ouvriers catholiques aux organisations révolutionnaires ; par leur minimisme religieux, ils désagrègent les masses catholiques qui suivent leurs directions intellectuelles, et ils les livrent sans défense à leurs adversaires ; par leur admiration de l'étranger et leur patriotisme conditionnel, ils entravent les formations nouvelles du vrai patriotisme.

Il est incontestable que ces différentes bourgeoisies (dans lesquelles il a paru inutile de présenter séparément la bourgeoisie protestante, car ses caractères sont empruntés à la bourgeoisie juive et à la seconde bourgeoisie judaïsante) ont justifié, par leur action politique et économique et leurs mœurs, les critiques qui leur ont été adressées au cours du siècle dernier par les écrivains catholiques sérieux et par les socialistes. On conçoit aisément que des écrivains romantiques, en exagérant leurs laideurs, les aient profondément méprisées. Nous ne voulons pas rechercher (car ce serait empiéter sur la tâche du moraliste) si elles sont vraiment méprisables. Mais, à les considérer du point de vue national, nous devons dire qu'elles ont manqué à leur fonction. Non point totalement, car elles ont conservé et augmenté le *matériel et l'or* de la civilisation européenne. Mais elles ont terriblement entamé les réserves morales et vitales de la nation française.

Toutes ces classes, fondues apparemment en une seule par le régime capitaliste, ont imposé aux classes ouvrières un régime économique et social qu'elles ne pouvaient supporter. La bourgeoisie juive et la bour-

geoisie judaïsante ont exploité, surexploité, appauvri, perverti et démocratisé les ouvriers français; la bourgeoisie cléricale les a maintenus dans une dépendance intellectuelle et matérielle qui ne leur permettait pas de se forger eux-mêmes les instruments de leur défense. Dans le régime industriel que ces bourgeoisies, unies parfois, plus souvent agissant séparément, mais parallèlement, ont imposé au peuple français, les classes ouvrières ont vécu pendant plus d'un siècle dans un état de désorganisation extrême. L'association ouvrière avait disparu. La famille ouvrière elle-même a été presque dissoute. Les classes ouvrières n'ont plus formé que des masses chaotiques, ne possédant aucune formation de résistance contre l'exploitation capitaliste, et dont les souffrances ne pouvaient trouver d'expression que dans des mouvements de sentiment, par quoi elles étaient livrées aux démagogues et aux politiciens. Enfin, le relâchement des mœurs bourgeoises entraînait un relâchement des mœurs ouvrières par quoi le monde ouvrier, comme le monde bourgeois, s'ouvrait à l'anarchisme. Par-dessus tout, toutes les valeurs de la culture, qui maintiennent, dans une nation, les mœurs et, en somme, tout l'appareil social, étaient abandonnées, rejetées par une société qui, dans la bourgeoisie, ne commandait plus que la recherche de l'or et de la jouissance, et, dans les classes ouvrières, les aboutissements utopiques de l'esprit de révolte.

Mais répétons que les causes essentielles de cette désorganisation générale de la bourgeoisie française sont purement politiques. Et il serait vain de prier les bourgeois de s'amender pour conjurer les périls qui menacent la nation et qui les menacent eux-mêmes; il serait vain de les menacer directement si l'on ne les invitait en même temps à sortir des conditions poli-

tiques et sociales où ils ont été placés, afin de rentrer dans leur fonction propre, spécialisée, qui est d'administrer directement la production et d'y exercer le commandement pour le plus grand profit matériel de toutes les classes de la société française. Toutefois, actuellement, toute tentative auprès de la bourgeoisie française, cléricale ou judaïsante risquerait d'être vaine si deux menaces n'étaient venues réveiller l'énergie bourgeoise. D'une part, la menace étrangère, qui s'est révélée à la bourgeoisie non par le péril national, mais par l'invasion commerciale et industrielle allemande qui a enseigné aux bourgeois libéraux que le pacifisme et la fraternité humaine n'ont aucune valeur économique : c'est par là que les valeurs patriotiques pénètrent de nouveau le monde bourgeois et le préparent au nationalisme. D'autre part, la menace ouvrière, qui, par une action incessante, une guerre quasi-quotidienne, a contraint les bourgeois à retrouver leurs qualités guerrières et le sens du commandement. Le syndicalisme, surtout le syndicalisme révolutionnaire, a donné à la bourgeoisie française, et par conséquent à la France, la direction même de son salut. Que l'on comprenne ici toute la valeur de ces paroles qui terminent un des chapitres des *Réflexions sur la Violence*, de Sorel :

« Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluèrent les héros spartiates qui défendirent les Thermopyles et contribuèrent à maintenir la lumière dans le monde antique. »

L'action révolutionnaire du syndicalisme français a contraint la bourgeoisie à rentrer dans ses traditions, à retrouver les valeurs traditionnelles de la culture française. Tant que les classes ouvrières ont été inorganisées et paisibles, tant que leurs revendications ont

été canalisées par les politiciens qui en faisaient des valeurs d'échange dans leurs marchés avec les grands bourgeois, la décadence économique et morale de la bourgeoisie a pu se produire sans que les bourgeois en souffrissent, et par conséquent sans qu'ils songeassent à réagir contre une maladie qu'ils ne sentaient que confusément et qui menaçait plus les biens collectifs, dans la durée, que les biens particuliers, dans le présent. La bourgeoisie juive pouvait régner et donner le ton ; la bourgeoisie cléricale se rétrécir ; la bourgeoisie judaïsante faire des affaires avec les politiciens et faire la noce avec la bohème des cabarets, et la nation était oubliée, et la culture s'abaissait, et le monde devenait petit. Du jour où les classes ouvrières, organisées par la conscience de leurs intérêts, menèrent une action révolutionnaire directe contre la bourgeoisie, tout était sauvé. La bourgeoisie cléricale était rendue à sa haute mission, qui était la sienne lorsqu'elle était la bourgeoisie catholique française ; contrainte de rechercher, elle aussi, son perfectionnement technique, elle retrouvait les qualités d'invention, d'habileté, de goût, qui ont fait autrefois sa fortune. La bourgeoisie judaïsante était arrachée à sa démoralisation : lorsque l'émeute est aux portes de l'usine, le temps n'est plus d'organiser les plaisirs. La bourgeoisie moderniste et philanthrope était ramenée à son travail et devait abandonner ses entreprises populaires pour rentrer purement et simplement dans la profession. Toutes trois devaient s'allier par corps, par professions, par métiers, pour faire face au monde ouvrier. Du même coup, toutes les traditions communes aux trois groupes se rencontrent : traditions professionnelles, traditions morales, conceptions générales héritées de la culture française, esprit guerrier. L'esprit de classe, l'esprit de commandement,

les mœurs fortes, la culture se reforment. Et mécaniquement, *physiologiquement*, la bourgeoisie juive se trouve exclue de la bourgeoisie française restaurée. Au sein des associations bourgeoises professionnelles françaises reformées selon les nécessités de la lutte économique, le bourgeois juif, qui doit sa fortune à la dissocation des corps français, est inévitablement reconnu par des hommes qui retrouvent leurs caractères nationaux, et il est finalement éliminé.

Tout est sauvé...

... à condition toutefois que les règles du jeu ne soient pas faussées et que l'activité révolutionnaire ne soit pas détournée par l'une des bourgeoisies en présence et qu'elle puisse s'exercer également contre toutes les classes bourgeoises. Tout est à reprendre si l'une de ces classes bourgeoises réussit au contraire à prendre pouvoir sur les classes ouvrières et à diriger secrètement les forces révolutionnaires sur ses rivales. Il y a dix ans, au moment où Sorel écrivait les lignes que nous venons de citer, on a pu espérer que le syndicalisme révolutionnaire, utilisé pendant l'affaire Dreyfus par la bourgeoisie juive contre la bourgeoisie cléricale, et plus simplement contre toutes les classes bourgeoises françaises, on a pu croire que le syndicalisme révolutionnaire, éclairé par ses chefs, allait entreprendre cette action révolutionnaire générale et provoquer ainsi une concentration traditionnelle de la bourgeoisie française. Le mouvement a été esquissé, mais il n'a pas abouti. La bourgeoisie juive a réussi à prendre en mains, par la Franc-Maçonnerie, par ses alliés socialistes, par ses agents directs, avec la complicité de l'État républicain, la direction occulte d'une forte partie du mouvement ouvrier. Tout est donc à reprendre. Mais la bourgeoisie française se trouve

aujourd'hui, après dix ans d'expériences politiques et sociales, dans des conditions psychologiques où l'on découvre de riches promesses. De toutes les classes bourgeoises françaises, des hommes se sont détachés et se détachent pour se reformer selon les principes classiques. Les nouvelles générations, qui se préparent à recueillir l'héritage matériel de leurs pères, reconstituent, à la lumière des enseignements nationalistes et syndicalistes, leurs valeurs sociales. Elles savent que le problème qui leur est posé est d'abord politique, et que si elles veulent subir, en vue de leur propre organisation, l'action du syndicalisme révolutionnaire, il est nécessaire de modifier les conditions politiques dans lesquelles vivent les classes bourgeoises et les classes ouvrières. Elles savent que, pour retirer à la bourgeoisie juive le contrôle des mouvements ouvriers, pour mettre en contact direct, sans personnes ni groupes interposés, la bourgeoisie organisée et le monde ouvrier organisé, il faut détruire les institutions démocratiques, résoudre le problème de l'État par la monarchie, et vider la nation de tout parlementarisme. Ce sont les conditions de salut de la bourgeoisie. Ce sont également les conditions qui servent l'intérêt national. Dans une monarchie pure, avec le concours d'un syndicalisme ouvrier pur de toute influence parlementaire ou juive et dirigeant l'action de ses corps spécialisés contre toutes les classes bourgeoises, les antagonismes utiles à la vie d'une nation se produiront heureusement, dans la paix civile, et la bourgeoisie française se reformera, ardente et forte, pour remplir, dans la production et la conservation des richesses nationales, sa fonction historique, interrompue pendant un siècle.

GEORGES VALOIS.

LES ŒUVRES SOCIALES

Il a paru cet hiver, trop obscurément, un petit ouvrage capital par lequel nous appelons l'attention de nos lecteurs et amis. Ce sont les *Réflexions d'un ami*¹ sur les œuvres sociales catholiques, rédigées par un savant religieux qui participa autrefois au mouvement social et qui vit retiré aujourd'hui dans un monastère. Ces réflexions datent déjà de vingt ans, mais c'est aujourd'hui qu'elles deviennent actuelles, et dans la nouvelle édition, revue, augmentée et corrigée, qu'en donne M. E. du Passage, elles apparaissent chargées des directions qui s'imposeront à ceux qui voudront entreprendre utilement et heureusement ce que l'on a appelé l'action sociale. On pourra s'étonner qu'elles n'aient point engendré, depuis vingt ans, le mouvement qu'elles commandent. L'extrait que nous en publions ici fera comprendre au lecteur qu'elles étaient singulièrement inactuelles, il y a vingt ans, au moment où tant de catholiques se fourvoyèrent dans des mouvements dits sociaux qui n'étaient que des entreprises libérales ou démocratiques, ou des œuvres de soutien pour le capitalisme menacé par les revendications ouvrières, ou encore de simples combinaisons mondaines inventées pour faciliter quelques mariages difficiles ou pour conduire quelques hommes « sociaux » à l'Académie des Sciences morales et politiques. Ce monde devait faire le silence sur ces fortes *Réflexions*, et il l'a fait. Ajoutons que l'on n'a guère parlé de l'édition qui en a été faite il y a quelques mois. Nous prions nos amis d'y chercher d'abord un enseignement, comme nous l'avons fait nous-même, puis de leur faire une fortune et de les publier partout où les erreurs sociales corrompent la vie chrétienne, ou simplement la vie sociale. Il faut répandre ce précieux petit livre où un théologien dont l'autorité est incontestable a découvert la stérilité des œuvres sociales dites catholiques.

Nous n'entreprendrons pas d'en faire ici un résumé impossible; mais nous en dirons le principe essentiel : La vie humaine est soutenue dans toutes ses manifestations par des formations sociales, par de véritables sociétés : famille, groupement de familles dans la paroisse, associations professionnelles, nations. C'est dans ces groupements sociaux naturels que les individus doivent se former et

1. A reculer. *Réflexions d'un ami*, publiées par E. du Passage (4^e édition, revue, augmentée et corrigée). Rome, librairie Pustet; Lille, librairie Ghard; Paris, librairie Lethielleux. Un vol. in-16 de 116 pages, 1 franc. — On a joint malheureusement à cette nouvelle édition une préface d'Henri Baire qui était au moins inutile.

entretenir leur vie temporelle et spirituelle. L'erreur, la grande erreur des œuvres sociales, qui trouvaient les individus mal soutenus par des groupements mi-détruits, a été de vouloir se substituer aux personnes sociales, et de chercher à sauver les individus et non les personnes sociales responsables de leur salut social et religieux. La plus importante de ces personnes sociales, la famille, a été ainsi désorganisée par de bonnes âmes qui voulaient sauver ses membres individuellement. On a marché à reculons.

On pourrait se demander si cet individualisme des œuvres n'a pas été parfois volontaire. La famille qui a été le plus désorganisée, c'est la famille ouvrière. Certaines bonnes âmes qui voulaient sauver individuellement ses membres en plaçant l'enfant à la crèche, le jeune garçon à l'internat, la jeune fille au patronage, le mari à l'hôpital, le vieux père à la maison de retraite, n'obéissaient-elles pas, sans s'en rendre compte, aux suggestions de chefs d'industrie qui n'auraient pu, sans leur secours, faire accepter le régime industriel et les bas salaires par des paroisses composées de fortes familles chrétiennes? C'est une question que nous nous posons. Le lecteur y répondra après avoir lu les *Reflexions d'un ami*, dont nous publions ici quelques pages, choisies parmi celles où l'auteur a concentré ses critiques de fond :

L'IDÉE MÈRE DE NOS ŒUVRES. — Contentons-nous, si vous le voulez bien, d'étudier ce que nous avons essayé d'organiser au point de vue domestique. Quelle est, à ce point de vue, la conception qui a présidé à l'organisation de nos œuvres catholiques? Nous avons vu des individus se perdre; ce sont la plupart du temps de pauvres êtres, que la désorganisation sociale a jetés dans l'abandon et l'impuissance. Vite nous nous sommes dit: Sauvons ces malheureux. Et nous nous sommes mis à l'œuvre sans hésiter. Au tout petit bébé, que la famille ne peut pas nourrir, vite une crèche; au bambin, qu'elle ne peut pas garder, vite un asile; à l'enfant, qu'elle ne peut pas protéger, un patronage; à celui qu'elle ne sait pas élever, une école; à l'orphelin, à qui elle manque, un orphelinat; à la jeune fille, qu'elle ne sait pas former, un ouvroir; au jeune homme, qu'elle ne retient plus, un cercle; au malade, qu'elle ne soigne plus, un hôpital. Ce mouvement de pitié sur tant de misères a été superbe, il est digne de l'âme du christianisme. Mais ce mouvement s'est-il exercé d'une manière profitable à la société? Qu'avons-nous fait, trop souvent du moins? Deux choses. Premièrement, nous avons vu des individus à sauver, et nous avons voulu les sauver; tel a été notre but. Pour les sauver, nous nous sommes substitués aux personnes sociales, qui ne remplissent pas leur devoir, et nous nous sommes chargés de leur rôle. Telle a été notre méthode. But et méthode sont-ils sociaux? Le but n'a, par lui-même, rien de social; et la méthode arrive vite à être antisociale. Je m'explique.

Sauver les individus, les retirer ou les préserver du mal, les mettre ou les maintenir sur la voie du bien et de leur perfection, je l'ai déjà dit, est

une œuvre excellente. Je dis mieux : c'est l'œuvre par excellence ; puisque la société, en fait, n'est qu'un moyen divinement voulu pour le développement final de l'individu en vue de Dieu. C'est la personnalité individuelle de chacun qui doit être perfectionnée, afin de devenir membre du corps éternel des élus. Du mouvement universel des êtres, de l'action des hommes, de leur organisation et de leurs institutions, il ne demeure qu'un seul résultat éternel, la formation individuelle des hommes choisis de Dieu et leur adaptation finale dans le corps mystique du Christ. Puisqu'elle occupe une telle place dans l'économie de la vie humaine, la sanctification individuelle est bien véritablement une œuvre excellente. Mais enfin, dans l'ordre providentiellement établi par le Createur, ce bien doit être produit par l'organisme qui s'appelle la société. Cette œuvre doit donc être sociale.

Mais cette œuvre excellente ne devient sociale que lorsque les individus seront été façonnés, formés et adaptés à leur rôle social, lorsque ces pierres auront été arrangées en édifice. L'avons-nous fait ? Hélas !... — Quel est l'édifice fondamental de toute société ? — La famille. — L'avons-nous reconstruite ? Il y a dans notre méthode d'œuvres quelque chose qui lui a fait grandement tort, et c'est pour cela que notre méthode est par certains côtés antisociale. *Qui ne voit qu'en nous substituant aux personnes responsables, en assumant leur rôle, nous les avons encouragées à se décharger de plus en plus de leur responsabilité, et qu'ainsi nous avons aggravé le mal ? Qui ne voit qu'en séparant les membres de la famille dans des œuvres différentes, destinées à la remplacer, nous avons porté les derniers coups à l'arche sainte et parachevé sa dissociation ?*

Notes, je vous prie, que je ne parle en ce moment que des œuvres concernant la famille, et point du tout de la multitude des œuvres de religion, d'instruction, de défense sociale, politique ou économique, etc. ; je ne puis pas embrasser tant de choses à la fois. Ce serait jeter par trop de confusion dans votre esprit que de vouloir analyser d'un seul coup d'œil notre situation sous toutes ses faces. Bornons-nous, afin d'être plus sûrs d'y voir clair. Et, dans nos œuvres familiales, je cherche à vous signaler un vice antifamilial, sans prétendre vous dire dans quelle mesure il s'est infiltré en chacune, ni quel nombre d'œuvres il a envahi. Je ne prétends point établir une statistique, mais affirmer des principes. Il y a des œuvres en qui le mal a fort peu pénétré, d'autres dans lesquelles il s'est insinué plus avant ; mon plus ardent désir est qu'elles s'en guérissent.

Dieu veut sauver les individus, mais il le veut par la société ; car la société est le moyen de perfectionnement providentiel pour l'individu. Ce perfectionnement, la société l'opère par les personnes sociales. En dehors de là, rien de vital ne se fait. Nous avons voulu sauver des individus, mais nous ne l'avons pas fait par le moyen des personnes sociales. En avons-nous sauvé beaucoup ? De cette immense multitude d'individus qui passent dans nos œuvres, combien en préservons-nous ? Combien persévèrent ? Il faut l'avouer, le succès est une exception. Et si quelques individus font honneur au dévouement dont ils sont l'objet, où sont les institutions vraiment sociales que nous avons préparées ? De toutes nos œuvres, si nombreuses et si coûteuses, combien y en a-t-il qui soient des fondations d'avenir ? Ce que l'on a cherché dans la plupart, ne sont-ce pas des palliatifs ? Palliatifs trompeurs, hélas ! qui peuvent corriger momentanément certains effets de la maladie, mais qui ne laissent subsister la cause, quelquefois en l'aggravant.

— Mais il faut aller au plus pressé, me dites-vous ; en face de misères si criantes, on n'a pas le temps de calculer : il faut agir sans délai. — Le fait est que notre siècle est toujours pressé ; c'est un siècle de hâte et d'agitation. Comme dans les rejoissances des sauvages, tout le monde est entraîné dans la danse vertigineuse. Le mal de l'empressement est contagieux.

Allons au plus presse, puisque vous le voulez. Mais entendons-nous ; qu'est-ce qui est le plus pressé ? — C'est de sauver ces pauvres malheureux. — Je ne suis pas de votre avis. Entre la société malade et les individus malades, il me semble que le plus pressé, c'est de sauver la société. Peut-être, au premier abord, aurons-nous l'air d'arrêter moins d'individus sur la pente du mal, peut-être y en aura-t-il plus de perdus au premier moment ; mais, à la fin, la guérison de la société guérira les masses, tandis que les remèdes, administrés aux individus inorganisés, n'empêcheront pas les masses de se corrompre, et les individus à sauver nous déborderont de toutes parts.

C'est encore un effet des idées révolutionnaires, qui ont pénétré partout, de nous faire voir uniquement l'individu qui se perd, et de nous faire oublier la société qui se meurt : ou plutôt de nous donner cette illusion, que la société sera reconstruite par les individus sans les institutions. Le plus pressé, c'est de refaire les institutions sociales, et, la première de toutes, c'est la famille. Il faut avant tout refaire des familles. Le grand tort, le péché originel de beaucoup de nos œuvres, c'est d'avoir trop vu le mal de l'individu, de n'avoir pas assez compris le mal de l'organisme social, et d'avoir cru qu'en nous substituant aux personnes sociales peu instruites, peu soucieuses ou peu libres de leurs devoirs, nous reconstruirions la société. C'est cette substitution qui est notre crime.

On ne change pas impunément les bases naturelles données par Dieu à un tel édifice. Toute la science de l'homme n'arrivera jamais qu'à de l'artificiel ; et, loin de remplacer le naturel, l'artificiel le détruira. Il ne faut pas vouloir construire autrement que Dieu. Une construction, où les combinaisons humaines se substituent aux institutions divines, est ruineuse par la base. Donc, c'est pour avoir voulu substituer nos combinaisons au plan de Dieu, que nous sommes d'une faiblesse irrémédiable, que nos œuvres sont sans vie, nos constructions sans solidité, nos institutions sans avenir. Si Dieu ne bâtit la maison, c'est fort inutilement que travaillent ceux qui veulent l'élever. Si Dieu ne garde la cité, c'est très vainement que veille celui qui la garde¹.

Revenons enfin au plan de Dieu. — Comment ? — Établissons tout d'abord en principe, qu'il ne faut jamais se substituer aux personnes sociales, parce que c'est renverser l'ordre de Dieu. — Que faut-il faire alors ? — Je l'ai dit, mais je le répète : il faut apprendre leur responsabilité à ceux qui ne la savent pas ; la faire reprendre à ceux qui la négligent ; donner, à ceux qui ne les ont pas, les moyens dont ils manquent. Voilà le vrai et l'unique vrai programme de toute œuvre sociale.

Oui, créons des œuvres qui soient l'extension et le complément de la famille, qui lui viennent en aide, qui la fortifient, qui la développent, qui la consolident dans son organisation vitale et dans son fonctionnement normal.

1. Nisi Dominus ædificaverit domum, in vanum laboraverunt qui ædificant eam. Nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam (Psa. cxxvi, 1).

Œuvres de toute nature, d'instruction, d'encouragement et d'assistance, œuvres professionnelles surtout : si nous savons les organiser de façon à encadrer et prolonger vigoureusement la famille, notre travail préparera un avenir fécond.

Quand cela est fait, s'il reste de pauvres individus, qu'il soit absolument impossible de confier aux soins des personnes sociales, et j'avoue sans peine qu'il en restera toujours ; créons alors, comme de tristes nécessités, et en aussi petit nombre que possible, des œuvres hors cadre, pour assumer sur elles les responsabilités, qui ne pouvant être supportées par les personnes naturelles. Vous avez compris ce principe. Il faut tout faire pour amener ceux à qui Dieu a confié la responsabilité, à la remplir selon les desseins de Dieu. Lorsque tous les moyens dans ce sens ont été épuisés, alors, mais alors seulement, ceux à qui la mort ou d'autres accidents ont ravi tout appui social naturel, peuvent et doivent être confiés à des institutions conventionnelles, assumant sur elles la responsabilité que personne n'est en mesure de supporter. Les œuvres qui se substituent aux personnes naturellement responsables, sont donc, dans une organisation vraie et bien comprise, des exceptions, qu'il faut souhaiter le plus rares possible : car leur multiplication indiquera toujours une recrudescence du mal social.

Au lieu d'en faire l'exception, nous en avons trop fait la règle. Je voudrais pouvoir répéter cela mille fois et sous toutes les formes, afin de me faire mieux comprendre, parce que je suis convaincu que c'est là notre mal le plus profond. Ce n'est pas ici, en effet, le mal conscient des méchants, c'est le mal inconscient des bons ; c'est le mal des bonnes œuvres.

Voilà les principes de la critique faite par l'auteur des *Réflexions*. Mais il faut lire le volume même pour suivre dans le détail des œuvres cette critique inspirée par le souci d'une vérité et d'un ordre éternels. Il faut suivre l'auteur dans son analyse des principales œuvres dites sociales : crèche, asile, école, orphelinat, syndicat, hôpital, asile de vieillards. Ceux de nos amis qui ont le profond souci de faire concorder leur vie sociale et politique avec l'ordre social chrétien trouveront là une règle sûre. Ceux qui n'appartiennent pas à l'Église, mais qui s'inspirent de l'esprit proudhonien, seront saisis par la profonde volonté catholique qui s'y exprime, volonté à laquelle l'incroyant franc-comtois se fût associé, non dans son principe spirituel, auquel il avait cessé d'adhérer, mais dans son principe social qui consolidait l'institution chrétienne qu'il aimait de tout son être : la Famille.

Mais, dira l'opportuniste, la thèse des *Réflexions* est absolue. C'est l'œuvre d'un théologien qui vit loin du siècle et qui ne tient pas compte des nécessités où sont placés les hommes qui veulent agir dans un monde où mille nuances doivent adoucir la rigueur des vérités éternelles. Que l'opportuniste se rassure. Ce théologien ne néglige aucun des moyens par lesquels on doit faire appliquer les principes par ceux-là mêmes qui les ont oubliés et que le rappel à

l'ordre fondamental pourrait troubler. Au surplus, veut-on sur cette grave question l'avis d'un homme d'expérience ? Voici : l'hiver dernier, un membre du Cercle fit connaître aux Lyonnais, au cours d'une conférence, les thèses de l'auteur des *Réflexions*. Il y ajouta ses observations personnelles. Il reçut peu après une éclatante confirmation qu'apporta un éminent prêtre lyonnais, l'abbé F. Charavay, aumônier du Patronage de Notre-Dame de la Guillotière, qui vit au cœur des œuvres et qui a fait de l'une d'elles une des plus fortes œuvres françaises. En mars dernier, l'abbé Charavay faisait à Lyon une conférence admirable qui, au point de vue religieux, venait compléter la précédente, faite au point de vue politique. C'est dans cette conférence, qu'a publiée depuis la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, que nous avons trouvé deux pages admirables qui constituent pour la thèse de l'auteur des *Réflexions* la confirmation actuelle de l'expérience :

Nous voulons, écrit l'abbé Charavay, nous voulons refaire une France chrétienne. Je dis refaire, je ne dis pas remplacer, quoique cependant ce soit quelquefois et exceptionnellement un mal nécessaire. Mais rien ne serait plus funeste que de se pencher vers les enfants du peuple et de dire : « Je vais sauver ces enfants que la famille ne sauve pas », sans autre préoccupation. Non, il faut respecter l'ordre établi par Dieu. C'est dans la famille, c'est par elle que l'individu doit atteindre sa fin, ne l'oublions pas. Il faut donc faire des œuvres : elles étaient nécessaires autrefois pour aider la famille ; elles le sont plus encore maintenant, puisque la famille ne remplit plus son rôle. Mais elles doivent travailler, non seulement à sauver les enfants, mais aussi à rendre au père, à la mère, la connaissance de leurs devoirs et de leurs responsabilités ; elles doivent s'efforcer de faire, des enfants qui les fréquentent, des pères et des mères qui aient cette connaissance et qui soient capables de remplir leur mission. Pour tout dire d'un mot, elles doivent travailler à se rendre utiles, et être disposées à fermer leurs portes, lorsque, ayant refait des familles chrétiennes, personne n'aura plus besoin de leurs services. Autrement, nos œuvres manquent le but que Dieu leur propose ; elles n'exécutent pas le plan divin ; elles se trompent. Elles pourront peut-être sauver quelques individus, mais cela n'est rien si nous ne refaisons pas une société capable de les sauver par elle-même, c'est-à-dire des familles chrétiennes.

N'avons-nous pas ici un *mea culpa* à faire ? Il est expédient de se faire des compliments, car cela encourage, mais il est utile de se dire la vérité. Trop souvent, peut-être, ce sont des principes individualistes qui nous ont guidés dans nos œuvres. Voyant surtout des individus à sauver, nous n'avons pas assez vu les familles à refaire. Un court examen de conscience est ici nécessaire. Faisons-le sincèrement.

Nos adversaires multiplient leurs efforts pour désorganiser la famille ; leurs œuvres tendent toutes à ce but. Ils sont dans leur rôle et ne font qu'appliquer leurs principes. Mais ne pouvons-nous pas nous reprocher d'avoir répondu à ces efforts par des efforts dans le même sens ? Oh ! nous

avons eu des excuses : l'ardeur de la lutte ! la crainte de voir nos œuvres désertées, que sais-je ? Les exemples de cette méthode sont nombreux et je n'ai que l'embarras du choix :

Les œuvres de nos adversaires sont gratuites. Leurs écoles, leurs patronages déchargent les parents de toute coopération pécuniaire, les empêchent par conséquent de participer à ces œuvres dont leurs enfants sont bénéficiaires, les mettent de côté sous couleur de charité, ou plutôt, de solidarité. — N'avons-nous pas, nous aussi, en réponse, ouvert des écoles gratuites, organisé des Patronages, des Colonies de vacances gratuites ? Nous avons cherché beaucoup d'argent pour éviter aux parents de nous en donner et pour lutter avec avantage sur le terrain de la gratuité. Ah ! la gratuité, quel puissant et triste moyen pour rendre les parents exploités, les empêcher de remplir leur rôle en les déchargeant de leurs enfants !

Les œuvres de nos adversaires sont toutes organisées en vue de satisfaire le désir de jouir. Ce ne sont que sorties, réceptions, fêtes de toutes sortes. La vie de ces œuvres est toute factice : point de traditions, point de vie familiale, intime et sérieuse. Là encore, n'avons-nous pas répondu par un effort semblable ? Faire plaisir aux enfants, aux jeunes gens, les distraire, les amuser plus que dans l'œuvre concurrente, leur donner tous les plaisirs qu'ils demandent et qu'on leur donne à côté, afin de les garder, n'est-ce pas une partie de notre programme ? Programme qui n'est pas avoué, qui n'est pas imprimé, qui n'en est pas moins réel. La vie de l'œuvre se passe à peu près complètement à préparer des fêtes, des concours ou des matches, et une fois faite, à vivre de leur souvenir, à en préparer d'autres. Cette méthode, car c'en est une dans certaines œuvres, ne donne aux jeunes gens ni abnégation, ni esprit de sacrifice : elle les dégoûte de la vie simple et modeste et les pousse, au nom de la religion, dans le tourbillon qui entraîne tout le monde au plaisir.

... Regardez ce jeune homme de Patronage. Il est chrétien, juste assez pour ne pas se faire renvoyer d'une œuvre où l'on n'exige cependant que le strict nécessaire. Écoutez ses conversations : ce sont celles de ses camarades de bureau ; elles vous feront rougir. L'abnégation, l'esprit de sacrifice lui sont inconnus. Ah ! pardon, il remplira volontiers une fonction honorifique dans l'œuvre, pourvu qu'on lui fasse un petit piédestal. Du courage pour défendre sa foi, pour se ranger aux côtés de ceux qui luttent, par leur exemple et leurs actes, pour les droits de Dieu et de l'Eglise, il n'en a pas. Il n'y a du reste jamais songé. Mais c'est un habitué du café voisin de l'œuvre et il vient régulièrement y terminer la partie de billard commencée au Cercle. C'est, du reste, un très bon acteur qui a obtenu un succès de fou rire dans la dernière comédie où il a accepté un rôle, par dévouement, a dit le compte rendu. S'il ne brille pas sur la scène, il est un des meilleurs joueurs de football et son nom paraît dans les journaux. Peut-être même est-il champion en gymnastique, très fier de ses biceps et de son agilité ; en ce cas, sa vulgarité sera plus accusée encore. Ses camarades l'admirent, les plus jeunes surtout, et cherchent à lui ressembler. Et cependant, lorsqu'il a fait sa première communion, c'était un bon enfant, bien disposé. Aujourd'hui, il n'a point de valeur, car il n'a point de vie chrétienne. S'il n'est pas déjà un scandale par sa conduite, il le sera bientôt. En tout cas, il ne peut fonder plus tard qu'une triste famille. L'œuvre ne lui a pas fait de bien ; elle lui a fait du mal !

Me suis-je trompé ? Dans ce portrait, peu flatté, je l'avoue, ne reconnaissons-nous pas des jeunes gens de nos Patronages ? Et comprenons-nous maintenant, comment nos œuvres, tout en leur accolant l'épithète de catholiques, peuvent aider nos adversaires dans leurs efforts de désorganisation de la famille et de la société ?

Alors, il ne faut pas faire d'œuvres ? Si, il faut en faire, le plus possible. Mais toute œuvre qui veut vraiment faire du bien doit avoir un double but.

- 1° *Aider la famille et non pas la remplacer ;*
- 2° *Elever l'enfant et le jeune homme en vue de son rôle futur de père de famille.*

Voilà la vérité élémentaire qui a été trop souvent oubliée et qu'il nous faut rappeler partout. Mais ajoutons que sa valeur sociale est subordonnée à la réalisation d'une autre vérité, à laquelle souscrivent aujourd'hui tous les membres du Cercle :

Il ne pourra être rien fait pour la vie de la famille chrétienne, de la famille française, tant que n'auront pas été détruites les institutions démocratiques, qui sont toutes dirigées contre la famille même. Pour faire ou refaire des familles françaises, des familles chrétiennes, il faut leur rendre d'abord le chef de la Famille qui leur a permis de se former et de durer pendant dix siècles ; il faut rendre au pays la Famille de France, afin que l'ordre familial se retrouve dans l'ordre national, où le Roi est à la tête de la nation comme le Père est à la tête de la Famille.

G. V.

LA DIRECTION DE L'ŒUVRE PROUDHONNIENNE ET LE CAS HALÉVY

*Un article de M. Daniel Halévy. — Une lettre de M. Georges Sorel.
— M. Daniel Halévy et Dreyfus.*

Nos lecteurs connaissent par les résumés que nous en avons donnés les discussions passionnées qu'a provoquées la fondation du Cercle Proudhon. Ils se rappellent les cris d'horreur et les protestations indignées qui nous vinrent de quelques socialistes et de syndicalistes de bibliothèque, qui nous accusaient de profaner la mémoire de Proudhon. Nous avons reproduit quelques-unes de ces gracieuses sottises, afin d'apporter un peu de gaieté dans un recueil dont le ton est sévère, et surtout pour montrer combien nous avons raison en affirmant que la partie saine, organisatrice, du socialisme français au XIX^e siècle est issue de la tradition classique française et doit y retourner. L'œuvre de Proudhon en porte témoignage, et c'est par elle que nous entreprenons de raccorder en nous et autour de nous deux traditions disjointes pendant un siècle. Nos adversaires ne se souciaient que de conserver le nom de Proudhon dans leur pandémonium, et étouffaient systématiquement son œuvre. Leur colère devant notre fondation est venue de ce que nous rappelions l'attention des Français sur l'œuvre proudhonienne : la confiscation de Proudhon était ainsi rendue impossible ; par nous la France reprenait Proudhon à l'Internationale judéo-maçonnique.

La discussion est maintenant close. La publication faite par Henri Lagrange ¹ des grandes pages de critique littéraire où Proudhon dénonça la décomposition romantique a définitivement réduit au silence les fossoyeurs de l'œuvre proudhonienne. Devant cette résurrection authentique du rude écrivain franc-comtois, faite par les soins de notre ami, il fallut avouer que Proudhon appartenait bien par sa chair, son sang et son esprit, à la vieille France. On n'osera plus désormais le représenter sous une défroque anarchiste ; on essaiera seulement d'utiliser contre nous ses contradictions. Ici encore, c'est nous qui aurons raison. Quelle est la direction de l'œuvre prou-

1. P.-J. PROUDHON, *Les Femmelins*. Les grandes figures romantiques : J.-J. Rousseau, Béranger, Lamartine, M^{me} Roland, M^{me} de Staël, M^{me} Necker de Saussure, George Sand.

Un vol. in-16 de la Collection du Cercle Proudhon. Nouvelle Librairie nationale (108 p.), 1 fr.

dhonienne, au milieu des contradictions qu'elle contient? Nous avons affirmé, nous avons démontré que cette direction est classique et traditionnelle. Il n'a été rien opposé de sérieux à nos démonstrations. Ici également, la discussion est terminée. C'est bien vous, nationalistes et syndicalistes, qui sommes qualifiés pour continuer l'œuvre proudhonienne et lui donner les conclusions actuelles que sa direction commande. Le débat est clos, à la confusion des politiciens et des sociologues de la démocratie.

Il est inutile désormais de rechercher de nouveaux textes proudhoniens qui ajouteraient mille preuves à celles que nous avons déjà fournies. Répétons que nous n'avons jamais eu l'absurde propos de faire de l'exégèse proudhonienne, ni d'interpréter les œuvres de l'écrivain bisontin dans un sens qui servit nos volontés politiques et sociales. C'est par notre œuvre propre que nous prouverons que les deux tendances qu'a déposées en nous le XIX^e siècle, et qui nous portent l'une vers l'autorité, l'autre vers la liberté, représentent les deux forces qui, lorsqu'elles se connaissent et se respectent l'une l'autre, assurent, par leurs mouvements, la fortune de l'État et la prospérité des citoyens.

Nous l'avons dit : fierté républicaine et loyalisme monarchique. Ne sont-ce point là vertus proudhoniennes, ou, pour mieux dire : vertus françaises? En doutez-vous encore, Messieurs de la démocratie? Lisez donc les pages qu'a écrites là-dessus, il y a quelques mois, un de vos amis, M. Daniel Halévy. Il ne nous déplaît pas de verser à notre dossier cette confirmation inattendue de notre thèse; mais nous la placerons en dehors des pièces du débat, aux annexes, car, quelle que soit son importance, aussi précieuses que soient pour nous ses nobles conclusions, quelle que soit notre sincère estime pour les belles qualités morales de l'auteur et pour sa loyauté intellectuelle, nous ne pouvons pas oublier que M. Daniel Halévy appartient par ses origines à un État que nous combattons, l'État juif, et par son histoire personnelle au dreyfusisme, qu'il ne paraît pas avoir quitté. Nous dirons tout à l'heure pourquoi nous faisons ces réserves. Plaçons d'abord sous les yeux du lecteur la belle étude de M. Halévy, qui a paru au *Journal des Débats* les 2-3 janvier 1913 :

Dénonciateur, et glorificateur de la propriété; maître, et diffamateur du socialisme; magnifiquement homme du peuple, dévoué au peuple, et anti-démocrate si rude que la démocratie murmure encore de ses coups : tel est Proudhon, tel il paraît du moins, au premier abord une énigme.

Qu'est-ce donc? « un sophiste », disaient ses ennemis; et ceux qui l'appréciaient : « Non, c'est un brave homme qui pense par boutades. » Ils se

trompaient tous. Sophismes et boutades n'amuse pas longtemps, et l'œuvre de Proudhon, après soixante années, ne cesse de captiver, d'instruire. Nos jeunes gens, là-dessus d'accord, modérés de droite ou de gauche, syndicalistes ou monarchistes, le nomment parmi leurs maîtres et veulent de lui conseil. Assurément une force spirituelle, une source est là, ouverte au plus profond du vieux génie français. Mais l'énigme n'est pas éclaircie : cette source vive et bouillonnante, quel sera le sens de son cours ?

Nombreux sont les commentaires : Voici, de M. Berthod, *P.-J. Proudhon et la Propriété* ; de M. Bouglé, *la Sociologie de Proudhon* ; voici, sur ce livre même, une discussion de la *Société de Philosophie* ; voici une publication périodique, toute consacrée à l'élucidation, à l'élaboration des influences proudhoniennes : *les Cahiers du Cercle Proudhon* ; voici enfin un recueil de lettres inédites, que publie M. E. Droz.

Prenons ce recueil en main ; mettons-nous devant l'homme. Son portrait d'abord ; elle est belle et peu connue, cette photographie ; elle date de l'été 1864 ; en l'année 1865, Proudhon mourait. Regardons-le, marqué par l'âge et les travaux ; son large et haut visage nous fait face, ses bras croisés, soutenant le corps qui s'affaisse, reposent sur le dossier de la chaise qu'il enfourche. Pourtant l'œil est vif, la tête droite. Proudhon n'est pas vieux ; il a cinquante-cinq ans — cinquante à peine, dirions-nous, n'était cet air de grave bonté qui n'apparaît guère sur les visages des jeunes hommes, n'était aussi cette expression non pas lasse, mais éprouvée, qu'ont faite les ans sévères. Droiture, calme, équité, noblesse, voilà l'homme. Nous le voyons, et c'est le plus sûr pour juger.

Après le portrait, les lettres : certaines tout à fait inédites ; ce ne sont pas les plus curieuses. Les autres, simples fragments dont la valeur est grande. M. Droz a pu rectifier, compléter certains textes qui figurent dans la *Correspondance*, mais émondés, adoucis, diminués du plus mordant. Voici le Proudhon irrité, impatient de ses contemporains. Il attrape, il happe au passage les plus vénérés, les plus grands. C'est une vraie impatience. Il déteste les romantiques : « Est-ce que votre ami Ulbach n'a pas honte de prôner comme il fait les *Misérables* ? écrit-il. J'ai lu cela. C'est d'un bout à l'autre faux, outré, illogique, dénué de vraisemblance, dépourvu de sensibilité et de vrai sens moral ; des vulgarités, des turpitudes, des balourdises, sur lesquelles l'auteur a étendu un style pourpre ; au total, un empoisonnement pour le public. Ces réclames monstres me donnent de la colère, et j'ai presque envie de me faire critique ». Pas plus qu'Hugo, Mme Sand n'est épargnée. Proudhon déteste son divergondage sentimental : « George Sand à elle seule a fait plus de mal aux mœurs de notre pays que toute la bohème... S'il y a un grand coupable, c'est cette femme-là. »

Proudhon lui-même, lassé de ses colères, se cherchait parfois des amis. Il lui arrivait alors de sympathiser avec des esprits mesurés, modérés : il les préférait aux déclamateurs, aux jacobins. Il lisait le *Courrier du Dimanche* et s'intéressait aux articles de Paradol. Ces indulgences étaient courtes : tous les compagnonnages l'irritaient, chacun de ses contemporains était un ennemi pour lui. Voici Renan : Proudhon n'aime pas, il condamne ce lai que ambigu, prêtre apostat, blasphémateur poli. Voici Taine, About, Paradol : ces jeunes gens écrivent bien, pensent juste ; mais quoi ! la justesse n'est méritoire que si elle contrôle, domine une nature passionnée. Or, ce qui manque à ces jeunes gens, à ces grands génies de l'Ecole normale, c'est la passion. Proudhon, homme du peuple, homme de foi, les dénonce : «... Tous sont de

même étoffe, et l'ensemble est pédantesque et affadissant. Nous avons eu les avocats; nous aurons les cuistres... Quand je rêve à toutes ces choses, il me semble assister à un travail de décomposition, et, par moments, je regrette de n'être pas Autrichien ou Russe. Là, au moins, dans ces pays où l'on marche, je me sentais vivre... *Alerte! et ne vous laissez pas aborder.* Voilà pour les « normaliens »; et les Juifs ont leur tour: « Le Juif et l'Anglais sont les maîtres en France, écrit-il. Qui s'en emeut? Personne. Si un homme avise osait dire un mot contre les Juifs, on crierait que c'est un attardé du Moyen Âge, un vieux superstitieux. »

Alerte! et ne vous laissez pas aborder... cri de marcheur et de soldat, cri de Proudhon. Compagnon populaire portant la canne et les couleurs, il combat et traversa son siècle. Ses colères ne sont pas vaines, ni ses impatiences maniaques. Il défend, c'est son premier devoir, le génie secret qui l'anime. Il frappe les gêneurs et maintient autour de lui, par ses polémiques, un peu d'espace et d'air pur. Communistes, étatistes: vilains mots et plates gens, comme il les hait! Spéculateurs, individualistes: mauvaises gens, comme il les méprise! Ce n'est pas la spéculation, c'est le travail qu'il veut enseigner. Ce n'est pas l'État, c'est le groupe vivant, famille ou patrie, qu'il veut recommander aux hommes. Mais les bureaucrates sont les maîtres, et toute l'Europe se plie aux règlements des administrations. Dignité, fidélité, voilà les vertus qu'il aime, et il ne voit autour de lui que des orgueils et des rébellions. Qui l'écouterait? Qui l'aidera à formuler ses dernières pensées?

Proudhon, génie éminemment créateur, aurait eu besoin du vaste savoir et des méditations prolongées dont un Auguste Comte, par exemple, sut disposer. Or, les circonstances de sa vie l'en privèrent. Typographe, prote, comptable ou commis, il fit seul, hâtivement et mal, ses études supérieures; il apprit comme il put l'économie politique, la métaphysique; il crut posséder, dépasser des philosophies à peine entrevues: de là un fatras dialectique dont il faut d'abord débarrasser son œuvre. Et par surcroît cet autodidacte était impatient. Il ressentait les sévérités sociales dont il souffrait; il voulait au plus tôt les combattre, et, se jetant dans les bagarres, il détruisait le calme indispensable à la pensée: de là un fatras politique et polémique dont il faut, pour trouver le fond, se débarrasser encore.

Un homme a grand-peine à dire sa pensée quand il n'est pas soutenu par la collaboration de son temps. Tel était bien le cas de Proudhon. Il était seul, et au lieu d'accepter sa solitude, il se cherchait, il s'imaginait des alliances qui l'égaraient dans des impasses.

Il était peuple, certes! Il croyait à l'éminente dignité du travailleur, à la plénitude des plus humbles vies; il voulait un ordre social où l'homme probe, chef de famille, gagnant sa vie avec ses bras, n'eût à s'incliner devant qui que ce fût. — Et parce que cet idéal était en lui, il formait alliance avec ces partis démocrates, partis de foule et de plèbe, non de peuple; partis où les rheteurs sentimentaux l'emportent sur les hommes de la pratique et du droit; partis qui travaillent à la destruction des familles par l'émancipation des femmes, à l'humiliation du travailleur par l'exaltation de l'intellectuel, à la diminution de l'individu par la soumission aux bureaucraties. Sans doute: Proudhon, allié pour l'action, entendait rester autonome pour la pensée. Mais il avait beau faire et parler net, le public ne fait pas ces distinctions-là. Proudhon marchait avec les démocrates contre la bourgeoisie, contre l'église, il était donc un démocrate; et si d'aventure il réussissait à faire

entendre, par quelque éclatante saillie, son invariable pensée : « Comme il est paradoxal, disait-on, comme il se contredit ! »

Tout le monde ne s'y trompait pas : ni un Montalembert, qui citait volontiers Proudhon ; ni un Veuillot, qui ne l'attaqua jamais ; ni un Paradol, qui se tenait pour un maître ; ni tels autres fins lecteurs, « libéristes » solitaires, amis de la bonne prose et des saines pensées. Et par ailleurs, il est remarquable que la plupart de ceux qui se sont formés en lisant Proudhon, d'abord ont milité avec les socialistes puis se sont séparés d'eux, et ont vécu solitaires, parfois en bons rapports avec la droite, même extrême. Je pense à Louis Ménard, qui défendit dans le journal de Proudhon, en 1849, les insurgés de Juin 1848 : nous l'avons connu un étrange vieillard, polytechniste, pratiquant le culte des morts, nationaliste municipal et Parisien exclusif, comme Aristophane était Athénien. Je pense au brave Pierre Denis, vrai type du militant français, éloquent, indifférent à tout, hormis ses idées et ses maîtres : le 18 mars 1871, il écrivit sur un coin de table le manifeste fédéraliste de la Commune de Paris, et il fut, en 1890, le dernier secrétaire du général Boulanger, le plus obstiné des fidèles ; il écrivit ensuite à la *Cocarde*, avec Barres et Maurras ; nous l'avons connu sur ses vieux jours : il mourut seul, pauvre et joyeux. Avait-il jamais changé d'avis ? Ce n'est pas sûr. Il avait toujours été fédéraliste et patriote, ennemi des pouvoirs bureaucratiques, des souverainetés majoritaires. Et je pense à Georges Sorel, parmi nous le renouvateur du proudhonisme ; il donna, voici dix ou quinze ans, en une brochure et un livre, tous ses principes au syndicalisme révolutionnaire, il les donna, mais ne se donna pas, et, présentement, il travaille seul, entouré de quelques jeunes gens, auxquels il enseigne inlassablement le mépris et la haine des dégénérescences démocratiques.

Voilà bien des signes, et tous les éléments d'une tradition silencieuse, ignorée. Mais quand le public a classé un auteur, il le laisse longtemps où il l'a mis d'abord. Proudhon reste malgré tout, par devant l'opinion, un socialiste, un démocrate, un « homme de 1848 ». Les choses vont changer peut-être : il y a crise et guerre ouverte à l'intérieur du proudhonisme.

A qui Proudhon ? Les proudhoniens antidémocrates, syndicalistes ou monarchistes, s'organisent pour la première fois et réclament leur maître. Les démocrates ne veulent pas lâcher prise, ils trouvent scandaleuse la réclamation. En vérité, ils n'ont nul droit à s'étonner s'ils se trouvent scandalisés par ces nouveaux disciples d'un maître qui les scandalisa lui-même et si souvent. Que leur mine était piteuse quand Proudhon glorifiait la guerre ; quand il déclarait sans façon que mieux valait pour l'Europe et pour nous l'Italie fédérale et le Pape dans Rome ; et quand il refusait de s'enthousiasmer pour la croisade des Américains du Nord, libérateurs des esclaves du Sud. C'étaient des récriminations, des murmures, des atténuations. « Ne l'écoutez pas, disaient les disciples, il exagère : sa vraie pensée, nous la savons... » Ils se croyaient tranquilles depuis sa mort, et garantis contre les surprises. Ils se trompaient ; l'œuvre est vivante et par les lecteurs qu'elle trouve elle se défend d'eux.

Qui a raison ? Disons, c'est le plus simple, que Proudhon connaissait mieux que ses disciples sa pensée. Cherchons-la dans son œuvre tumultueuse, cherchons-la avec lui, comme lui. N'oublions pas qu'il commença d'écrire assez tard, vers trente ans : qu'il mourut assez jeune, à cinquante-six ans, qu'il travailla dans la contrainte et dans la hâte, perfectionnant sans cesse

ses pensées; donc, qu'il faut considérer surtout la direction de l'œuvre et son dernier état.

M. Berthod fait le contraire. S'il étudie la propriété dans Proudhon, il retient la première théorie, écrite en 1839, à trente ans, et qui est sensiblement socialiste. Mais il repousse la dernière théorie de la propriété, écrite en 1840, à cinquante ans, et qui affirme la nécessité, pour la sauvegarde du droit, des propriétés individuelles et familiales absolues en face de l'État absolu. Il préfère la première. « On peut regretter, écrit-il naïvement, que Proudhon ne s'y soit pas tenu. » Si M. Berthod veut nous donner une utilisation de certaines pensées de Proudhon, c'est parfait. S'il veut nous restituer la pensée même de Proudhon, c'est nul.

Quelle est donc la direction de l'œuvre? Écoutons M. Edouard Berthod : « Il est éclatant, écrit-il dans une récente étude, que plus la pensée proudhonienne s'approfondit elle-même et plus elle s'attache à mettre en relief le côté mystérieux et sublime des institutions humaines et le rôle du divin dans le monde ». Voilà la vraie méthode et, croyons-nous, la vraie détermination. Oui, Proudhon a d'abord été touché par l'optimisme et le rationalisme de son siècle; il en a partagé les espérances et, par là, s'est laissé mener fort près du socialisme et du démocratism. Mais il a rectifié ses vues, courageusement et à grand-peine; il a reconnu le caractère permanent, inéluctable des antagonismes qui traversent la vie des sociétés comme celle des individus. Et mieux que nul autre il a compris, fondé en droit, la guerre, la famille, la propriété.

La Guerre : elle constate la force du corps et de l'âme, la promptitude au sacrifice. C'est elle qui décide, et, lointaine ou proche, latente ou déclarée, juge en dernier ressort. *La Famille* : « Institution mystique, la plus étonnante de toutes... » La seule qui soit certaine, la seule que nous saisissons dans sa perfection : elle fixe les rangs, distribue les fonctions, elle donne l'exemple des mœurs. *La Propriété* : base matérielle des familles, elle les appuie contre les hasards, et figure leur éternité. — Telles sont les vérités fondamentales de Proudhon, tel est Proudhon. Nous avons fouillé, le voici : un homme des temps antiques.

Mais prenons garde : par la-même que nous le définissons ainsi, nous fixons l'étendue de ses pensées. Elles sont certaines. Proudhon avait l'âme grande, mais limitée, et ce n'était pas la moindre de ses forces. Il concevait une Société de chefs de familles, chefs de domaines ou d'ateliers et, à la rigueur, au-dessus d'eux, un chef suprême, dictateur ou roi, pour les mener aux guerres. C'est tout. Il n'entendait rien aux architectures sociales, il lui plaisait de n'y rien entendre, il les niait brutalement.

Les chercheurs que groupent les *Cahiers du Cercle Proudhon* se tromperaient donc s'ils pensaient tirer des œuvres de leur maître un système complet de restauration nationale, une théorie de l'État, de la monarchie héréditaire, de l'aristocratie et du peuple. Proudhon ne donnera jamais ces choses-là. Mais si tout leur dessein (et je l'entends ainsi) est de considérer d'abord, pour étudier les problèmes de l'heure, un type achevé du paysan, de l'artisan français, un héros de notre peuple, ils ne pouvaient mieux choisir : qu'ils lisent, qu'ils connaissent Proudhon.

L'homme moderne vaut si peu, disait Nietzsche, qu'il est indigne même de servir à la construction d'une société. Qu'il est peu moderne l'homme selon Proudhon, *homo proudhonianus* ! C'est l'homme de la vieille France; il a la bonhomie, la verve, la gravité aisée; il n'est pas rebelle, mais fier; pas

orgueilleux, mais digne; il est réfractaire aux décrets d'Etat, mais pliable aux nobles contraintes de la coutume, aux obligations du droit. Garantissons-lui sa terre et sa droiture, il travaillera, il servira, serviteur résistant et d'autant plus fidèle. Mais ne lui demandez pas de saluer trop bas : il casserait tout. Cette sorte d'homme se relie à travers les siècles aux traditions de la glorieuse humanité aryenne, laborieuse, justicière et guerrière, toujours chantante. Avec ses pareils, ses peres, Cyrus et Charlemagne fonderaient des empires, saint Louis et Henri IV un royaume.

Daniel HALÉVY.

Voilà, répétons-le, une confirmation de nos thèses venant du dehors. La valeur intellectuelle en est considérable. M. Georges Sorel en souligna immédiatement la portée par une lettre qu'il adressa à M. Édouard Berth, lettre dont le texte nous a été communiqué et que nous sommes très honorés de pouvoir publier aujourd'hui :

Mon cher Berth,

Le bel article publié par les *Débats* du 3 janvier 1913, « sur l'interprétation de Proudhon », renferme un alinéa sur lequel je voudrais appeler quelques instants votre attention : « Proudhon, écrit Daniel Halévy, avait l'âme haute, mais limitée ; et ce n'était pas la moindre de ses forces. Il concevait une société de chefs de familles, chefs de domaines ou d'ateliers, et, à la rigueur, au-dessus d'eux, un chef suprême, dictateur ou roi, pour la mener aux guerres. C'est tout. Il n'entendait rien aux architectures sociales, il lui plaisait de n'y rien entendre, il les niait brutalement. » Les personnes qui étudient Proudhon, comme vous le faites, avec un sentiment vraiment philosophique, apprécieront à leur juste valeur ces graves affirmations ; mais les gens médiocrement informés, qui dissertent aujourd'hui à tort et à travers sur Proudhon dans les feuilles démocratiques, ne se demanderont-ils pas si Daniel Halévy n'a pas voulu adresser un blâme discret à l'auteur de *La Guerre et la Paix* ? Peut-être même quelque sorbonnard, habitué aux bafouillages des sociologues, sera-t-il tenté de penser que Proudhon n'aurait pas eu assez de génie — s'il vivait encore parmi nous — pour admirer la délicieuse beauté des berquinades solidaristes que le gentil barbifère Léon Bourgeois raconte aux dames sensibles. Voici quelques réflexions que je vous soumetts à propos de cette négation des architectures sociales attribuée à Proudhon.

Si l'on a pu soutenir si souvent que l'œuvre de Proudhon est fragmentaire, limitée, contradictoire, c'est que ce grand maître a obéi (sans toujours se rendre parfaitement compte de sa méthode de travail) au principe que j'ai énoncé de la manière suivante dans les *Réflexions sur la violence* : « La philosophie sociale est obligée, pour suivre les phénomènes les plus considérables de l'histoire, de procéder à une *diremption*, d'examiner certaines parties sans tenir compte de tous les liens qui les rattachent à l'ensemble, de déterminer en quelque sorte leur genre d'activité en les poussant vers l'indépendance. Quand elle est arrivée ainsi à la connaissance la plus parfaite, elle ne peut plus essayer de reconstituer l'unité rompue (3^e édition, p. 407). » Je montrais dans ce livre que c'est par un tel procédé qu'a été

obtenue la théorie de l'homme abstrait qui a joué un si grand rôle dans l'histoire moderne des idées politiques et morales. Les théories économiques qui furent formulées au début du XIX^e siècle, en Angleterre et en France, sont fondées sur une *diremption* aussi extraordinaire que la précédente, car elles suppriment l'immense majorité des qualités que l'homme a acquises au cours des temps, pour ne plus voir en lui qu'un producteur-échangiste, entrant en concurrence avec une infinité d'êtres similaires.

Les réalités sociales ne se présentent point à nous sous des formes qui permettent de leur appliquer les procédés de notre logique. Dès que les juristes eurent commencé à ouvrir des écoles, ils durent pratiquer la méthode de la *diremption*, afin de pouvoir, dans leur enseignement, faire circuler sans entraves leur dialectique sur des systèmes artificiels, substitués aux données historiques. Proudhon, dont l'esprit fut toujours si dominé par des préoccupations juridiques, a montré beaucoup d'adresse, dans son livre des *Contradictions*, pour dégager certaines catégories économiques des liens qui les rattachaient à l'ensemble, leur donner une constitution capable de satisfaire les exigences d'un théoricien et leur permettre ainsi de s'étendre sans limites. Il ne faudrait pas cependant prendre à la lettre la phrase dans laquelle Daniel Halévy dit que Proudhon niait brutalement les architectures sociales; sans doute, il a parlé toujours avec un profond mépris des utopies qui enchantaient ses contemporains; mais il fut tourmenté, toute sa vie, par la question de savoir comment on pourrait, en vue de créer un ensemble réel, souder des constructions qui, formées d'éléments arrachés à la masse empirique, avaient été poussées par sa philosophie vers la plus complète indépendance. À l'origine, il crut que la solution de ce problème se trouvait dans les doctrines apportées en France par les hégéliens; plus tard, il esquisse une théorie de l'équilibre des forces économiques; nous devons examiner ses essais avec beaucoup d'indulgence, car c'est à peine si nous commençons à reconnaître les difficultés que présente l'application de la philosophie aux choses changeantes de l'histoire.

Proudhon a été bien des fois victime des illusions du socialisme. Les écrivains socialistes ont introduit la logique dans les discussions économiques avec l'intention de montrer ce qu'il faudrait faire disparaître pour obtenir enfin un monde vraiment humain, favorable à la vie des classes longtemps déshéritées et conforme à l'esprit scientifique de l'ère des lumières. Marx ne paraît pas avoir jamais compris que sa théorie du prolétariat était destinée à nous donner une idée claire de certaines luttes industrielles qui ont pris une importance capitale de nos jours; il était persuadé que l'avenir était condamné, par une loi mystérieuse de la fatalité, à détruire tout ce qui ne rentrait pas dans sa doctrine; en conséquence, il a cru (au moins durant la plus grande partie de sa vie) que la patrie et la famille s'évanouiraient avec les préjugés bourgeois. Proudhon a espéré fournir à ses contemporains le modèle d'un régime juridique satisfaisant en combinant, d'après un certain principe d'ordre, les catégories économiques rationalisées par la critique; les illusions, qui ont parfois troublé son jugement, n'eussent point existé s'il avait toujours nié brutalement les architectures sociales; le philosophe, qui étudie le monde pour arriver à comprendre parfaitement, grâce à la méthode de la *diremption*, les mouvements de l'histoire contemporaine, ne doit point se croire qualifié pour donner des ordres à l'avenir.

On sait avec quelle énergie Proudhon a combattu les écrivains qui faisaient

du marche de la patrie et de la famille. Cette attitude si particulière s'explique par un fait que Daniel Halévy a signalé en termes magnifiques à la fin de son article : « L'homme (en vue duquel raisonne Proudhon), *homo proudhonianus*... se relie à travers les siècles aux traditions de la glorieuse tribu aryenne, laborieuse, justicière et guerrière, toujours chantante ». Vous connaissez les théories que Lehning a exposées dans *Les Indo-Européens avant l'histoire* : vous vous rappelez que, suivant le grand juriste allemand, les origines de l'Etat aryen ont été toutes militaires et que les Romains ont conservé dans leurs mœurs antiques quantité de traces de la civilisation des Aryens ; nous devons ajouter que Proudhon a été souvent un véritable Romain. Plus il acquerrait d'expérience, mieux il sentait la nécessité de savoir ce qui avait fait la grandeur de notre humanité latine. C'est sous l'influence de cette préoccupation qu'il composa sa dernière théorie de la propriété, qui est demeurée si longtemps une énigme pour les critiques. S'il eût vécu dix ans de plus, il aurait sans doute donné une expression définitive à sa pensée, en jugeant nos désastres avec un esprit romain. Si mort prématurée a été un désastre national — pour honorer vraiment sa grande mémoire, il faut essayer de continuer son œuvre demeurée inachevée, les yeux toujours fixés sur Rome. L'article que vous avez publié, dans *l'Indépendance* du 1^{er} avril 1912, est bien fait pour encourager les espérances de tous ceux qui regardent Proudhon comme leur maître. Si vraiment la nouvelle génération est, comme on le dit communément, lasse des balivernes sorboniques, les enseignements proudhoniens pourront trouver un terrain favorable. En tout cas, nul n'aura fait autant que vous pour nous éclairer sur la véritable genèse de Proudhon.

Votre dévoué,

G. SORZEL.

Dans l'intelligence, voici donc un problème définitivement résolu, et s'il ne s'agissait que d'un problème intellectuel, nous aurions considéré que la solution était apportée par M. Daniel Halévy. Mais il s'agit de déterminer des positions intellectuelles qui doivent commander des positions politiques et sociales. Dans ces conditions, c'est à nous qu'il appartient de donner au débat sa conclusion, et l'étude de M. Halévy ne vaut que comme le témoignage apporté, à côté du procès, par un témoin présentement désintéressé. Ceci est fait.

Mais il y a plus. L'étude de M. Halévy n'est pas seulement une interprétation de l'œuvre proudhonienne.

La conclusion est une véritable « apologie pour le passé français » ; elle appelle vers son signataire plus que l'estime intellectuelle : elle appelle des sentiments de sympathie presque politique. M. Halévy, écrivain, est un homme qui a pris part, et qui continue de prendre part, avec passion, à nos luttes civiles. Sa personnalité nous oblige à parler sans détours et à répondre très clairement au signe nationaliste qu'il a imprimé dans les colonnes du *Journal des Débats*. Au

moment où nous sommes, dans une lutte civile extrêmement grave, c'est un devoir pour nous que de chercher à reconnaître très nettement la position des écrivains dont la parole peut retentir sur la place publique et y déterminer des mouvements.

Il y a pour nous un cas Halévy. Examinons-le. Ce sera notre réponse à l'étude des *Débats*, et nous avons trop d'estime pour M. Halévy pour lui faire l'injure de penser qu'il puisse s'étonner un seul instant de notre réponse.

M. Daniel Halévy, qui a été dreyfusard ardent et militant, est un homme extrêmement bien informé de tous les mouvements politiques et sociaux. Il suit avec un intérêt extraordinairement vif le mouvement auquel nous participons. Disons plus : il s'intéresse à tout ce qui nous intéresse. Cette alliance, que nous avons réalisée au Cercle Proudhon, entre catholiques, nationalistes et syndicalistes, il l'avait annoncée dans son *Histoire de quatre ans*, et écrivait-il à l'un de nos amis, « on ne prévoit que ce que l'on souhaite ». Il admire Maurras ; il tient l'*Action française* pour un mouvement vigoureux et de haute valeur. Ce n'est pas une feinte. Il le pense et il veut le dire. Il a rompu avec M. Paul Desjardins, avec qui il publiait la *Correspondance de l'Union pour la Vérité*, parce que ce véritable prétendait lui interdire « d'entrer en propos » avec « certains organes, certains hommes » qui doivent être laissés à l'intérieur de « cordons sanitaires » qui limitent les « zones de silence » où M. Desjardins voudrait contenir la pensée nationaliste. M. Halévy a rompu avec M. Desjardins et il a publié ses raisons ¹. Elles témoignent de sa haute loyauté intellectuelle à notre égard, et de la passion avec laquelle il suit nos travaux.

M. Daniel Halévy fait plus : il suit avec le même soin que nous les transformations intellectuelles des Français qui cherchent à passer par-dessus les « cordons sanitaires » de la démocratie ; il leur tend la main au moment même où ils se préparent à franchir ces cordons. Est-ce pour les retenir, ou les aider ? Voici qu'il apparaît, par l'article des *Débats*, que c'est pour leur prêter son appui, et les accompagner. Mais s'il les accompagne, que fera-t-il lorsqu'il se trouvera avec eux, loin des siens, près de nous, dans les heures où il ne s'agira plus de résoudre des problèmes intellectuels, mais des questions pratiques, et de prendre parti dans une lutte civile, où son intelligence lui commandera de se rallier à nos directions, mais où sa

1. Cf. Daniel Halévy et l'Union pour la Vérité, *Vie ouvrière*, 20 décembre 1912.

sensibilité et son hérédité lui commanderont le mouvement contraire?

Nous avons cherché la réponse à cette question dans l'œuvre même de M. Halévy. Après avoir lu, dans les *Débats*, l'étude sur Proudhon où nous voyions une « apologie pour le passé français », nous avons ouvert cette « *Apologie pour notre passé* » que M. Halévy a publiée naguère aux *Cahiers de la Quinzaine*, et nous y avons lu, page 115, in fine :

« La victime [Dreyfus] est reprise, les iniques châtiés. C'est terminé, tant mieux... Ne chantons pas d'avoir été vainqueurs, car la mêlée était confuse. Mais si nous consentons à ne plus triompher, que personne du moins ne triomphe sur nous; qu'on cesse d'appeler traître un innocent dont la vie est brisée, malheureux ceux qui le délivrèrent; s'il nous plaît de réfléchir en mesurant nos torts, qu'on ne nous provoque plus à nous défendre en mesurant nos droits! et surtout, souhaitons-le très fort, qu'on ne nous replace jamais dans une situation analogue à celle où nous nous trouvâmes en décembre 1897. Car, il le faudrait bien : plus soucieux, non moins résolus, nous recommencerions nos campagnes. »

Nous voici précisément placés « dans une situation analogue à celle où nous nous trouvâmes en décembre 1897 » ; la crise qui s'est ouverte est liée directement à l'Affaire Dreyfus. Les anciens amis de M. Daniel Halévy ont pris position. Ils sont contre la France, et ils crient « Vive l'Allemagne ». Mais un fort parti d'anciens dreyfusards (on en rencontre beaucoup au Cercle Proudhon) sont maintenant à l'Action française et travaillent à redresser le royaume de saint Louis et d'Henri IV.

Que va faire M. Daniel Halévy? Rappelé dans la vie publique, que va-t-il choisir? Israël ou la France?

Voilà la vraie question. En attendant qu'elle soit résolue, je reprends dans l'étude même de M. Halévy un mot admirable de Proudhon que j'y trouve cité. Je dis à nos compatriotes, égarés dans l'Internationale, qui sont en route pour le pays français et qui rencontrent M. Daniel Halévy : « *Alerte! Et ne vous laissez pas aborder!* »

GEORGES VALOIS.

NOTRE DEUXIÈME ANNÉE

Nous avons d'abord à nous justifier, auprès de nos lecteurs et de nos amis, du retard vraiment excessif apporté à la publication de nos cinquième et sixième cahiers. Il est certain qu'il eût été bon que ces cahiers parussent vers la fin de 1912, ainsi que l'exigeait la logique propre aux publications périodiques. Mais nous devons dire que nous n'avons jamais regardé nos *Cahiers* comme devant être soumis aux exigences de la périodicité régulière. Ne les ayant pas conçus comme un organe de lutte directe, mais surtout comme un instrument de critique idéologique, nous avons prévu que nous publierions chaque cahier seulement lorsque nous en aurions réuni la matière. En somme, nous n'avons pas voulu ajouter une revue aux trop nombreuses revues qui sont actuellement répandues. Il nous suffisait de créer un centre où l'on pourrait publier, le moment venu, sans provocation artificielle de la production littéraire, les études qui servent l'objet du Cercle. Voilà notre meilleure justification.

Mais ajoutons que les obligations de chacun de nous ont ajouté de nombreuses causes accidentelles de retard à ces causes essentielles. Une année exceptionnellement chargée, par les travaux, l'action quotidienne, les conférences, nous ont mis, les uns et les autres, dans l'impossibilité de donner à la rédaction des *Cahiers* tout le temps que nous eussions voulu lui accorder. Rien ne nous permet de prévoir que ces obligations diminueront au cours de la nouvelle année. Nous avons donc décidé de transformer les *Cahiers*, de telle manière qu'ils ne souffrent point trop du retard où chacun de leurs rédacteurs pourrait se trouver.

Désormais, les *Cahiers du Cercle Proudhon* paraîtront, à raison de six par an, en fascicules in-seize couronne, de 32 à 128 pages, et ne contiendront chacun qu'une seule étude de leurs rédacteurs ou de leurs collaborateurs. Ils constitueront en somme une collection de petits ouvrages où les fondateurs du Cercle, leurs amis et leurs alliés, et quelques personnes faisant avec eux une alliance temporaire, publieront un ensemble de travaux originaux se rattachant aux études du Cercle. Les notes et les chroniques du Cercle seront jointes à ces cahiers sur des feuillets séparés. Sous cette forme les *Cahiers* se prêteront mieux qu'aujourd'hui à l'œuvre de critique des institutions démocratiques que le Cercle a entreprise et il leur sera plus aisé de pénétrer dans les différents milieux où chacun de leurs rédacteurs entretient des relations intellectuelles qu'il est seul en mesure de raccorder à l'œuvre collective.

C'est donc ainsi que nous pourrons poursuivre, malgré les charges que chacun de nous assume, une œuvre dont l'utilité nous a été largement démontrée par les résultats acquis. Nous tenons pour très important le résultat de nos premiers engagements avec les démocrates, par quoi nous avons repris Proudhon à ses « utilisateurs », à ses « exploités » de la démocratie. Nous avons restitué au patrimoine français une source intellectuelle qui avait été troublée, détournée et gaspillée par les pillards internationaux. C'est une victoire. Elle a été attestée par un observateur que sa position destinait à la partialité contre nous, mais que sa loyauté obligeait à publier le vrai, M. Daniel Halévy. Elle a été attestée à l'étranger par un socialiste italien, M. Agostino Lanzillo, qui, dans une belle étude du *Resto del Carlino*, a repris à son compte les déclarations de M. Halévy et leur a donné d'amples développements en ce qui concerne notre œuvre : « Oui, dit M. Lanzillo après avoir reproduit nos premières déclarations, cette « diane » (*questo squillante diana di guerra*) peut être sonnée au nom de Proudhon, parce qu'elle contient les éléments qui tous furent en germe dans l'esprit du grand penseur français, dont les pages les plus véhémentes sont dirigées contre la démocratie ». Victoire acquise, incontestée désormais, car les démocrates se sont enfin tus, et n'ont trouvé d'autre moyen de se rattacher à Proudhon qu'en se réunissant chaque mois en un dîner, auquel ils ont donné le nom de « dîner Proudhon » où les convives échangent les potins de Sorbonne et ceux du Parti unifié, et parlent de tout sauf de ce qui pourrait avoir quelque lien avec la pensée proudhonienne.

Nous tenons ce résultat pour fort important. Mais nos amis savent que nous nous sommes voués à une tâche plus large. Répétons encore que nous n'avons eu à aucun moment le propos de faire de l'exégèse proudhonienne. Nous voulons poursuivre dans notre siècle l'œuvre d'assainissement intellectuel et d'organisation sociale à laquelle Proudhon s'était donné, et c'est par nos œuvres propres et par notre action que nous prouverons que nous n'avons pas pris en vain le nom de notre patron, et que la tradition que nous avons retrouvée chez lui est bien la plus authentique tradition de la France classique.

C'est ce qu'a victorieusement démontré Henri Lagrange, exhumant les grandes pages de critique littéraire où Proudhon avait impitoyablement condamné les romantiques, de Rousseau à George Sand, et tous les critiques se sont associés aux fortes conclusions que Lagrange a données à l'étude qu'il a placée en tête de cette réédition (*Émile de Nicolas Boileau, héritier spirituel des rois de France, Prou-*

d'hon reçoit de notre reconnaissance le titre de grand classique). C'est également ce qu'a fait Albert Vincent, publiant dans la collection du Cercle, à la Nouvelle Librairie Nationale, son beau travail, si documenté et si précis, sur les *Instituteurs et la Démocratie*, travail écrit pour appeler ses collègues, les instituteurs, au nom de Proudhon, au nom de la famille française, au nom de l'ordre français, à collaborer non plus dans l'œuvre de destruction où les pousse la République, mais dans l'œuvre de reconstruction où ils trouveront le roi, protecteur des républiques françaises. Le silence de la grande presse démocratique a été forcé par le talent et l'audace de Vincent, et nous avons vu deux notoires représentants de la démocratie, M. Émile Favre, député, à la *Bataille*, et M. Eugène Fournière, à la *Dépêche de Toulouse*, gémir longuement sur la ruine des idées démocratiques que ce vaillant petit livre annonce. Et l'on nous a assuré que M. Ferdinand Buisson ne cachait pas sa détresse.

Cette tâche, nous l'avons continuée au Cercle, et, cherchant dans quel sens la diriger cette année, nous n'avons naturellement trouvé rien de mieux que de consacrer toutes nos séances de travail à renseigner nos amis et nos auditeurs sur les campagnes engagées, dans toutes les parties du monde révolutionnaire, contre la loi de trois ans : annonçant, trois semaines avant que la bataille fût engagée, le conflit inévitable entre les patriotes et les révolutionnaires, et invitant dès ce moment nos amis à ne pas être un instant les dupes du gouvernement ni de Joseph Reinach, c'est-à-dire à maintenir entièrement, même pendant cette crise, nos vues sur le syndicalisme et à faire porter leurs coups non sur le syndicalisme, mais sur l'antipatriotisme, non même sur l'antipatriotisme des syndicalistes, mais sur l'antipatriotisme des gens de Sorbonne et d'Institut. Et trois jours avant la réunion du manège du Panthéon, nous pûmes, résumant toutes les campagnes faites au temps de Dreyfus, prévoir la marche des événements au moment où nous nous sentions tout près du premier corps à corps : un premier choc dont le résultat serait à l'avantage de l'adversaire, une période douteuse suivant cette première rencontre et ensuite la victoire nécessaire, assurée des patriotes ; et la conclusion de notre soirée fut que nous devions tous aller à la réunion organisée par les antipatriotes, sans espoir de vaincre ce jour-là, mais afin que notre tâche fût faite. Et elle le fut : le sang versé de nos amis Pierre Lecœur et Thybault en témoigna. Les membres du Cercle Proudhon étant réunis pour défendre à la fois le nationalisme et le syndicalisme, il convenait qu'ils fussent les premiers à combattre ceux qui, usurpant le nom et les titres du syndicalisme,

tentaient de conduire les classes ouvrières à la trahison contre la France.

Enfin, nous avons continué de chercher des républicains. Tous les républicains du Cercle étaient devenus royalistes. En mars dernier, nous vîmes venir à nous un des derniers républicains qui vivent en France : celui-là était un vrai, du vieux parti, et laïque, et, chose extraordinaire, il était jeune. Nous l'accueillîmes avec honneur : il fut heureux de passer une soirée avec nous ; nous lui parlâmes de nos espoirs et de nos volontés, qui sont ardents ; il nous parla de sa vie chez les républicains, ce qui était en somme assez triste, et il en convenait ; il venait chez nous pour purifier son esprit, et peut-être pour dissoudre son inquiétude, qui était grande. Nous nous quittâmes cordialement, après lui avoir remis des livres. Quelques jours après, il écrivait à l'un de nous une lettre d'adieu. Il s'était « ressaisi » et il nous disait :

Je viens de prendre connaissance de votre livre, et lui ai consacré, tant il a suscité en moi de pensées et remué d'idées, ma soirée entière et une partie de la nuit. Et je vous prie de croire que je suis loin de penser avoir perdu mon temps. C'est qu'en effet, il ne fallait pas moins d'un choc semblable pour me faire reprendre mes sens.

Je serais bien peu homme de goût, Monsieur, si je n'avais apprécié d'emblée la valeur philosophique et morale de votre ouvrage, abstraction faite de la richesse de la forme. Comme on voit que vous ne vous êtes pas départi de ce puissant esprit critique qui fouille, pénètre et frappe l'obstacle et dont peuvent s'enorgueillir seuls, les privilèges que développe une forte culture anarchiste ou socialiste ! l'esprit critique, c'est-à-dire le seul facteur de progrès...

Mais si l'ensemble constitue un tout d'une homogénéité parfaite, il me faut vous avouer loyalement que, pour cette raison même, je repousse en bloc, complètement, absolument, sans qu'il me soit possible d'en garder la moindre miette, le développement de votre pensée, puisque les prémisses, la base, le soutènement de votre œuvre me paraissent rigoureusement inacceptables et dangereux...

Combien, Monsieur, je suis heureux que soit dissipé désormais tout malentendu entre nous ! Etudier Proudhon, tel est bien mon plus vif désir, mais serait-ce le même homme que nous aurions en vue ? J'ai bien peur que non. Le mien c'est celui qui n'a pas craint de dire : « Je ne veux être ni gouvernant, ni (soulignant ce mot) gouverné et c'est surtout celui qui a dit : « notre tâche à nous, publicistes, c'est de *préserver* la Révolution des périls dont sa route est semée ». J'en vois un, plus dangereux que d'autres, et c'est pour le combattre que je me réclame de Proudhon, le seul *socialiste* qui l'ait vu aussi. Enfin, « mon » Proudhon c'est celui qui a dit : « J'ai refusé de concourir à une restauration monarchique... »

Voilà qui est net, je pense, et vous ne me tiendrez pas rigueur de vous avoir parlé loyalement comme on s'exprime entre Français de vieille souche. Et, comme j'ai pu apprécier la charmante courtoisie dont vous avez bien

voulu user en mon endroit, de même j'opposerais à la sympathie que je porte à votre personne, l'intransigeance d'une opposition absolue à votre œuvre...

Dans l'ancienne France les adversaires se saluaient avant de tirer l'épée. Je vous salue, Monsieur, vous et les vôtres, vous exprimant encore une fois la haute estime que j'ai pour vous et la haine que je ressens à l'égard de votre œuvre...

C'était très net et d'une belle franchise. Nous remercions l'auteur de la lettre, non sans lui exprimer notre regret. Mais devons-nous dire qu'il est revenu parmi nous? Il veut rester républicain (et nous l'entendons bien), mais c'est chez nous seulement qu'il trouve l'intelligence des problèmes sociaux. Nous sommes heureux de lui souhaiter ici la bienvenue, et nous le remercions du précieux témoignage qu'il nous apporte.

Nous remettons à un prochain Cahier la reproduction d'articles que les journaux et les revues ont consacrés au Cercle, à ses *Cahiers* et à ses publications. Nous remercions simplement aujourd'hui le *Devoir*, de Montréal, la *Société Nouvelle*, de Bruxelles, la *Revue hebdomadaire*, les *Cahiers du Centre*, *Pages Libres*, l'*Indépendance Bretonne*, l'*Univers*, la *Revue roumaine*, l'*Opinion Publique* de Prague, le *Bien Public*, de Gand, l'*Avant-Garde de Normandie*, etc., etc., de n'avoir pas respecté la loi du silence à notre égard. Nous aurons à répondre longuement à quelques pages qui nous concernent dans une longue étude que le P. du Passage a publiée aux *Études* où l'éminent religieux nous attribue des illusions que nous n'avons guère, des pensées que nous n'avons pas. La part que plusieurs d'entre nous ont prise, dans les rangs de l'*Action Française*, dans la campagne pour la défense nationale, indique assez que nous ne nous méprenons pas un instant sur le rôle que l'on veut faire jouer au syndicalisme révolutionnaire contre l'État et contre la Patrie. Mais nous maintenons, même et surtout aujourd'hui, que la pensée qui préside au développement du syndicalisme est une pensée d'organisation utile, heureuse, féconde, et que si le syndicalisme est actuellement entraîné contre la Patrie, c'est qu'il est, selon le mot de Maurice Pujo, *saboté*, saboté par la Maçonnerie, saboté par les Sorbonnards, saboté par quelques-uns de ses représentants ou de ses inspirateurs, dupes ou complices de l'Étranger de l'intérieur.

L'ACTION FRANÇAISE, L'EXPÉRIENCE POINCARÉ ET LES SYNDICALISTES

On me permettra de joindre, aux notes qui précèdent, quelques réflexions que je veux soumettre à notre ami Darville dont nos amis ont lu plus haut l'admirable étude. Je tiens à fournir à notre ami, ici même, quelques réponses aux questions qu'il pose dans ses conclusions. Mais je les lui fournirai, non plus seulement comme membre du Cercle Proudhon, mais comme ligueur d'Action française.

Darville se demande, en somme, si l'Action française sera de force à surmonter l'expérience Poincaré, à donner à la crise où nous sommes la solution qu'exige le salut public, sans se laisser affaiblir par les infiltrations *rationalistes* (rationalisme étant ici opposé en quelque sorte à l'héroïsme guerrier) et sans se laisser confondre avec les exploiters du patriotisme qui conduisent aujourd'hui, au gouvernement, la campagne pour les trois ans.

Pour l'expérience Poincaré, la chose nous paraît définitivement jugée. Le poincarisme, dont on pouvait craindre qu'il déterminât une déviation du patriotisme au profit de la démocratie, n'a absolument rien produit dans ce sens. Son impuissance est reconnue de tous aujourd'hui. Il y a bien une quantité de braves gens qui vont l'acclamer chaque fois qu'il se déplace. Mais ce sont de bonnes foules qui ne font pas l'opinion et qui, surtout, ne font jamais de révolutions ni sociales, ni nationales. Chez tous ceux dont le jugement compte dans l'élaboration des jugements publics, et qui conduiront l'action des Français dans les temps de crise profonde, l'expérience Poincaré est terminée. On s'est arrêté un instant devant la daumont présidentielle, sans grand espoir, mais avec l'illusion qu'il allait en descendre un homme qui essaierait de mettre fin au règne des bavards. On n'en a vu descendre qu'un homme au front soucieux qui allait inaugurer des hôpitaux et des voies publiques. C'est fini, c'est fini; on n'en parle plus, et l'on n'y pense même plus. Jamais l'Action française n'a fait tant de progrès que depuis le poincarisme. La question, aujourd'hui, ce n'est pas : la vraie république du vieux parti, ou la république patriote, avec Poincaré, ou l'empire, ou la monarchie; c'est : la France ou l'anti-France, la Patrie ou la Mort, et toutes les intelligences averties traduisent : la Monarchie ou la République. Voyez Sembat lui-même, cet homme habile. Que dit-il ? « *Faites un roi, sinon faites la paix.* » Et le vrai peuple parisien, lorsqu'il suit les retraites, ne croyez pas qu'il crie : *Vive*

Poincaré! Il crie : *Vive l'Armée!* et jamais, jamais : *Vive la République!*

Mais est-il vrai qu'il y ait chez nous trop de *rationalisme*, et que ce rationalisme puisse quelque jour nous entraver? Moi, cher Darville, laissez-moi vous dire que je connais bien l'Action française et ses troupes : je puis vous assurer que jamais ce rationalisme que vous imaginez n'arrêtera notre élan. Oui, nous sommes rationalistes en ce sens que nous faisons un très large usage de notre raison, de notre intelligence pour démontrer la nécessité de la monarchie ou la nécessité de la patrie, — pour démontrer d'une manière générale que si l'élan, le sentiment qui nous pousse à l'action est indispensable, il est non moins indispensable de savoir où il aboutira (je vous dirai très vulgairement : il faut savoir, avant de prendre son élan, où le saut va vous porter).

Mais, en même temps, nous sommes profondément traditionalistes et nous cultivons toutes les ressources que l'enthousiasme peut donner à l'homme. Nous exigeons simplement que cet enthousiasme soit éclairé, que l'esprit sache où il veut souffler... Si nous rendons justice à France, parce qu'il a sauvé la langue française au temps de la barbarie symboliste, ce n'est pas chez lui que nous allons chercher une philosophie. Peut-être avez-vous vu cette douce philosophie, alexandrine, amollissante, démoralisante, chez quelques jeunes lettrés qui, au café, trouvaient quelque élégance à dire leur sympathie éloignée pour l'Action française? Ce sont des spectacles que l'on peut voir à l'une de nos frontières; mais allez, je vous prie, au front : si vous aviez vu Plateau et Maxime Réal del Sarte au manège du Panthéon, Pimodan et Lacour place d'Italie, Barral et Lagrange rue Cujas, et cent autres avec eux, vous sauriez ce que pèse l'alexandrinisme à l'Action française, et vous sauriez ce que sont nos valeurs héroïques.

Il reste, dites-vous, que l'on n'a pas dénoncé assez vigoureusement la tactique gouvernementale contre le syndicalisme. Je pense que l'essentiel a été fait. Toutes les distinctions entre le *patriotisme vrai* et le *patriotisme d'affaires* ont été faites, et Maurras n'a pas manqué de signaler, en même temps que la *Bataille*, le caractère singulier de l'article de M. Tardieu à la *Revue des Deux Mondes*. Mais ces distinctions sont éparses dans des articles fournis pour une campagne de plusieurs mois. Peut-être aurait-on pu condenser toutes ces distinctions? Mais vous-même, mon cher ami, et nos amis du Cercle, et moi-même? Nous aurions dû protester au début de la campagne, et encore au moment de la comédie de répression qui a abouti à

l'arrestation de quelques douzaines de syndicalistes. Nous ne l'avons pas fait. Nous y avons bien pensé; nous avons même préparé une protestation. Nous ne l'avons pas écrite. Pourquoi? Parce que nous étions en pleine bataille, et parce que le temps manquait, et parce qu'il était prodigieusement difficile de nuancer nos élans de combat au point de serrer la main droite de nos adversaires et de leur tordre le poignet gauche. Le conflit éclatait brusquement. Il fallait prendre position rapidement contre le roi de Prusse et ses alliés de l'intérieur. C'est ce qui a été fait. C'est ce que tous nos amis du Cercle ont fait, parmi les premiers. Mais cela ne nous a pas empêché de dénoncer partout l'impuissance démocratique, l'impuissance du gouvernement et l'exploitation du patriotisme par les amis de Poincaré et de Barthou.

Aussi bien, les syndicalistes ne s'y sont pas trompés. Ils nous ont reconnus comme les vrais et seuls patriotes. Croyez bien que ceux qui parlent au nom du syndicalisme attaquent *actuellement* beaucoup plus le *patriotisme vrai* que le *patriotisme d'affaires*; celui-ci, c'est le prétexte pour attaquer la Patrie. Mais je connais, nous connaissons, Darville, quelques gaillards qui trafiquent dans le syndicalisme et que le *patriotisme d'affaires* ne gêne en aucune manière parce qu'il s'accommoderait fort bien de leur *syndicalisme d'affaires*. Ce que ceux-là veulent atteindre, c'est le *patriotisme vrai*. Et c'est pourquoi ils nous ont désignés comme leurs ennemis. Et nous le sommes, au même titre que nous sommes les ennemis d'Étienne et des requins du patriotisme, parce que nous savons que les uns et les autres sont tout prêts à marcher ensemble à un nouveau *Triomphe de la République* contre nous. Nous n'avons là-dessus aucune illusion. Seulement nous pensons que l'on ne pourra pas nous escamoter comme l'on a escamoté la *Patrie française* au cours de la révolution dreyfusienne. La situation d'aujourd'hui n'est pas celle de 1898. En 1898, il y avait un patriotisme qui ne savait où il allait devant un gouvernement dont les principes étaient très fermes, et dont le jeu était de se taire lorsque les poussées rationalistes étaient un peu fortes. En 1913, il y a un patriotisme parfaitement conscient, parfaitement organisé, que guide l'*Action française*, qui a grandi lentement, s'est incorporé des éléments de premier ordre, et dont les doctrines occupent la première place de la vie politique. Devant elle, un gouvernement qui ne croit plus à lui-même, et qui est obligé de singer l'*Action française* pour tenir son rôle, un gouvernement dont les membres empruntent leurs plus fortes expressions au vocabulaire de l'*Action française*. Devant un tel spectacle, le peuple français, qui

276 L'ACTION FRANÇAISE, L'EXPÉRIENCE POINCARÉ, ETC.

entend bien, ou qui comprend confusément, fait ce qu'il a déjà fait et ce que font tous les peuples lorsqu'ils voient leurs gouvernements accepter les idées de l'opposition : il acclame les opposants et devient leur complice. C'est l'histoire de notre grande Révolution ; c'est l'histoire de la récente révolution portugaise. C'est notre histoire aujourd'hui ; mais les directions ont changé. Nos gouvernants sont en train de tuer proprement la République. Ils veulent se donner l'allure d'un véritable État ; ils amènent le pays à désirer l'instauration de l'État militaire dont vous déplorez l'absence. Écoutez bien ce qui se dit auprès d'eux : *Faites un roi, sinon faites la paix*. Il y a plus de choses dans ces quelques mots de Sembat que n'en contient, aujourd'hui, mon cher ami, toute notre philosophie.

GEORGES VALOIS.

Le Gérant : A.-G. GRESSANT.

TABLE DES CAHIERS — N° I-VI

Cahier I		Pages
Declaration		1
CHARLES MAURRAS — A Besançon		3
JEAN DARVILLE — Proudhon		9
PIERRE GALLAND. — Proudhon et l'Ordre		29
GEORGES VALOIS — Pourquoi nous rattachons nos travaux à l'esprit proudhonien		34
Notes. — Les Démocrates et Proudhon		49

Cahier II		
GILBERT MAIRE — La philosophie de Georges Sorel		57
HENRI LAGRANGE. — Proudhon et l'ordre européen		82
ALBERT VINCENT — Le bilan de la démocratie		98

Cahiers III-IV		
PROUDHON. — Rousseau juge par Proudhon		105
<i>HOMMAGE A GEORGES SOREL</i>		
GEORGES VALOIS. — Sorel et l'architecture sociale		111
RENÉ DE MARANS. — Grandes rectifications soreliennes		117
HENRI LAGRANGE. — L'œuvre de Sorel et le Cercle Proudhon. Prévisions et prévisions		125
ALBERT VINCENT — La famille chez Proudhon et dans la démocratie		134
GEORGES VALOIS. — NOTRE PREMIÈRE ANNÉE. Paroles, murmures et rumeurs dans la Presse et le Monde sur le Cercle Proudhon. M. Lagardelle, M. Maxime Leroy, M. Henri Dagan, M. Georges Guy-Grand, M. Marc Sangnier. — Notre position. — Pourquoi le Cercle Proudhon a été fondé. — Sujets, non partisans. — La terreur réactionnaire. — Le vertuisme. — Inconvénients et avantages d'une liberté provisoire. — Nos travaux d'une année		150
JEAN DARVILLE, MAURICE MAYREL. — Analyses et Critiques		171

Cahiers V-VI		
JEAN DARVILLE. — « Satellites de la Ploutocratie »		177
GEORGES VALOIS — La bourgeoisie capitaliste		214
Les œuvres sociales. « A reculons » — Les « Réflexions d'un ami ». — Une étude de l'abbé Charavay		249
G. V. — La direction de l'œuvre proudhonienne et le cas Halévy. — Un article de M. Daniel Halévy. — Une lettre de M. Georges Sorel. — M. Daniel Halévy et Dreyfus. — « Alerte, et ne vous laissez pas aborder »		257
NOTRE DEUXIÈME ANNÉE. — Transformation des cahiers. — Premiers résultats de nos travaux. — Nos publications. — Nos travaux. — Déclarations d'un républicain laïque		268
GEORGES VALOIS. — L'Action française, l'expérience Poincaré et le syndicalisme. — Patriotisme vrai et patriotisme d'affaires		273

Cahiers du Cercle Proudhon

paraissant six fois par an

RÉDACTION

La rédaction des *Cahiers* est assurée par le Cercle P.-J. Proudhon.
On est prié d'adresser tout ce qui la concerne à :

M. Henri Fortin, Rédaction des *Cahiers du Cercle Proudhon*,
11, rue de Médicis, Paris (VI^e)

TRANSFORMATION DES CAHIERS

A partir d'Octobre 1913, les *Cahiers* paraîtront en fascicules in-16 double-couronne de 32 à 128 pages, à raison de six par an.

Ils contiendront chacun une seule étude complète de l'un de leurs rédacteurs ou de leurs collaborateurs. Les notes et chroniques du Cercle leur seront jointes sur des feuillets séparés. Ils constitueront donc une collection de petits ouvrages originaux se rattachant aux études du Cercle.

Le prix de l'abonnement est fixé, pour une série de six cahiers, ainsi qu'il suit :

Édition ordinaire	France, 6 fr. ; — Étranger, 7 fr.
Édition sur Vélín d'Arches . .	France, 15 fr. ; — Étranger, 16 fr.
Les deux éditions	France, 20 fr. ; — Étranger, 22 fr.

On ne s'abonne que pour un an. Les prochains abonnements partiront d'Octobre 1913.

Le prix de chaque cahier variera selon le nombre de pages. Les abonnés ne subiront aucune augmentation.

Adresser tout ce qui concerne l'Administration des *Cahiers* (mandats, valeurs), à M. Marc Furcy-Raynaud, 11, rue de Médicis, Paris.

Collectif 4
Cahiers du Cercle



* 2 1 7 3 1 *